

Non

IM

P R É C I S

DE DIVERSES

ORDONNANCES DU CONSEIL SPÉCIAL

ET

D'ACTES DE LA LÉGISLATURE

POUR LA CI-DEVANT PROVINCE DU

B A S - C A N A D A .

PAR GODEFROY CHAGNON,

Notaire, de l'Assomption, ci-devant Juge de Paix et Commissaire pour les Petites Causes.

Montreal:

IMPRIME' PAR JOHN LOVELL, RUE ST. NICOLAS.

1842.

P. R. M. C. I. S.

ORDONNANCES DU CONSEIL SPÉCIAL

ACTES DE LA RÉGISTRATION

B. A. S. - C. N. A. D. A.

PAR GODEFROY CHAGNON

ÉDITION :

IMPRIMERIE PAR JOHN ROYER, RUE ST. NICOLAS

1842

C
du C
1
sou
l'éle
fére
autr
tant
2
pou
étab
3
prem
men
tien
4
voul
5
"pr
héri
jets,
6
Guil
prov
acte

INTRODUCTION.

Cet ouvrage contient un précis de diverses ordonnances du Conseil Spécial et d'Actes de la Législature, savoir :

1er. D'une ordonnance de la 4e année de sa majesté notre souveraine Dame la Reine Victoria, chap. 3e, "pour régler l'élection et la nomination de certains officiers dans différentes paroisses et townships en cette province, et pour autres dispositions concernant les intérêts locaux des habitants de ces divisions de la province" ;

2e. D'une ordonnance de la même année, chap. 4, "qui pourvoit au meilleur gouvernement de cette province, en y établissant des autorités locales et municipales" ;

3e. D'un acte passé par la Législature Unie, dans sa première session, chap. 28, "abrogeant certains actes y mentionnés, et pour pourvoir à l'établissement et au maintien des écoles élémentaires dans cette province" ;

4e. Manière de procéder aux élections de divers officiers voulus par les actes ci-dessus ;

5e. D'une ordonnance de la même année, chap. 30, pour "prescrire et régler l'enregistrement des titres aux terres, héritages, biens réels et immobiliers, et pour autres objets, &c." ;

6e. D'un acte de la 6e année de feu sa majesté le Roi Guillaume Quatre, passé par la législature de la ci-devant province du Bas-Canada, chap. 56, pour "révoquer certains actes y mentionnés et pour remédier à divers abus préjudi-

ciables à l'agriculture"; le précis de ce dernier acte ne comprend que les clauses qui sont actuellement en force ; celles qui concernent les inspecteurs et les sous-voyers se trouveront dans le précis ci-après ;

7e. Précis de divers actes y mentionnés, réunissant les principaux devoirs des inspecteurs et sous-voyers des grand chemins et ponts en cette province, ci-devant le Bas-Canada ;

8e. Précis de quelques clauses d'un acte passé par la Législature Unie, "pour consolider et amender les lois en cette province relatives aux injures malicieuses contre la propriété ; ce précis ne contient que les seules clauses dont la juridiction est donnée aux juges de paix ;

9e. Enfin, précis d'un acte de la Législature Unie, chap. 22, "pour pourvoir à l'administration plus facile et expéditive de la justice dans les causes civiles, et affaires d'un intérêt pécuniaire peu considérable, dans cette partie de la province ci-devant Bas-Canada";

La difficulté de se procurer les ordonnances et les statuts de la province, la difficulté de les entendre lorsqu'on a pu se les procurer, à cause du style qui leur est particulier, m'ont fait entreprendre ce petit ouvrage, dans la seule vue de rendre service au grand nombre de mes concitoyens de la campagne qui n'ont pas le droit de recevoir les statuts et ordonnances, ou qui ne peuvent se les procurer.

Je désire que des personnes plus habiles reprennent le travail et le rendent plus parfait.

GODEFROY CHAGNON.

L'Assomption, Décembre, 1841.

PRÉCIS

DE

DIVERSES ORDONNANCES, &c.

4^E ANNÉE DE LA REINE VICTORIA.

Précis d'une ordonnance concernant la nomination et l'élection de certains officiers de paroisses, townships et divisions de paroisse, et touchant les intérêts locaux, chap. 3.

PREAMBULE.

Pour atteindre le but d'un bon gouvernement et mettre les lois à exécution, le législateur fait voir la nécessité qu'il y a d'élire et nommer certains officiers dans chaque paroisse, township, et autres places civilement reconnues pour y remplir les devoirs d'intérêts locaux; et que pour cet effet des provisions soient faites pour la protection, le soin et la régie des intérêts des localités.

En conséquence en vertu des trois actes qui établissent notre nouvelle constitution, savoir, 1^o. acte de la 1^{ère} année du règne de sa présente majesté, intitulé "acte pour établir des dispositions pour le gouvernement du Bas-Canada"; 2^e. acte de la 2^e. et 3^e. année intitulé "acte pour amender un certain acte de la dernière session du parlement, et pour établir des dispositions temporaires pour le gouvernement du Bas-Canada"; 3^o. d'un acte passé dans la 3^e. et 4^e. année du règne de sa présente majesté, intitulé "acte pour réunir

les provinces du Haut et du Bas-Canada, et pour le gouvernement du Canada," le gouverneur général avec le conseil spécial constitué et assemblé en vertu de ces actes ont passé la présente ordonnance.

§ 1. *Election des officiers.*

Le gardien (warden) de chaque district dans la province du Canada est autorisé par son warrant sous son seing et sceau de requérir et autoriser un juge de paix ou autre personne capable, dans chaque localité, de convoquer une assemblée ; après notices à cet effet pendant huit jours affichées à deux ou plusieurs endroits des plus publics dans chaque localité, des habitants ayant droit de voter, afin d'élire les officiers ci-après pour servir dans chacune de leurs divisions respectives jusqu'au second lundi du mois de janvier mil huit cent quarante deux et jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par d'autres légalement élus et assermentés.

§ 2. *Elections subséquentes.*

Le second lundi du mois de janvier, mil huit cent quarante-deux, et chaque année subséquente au même jour, le gardien autorisera, comme il vient d'être dit, une personne de convoquer une assemblée des habitants tenant maison, dans chaque localité, qualifiés suivant la loi, en un lieu convenable, pour élire les officiers ci-après mentionnés, pour servir dans chaque division respectivement, jusqu'au lundi de l'année subséquente, et jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par d'autres officiers légalement élus et assermentés.

§ 3. *Qualification des électeurs.*

Pour voter à une élection d'officiers de paroisse, l'électeur devra posséder, en pleine propriété pour son usage, un immeuble en franc-aleu, en fief ou en roture, ou en vertu d'un billet du gouvernement légitimement obtenu de la valeur annuelle de quarante chelins sterling en sus de toutes charges. Le voteur devra aussi avoir résidé au moins un an dans la division pour avoir le droit d'y voter. Les locataires

pourront aussi voter à cette élection s'ils tiennent à bail un bien-fonds pour au moins un an, ne payant pas moins que cinq louis de rente annuelle, et dont la rente aura été payée pour l'année précédant l'élection.

§ 4. *Personne ne pourra voter, ayant été cotisé, sans avoir payé sa cotisation.*

Aussitôt qu'une autorité compétente aura imposé des droits ou cotisations dans une localité quelconque dans un district, tout habitant tenant maison qui n'aura pas été cotisé, ou qui l'ayant été n'aura pas payé sa cotisation avant une élection d'officiers de paroisse, ne pourra voter à cette élection.

§ 5. *Hommes âgés de vingt-et-un ans, sujets de sa majesté, peuvent voter.*

Personne ne pourra voter ni être élu à aucune élection, s'il n'est du sexe masculin, âgé de vingt-et-un ans révolus, sujet de sa majesté, ou légalement naturalisé.

§ 6. *Ceux qui ne peuvent être élus ou forcés d'accepter.*

Les personnes dans les ordres, ministre, instituteur, juge ou greffier d'aucune cour de justice, les officiers de l'armée ou de la marine de sa majesté, en pleine paye, ne peuvent être élus ; on ne pourra obliger les maîtres d'école reconnus, les médecins en pratique, aucun meunier lorsqu'il n'y en aura qu'un dans un moulin, les personnes de soixante et cinq ans, les personnes qui auront rempli les charges ci-dessus, celles qui auront payé une pénalité pour refus de les accepter, à moins qu'ils ne se soit écoulé un laps de temps de cinq ans avant une élection ; mais toutes ces personnes peuvent être élues si elles y consentent.

§ 7. *Les félons ne pourront voter ni être élus.*

Celui qui aura été convaincu de trahison ou de félonie, dans une cour de loi de sa majesté, ne pourra voter ni être élu à aucune élection.

§ 8. *Du président de l'assemblée et de ses pouvoirs.*

Le juge de paix ou la personne appointée comme président

par lequel les habitants auront été assemblés, aura le pouvoir, sur la réquisition d'un candidat ou d'un électeur, d'administrer tous serments contenus dans les cédules annexées à cette ordonnance; avec les mêmes droits pour le maintien de l'ordre, emprisonnement, que ceux ci-devant accordés aux officiers rapporteurs pour l'élection des membres pour l'assemblée législative.

§ 9. *Election du greffier de chaque division locale.*

Les habitants assemblés, ou la majorité d'entre eux, éliront un greffier pour la paroisse ou la division où ils ont le droit de voter. Ce greffier continuera dans son office jusqu'à ce qu'il soit démis ou remplacé dans une autre assemblée subséquente.

Il sera du devoir du greffier, pendant la durée de son office, de préparer et conserver des minutes des procédés des assemblées de sa division et de les transcrire dans un livre pour cet objet, où il entrera toutes les matières qui seront relatives à sa division.

Le juge de paix ou le président de l'assemblée aura le droit de nommer un greffier jusqu'à ce que les habitants en aient nommé un.

§ 10. *Cotiseurs et autres officiers.*

Les habitants qualifiés et ainsi assemblés nommeront et éliront trois personnes propres et convenables pour être cotiseurs dans leur division locale respectivement.

Les cotiseurs devront cotiser sur les habitants tenant maison, les droits et taxes qui seront imposés par la législature, ou autre autorité compétente. Ils choisiront aussi un collecteur. Cet officier devra demander et recevoir des habitants tenant maison, dans sa division, tous droits et cotisations dont ils seront débiteurs.

Le collecteur rendra compte et payera les argents qu'il aura reçus, de la manière prescrite par la loi.

Les habitants assemblés éliront un ou plusieurs inspecteurs de grands chemins et ponts, deux ou plusieurs sous-voyers, un

ou plusieurs surintendants des pauvres, deux ou plusieurs inspecteurs de clôtures et fossés, un ou plusieurs gardiens d'enclos publics. Quant à ces derniers officiers, les habitants peuvent leur confier une ou plusieurs places à la fois.

§ 11. Chaque officier élu prêtera serment d'office.

Le juge de paix, ou président de l'assemblée, administrera le serment suivant à chaque officier élu, comme suit, savoir :
 " Vous, A. B., promettez et jurez que vous remplirez fidèlement, diligemment et justement les devoirs de la charge
 " de pour la paroisse de dans le comté
 " et district de le mieux qu'il vous sera possible.
 Ainsi que Dieu vous soit en aide."

Toute personne élue à aucune des charges voulues par cette ordonnance, après avoir prêté ce serment, sera considérée légalement nommée et assujettie aux devoirs de sa charge.

§ 12. Pénalités contre ceux qui refuseront d'accepter l'office ou de prêter le serment requis.

Tout officier qui aura été ainsi élu sera tenu de faire l'acceptation de son office cinq jours après que son élection lui aura été signifiée ; cette acceptation sera censée faite par la prestation du serment d'office devant le juge de paix, ou le président de l'assemblée, ou le greffier de la division locale pour laquelle il aura été élu.

Toute personne élue refusant de faire cette acceptation, ou de prêter le serment d'office, sera passible d'une amende de deux louis courant, prélevée sur ses biens et effets par saisie et vente, en vertu d'un warrant d'un juge de paix du district où l'élection aura eu lieu. Ce warrant pourra être émané sur plainte ou information sur la conviction de la personne en défaut, soit par sa confession, ou sur le serment d'une personne digne de foi, autre que le dénonciateur ; l'amende sera payée, moitié au dénonciateur, et l'autre moitié entre les mains du trésorier du district, pour l'usage public du district,

§ 13. *Manière de remplacer ceux qui négligeront d'accepter l'office ou de prêter le serment requis.*

Lorsqu'une personne ou plusieurs ayant été élues à aucune des charges voulues par cette ordonnance, refuseront ou négligeront d'en faire l'acceptation par prestation du serment d'office, deux ou plusieurs juges de paix pourront nommer dans une session spéciale tenue à cette fin, une ou plusieurs personnes, si le cas le nécessitoit, pour remplacer les refusants ou négligeants d'accepter la charge et de prêter le serment d'office. Cette assemblée sera convoquée par le juge de paix ou le président de l'assemblée ou le gardien du district. Si les personnes nommées par les juges de paix refusent ou négligent d'accepter ou de prêter le serment d'office, cinq jours après que leur nomination leur aura été signifiée, elles seront aussi passibles d'une amende de deux louis courant, prélevée comme dans la section précédente. Dans le cas de refus ou de négligence, comme il vient d'être dit, les juges de paix sont autorisés à répéter telles nominations jusqu'à ce qu'elles soient acceptées, après avoir imposé à chaque refusant ou négligeant les pénalités établies par cette ordonnance.

§ 14. *Manière d'élire les officiers quand les électeurs refuseront de le faire.*

Quand une paroisse, township ou autre localité, négligera ou omettra, à une assemblée légalement tenue, de choisir ses officiers ou aucun d'eux, deux juges de paix ou plus du district pourront les choisir et nommer dans une session spéciale tenue à cette fin, convoquée par le gardien du district, le juge de paix ou le président de l'assemblée qui aura commis cette négligence ou omission. Les officiers ainsi nommés seront obligés de remplir les devoirs de leur charge jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par d'autres ; ils auront les mêmes pouvoirs et seront assujettis aux mêmes devoirs et passibles des mêmes pénalités qu'ils auraient été élus par les habitants de la localité tenant maison. Les

jug
non
d'o
pén
§ 1
S
sera
loca
de p
autr
qué
rem
pres
§ 1
To
n'ex
d'as
gardi
ou le
cent
le ga
tenir
Le
neme
conjo
par l
ce d
aura
de pe
de re
En

juges de paix auront aussi les mêmes pouvoirs de répéter ces nominations jusqu'à ce qu'elles soient acceptées et le serment d'office prêté, et d'imposer aux refusants ou négligeants les pénalités prescrites par la section précédente.

§ 15. *Manière de remplacer un officier mort ou démis de sa charge.*

Si un officier élu pour une localité, après avoir prêté serment, vient à décéder ou devient incapable, laisse la localité où il a été élu, ou est démis de sa charge, les juges de paix procéderont à le remplacer par une nomination d'un autre officier qu'ils feront dans une session spéciale, convoquée comme ci-dessus, et la personne ainsi nommée en remplacement sera sujette à tous les devoirs et pénalités prescrits par cette ordonnance.

§ 16. *Paroisses et localités ayant droit d'élire des officiers.*

Toute paroisse, township ou localités dont la population n'excédera pas trois cents âmes, n'auront pas le droit de tenir d'assemblées ni d'élire d'officiers. Mais il sera légal au gardien par son warrant d'annexer à une autre paroisse celle ou les localités dont le nombre d'âmes n'excédera pas trois cents; et aussitôt que le nombre d'âmes excédera trois cents, le gardien séparera ces localités qui, alors, auront le droit de tenir des assemblées et d'y élire des officiers.

§ 17. *Cautionnement des collecteurs.*

Le collecteur élu dans chaque localité subira un cautionnement au montant de la somme de deux cents louis courant, conjointement et séparément avec deux cautions approuvées par le trésorier du district envers lequel le collecteur fournira ce cautionnement huit jours après que sa nomination lui aura été signifiée. Les conditions du cautionnement seront de payer tous argents qu'ils aura reçus, de rendre compte et de remplir les devoirs de sa charge.

En cas de refus d'accepter cette charge, de fournir le

cautionnement et de prêter serment, le collecteur sera passible des mêmes peines et pénalités que les autres officiers, et tel qu'il est prescrit dans les sections précédentes quant à l'application.

§ 18. *Incorporation civile des paroisses, townships et localités.*

Toutes paroisses, townships ou localités civilement reconnus seront, à des fins civiles, constituées corporations ; c'est pourquoi elles pourront poursuivre et être poursuivies, acquérir et posséder des terres et biens-fonds pour l'usage de leurs habitants respectivement.

§ 19. *Manière d'instituer une action par ou contre une division locale.*

Toute action sera intentée au nom de chaque paroisse, township ou division locale ; et quand une localité sera poursuivie, le service de la sommation sur le greffier de la division locale, en sa qualité de corporation, sera légal et suffisant.

Chaque division locale, comme corporation, dans une assemblée générale ou spéciale, pourra, par une résolution nommer un procureur pour agir et représenter cette division. Cette résolution sera entrée dans les procédés des minutes de l'assemblée qui l'aura passée.

§ 20. *Pouvoirs des électeurs à leurs assemblées.*

Dans toutes les assemblées générales ou spéciales, convoquées comme il est dit plus haut, par et en vertu de l'autorité du gouverneur pour le temps d'alors, les habitants des différentes paroisses, townships ou localités, pourront exercer leurs pouvoirs comme corporation, et faire des règlements qui ne seront pas contraires aux lois du pays, pour toute communes et terres qui appartiendront à chaque localité, pour l'établissement d'enclos publics, du lieu où ils devront être placés, et pour juger, constater et déterminer la suffisance de toutes clôtures dans chaque division locale.

Dans ces assemblées les habitants tenant maison pourront ordonner le prélèvement de sommes d'argent, sur les divisions locales, qu'ils jugeront convenables pour la poursuite ou la défense d'aucune action dans laquelle les divisions locales seront parties ou intéressées. Ils auront aussi le droit d'imposer des pénalités contre les infracteurs des règlements, jusqu'au montant de cinquante chelins courant seulement, de pourvoir au recouvrement et à l'application des pénalités, ainsi qu'ils le jugeront à propos. Les habitants ne pourront cependant exercer d'autres pouvoirs comme corporation que ceux ci-dessus ou ceux qui leur seront spécialement dévolus par la législature ou pour la mise à exécution des pouvoirs ci-dessus.

§ 21. *Tenue des assemblées.*

Les assemblées de paroisses et townships ne seront tenues que de jour, entre neuf heures du matin et quatre heures de l'après-midi, et ne pourront être continuées au delà de deux jours.

§ 22. *De la signature des minutes et de leur dépôt.*

Le juge de paix ou le président de chaque assemblée signera les minutes des procédés de chaque assemblée et le greffier les contresignera, et deux jours après il sera tenu de les déposer et mettre dans son bureau.

§ 23. *Obligation de tout officier de remettre les papiers d'office à son successeur.*

Lorsqu'un officier sortira de charge ou cessera de la tenir, il sera tenu, sur demande, de remettre à son successeur tous les papiers, livres et documents relatifs à son office; cette remise se fera sous serment devant un juge de paix du district municipal.

§ 24. *Les héritiers de l'officier décédé seront tenus à la remise des papiers, &c.*

Au décès de chaque officier, ses héritiers ou représentants légaux seront tenus sur demande de remettre au successeur

de l'officier décédé, tous les papiers, livres, et documents relatifs à la charge de l'officier décédé, sous serment, devant un juge de paix de son district municipal.

§ 25. Pénalités contre ceux qui refuseront de livrer les papiers, &c.

Dès qu'une personne cesse d'être en office, ses héritiers et représentants légaux, si le cessant manque de livrer ses papiers, ou si ses héritiers et représentants légaux négligent ce devoir, sur demande du successeur de l'officier cessant ou décédé, il sera ou seront passibles d'une amende de cinquante louis courant, qui sera recouvrée avec les frais de poursuite de la division comme corporation dans une cour de justice ayant juridiction jusqu'à ce montant. Cette amende appartiendra à la division locale où elle aura été adjugée, pour son usage public.

§ 26. Action de revendication.

Le successeur d'aucun officier cessant d'être en office, pourra le poursuivre, ou, à son décès, ses héritiers et représentants légaux, par une action de revendication, comme propriétaires putatifs, et pourra obtenir des dommages et intérêts contre eux pour la détention malicieuse de ces documents. Mais le demandeur qui aura obtenu ces dommages sera tenu de les verser entre les mains du trésorier du district pour faire partie de ses fonds publics.

§ 27. Rappel de partie de l'acte de la 36e George III. chap. 9; de l'ordonnance Victoria, chap. 7, et de la 6e Guillaume IV. chap. 26.

Par cette section les pouvoirs des grands-voyers sont abolis, ainsi que ceux des inspecteurs des chemins et ponts, et ceux des inspecteurs de clôtures et fossés. Tous ces pouvoirs sont transmis au corps municipal de chaque district pour être exercés et remplis par les officiers à être nommés en vertu de la présente ordonnance.

§ 29

T
requ
parj

§ 29

L
qui
bec,

§ 30

P
trou
gou
de g

§ 31

à
tV
vot
que
que
per
vou
n'a
soi

vo

§ 28. *La peine de parjure sera infligée à celui qui jurera ou affirmera faussement.*

Toute personne qui jurera ou affirmera faussement, lorsque requise en vertu de cette ordonnance, sera jugée coupable de parjure et punie comme telle.

§ 29. *Parties de paroisse non comprises dans cette ordonnance.*

Les parties de paroisse de Québec, St. Roch, et Montréal, qui se trouvent comprises dans les cités de Montréal et Québec, ne sont point comprises dans cette ordonnance.

§ 30. *Définition du mot "Gouverneur de cette province."*

Partout où les mots "gouverneur de cette province" se trouveront dans les sections précédentes, ils sont pris pour le gouverneur ou la personne autorisée à exécuter la commission de gouverneur pour le temps d'alors.

§ 31. *Cette ordonnance est permanente, sujette néanmoins à être rappelée ou amendée par une législature compétente.*

CEDULES.

Serments administrés aux voteurs.

No. 1.

Vous jurez (ou affirmez, tel que le cas pourra être) que votre nom est _____ que vous êtes (profession ou métier) _____ que le lieu de votre résidence est à _____ dans le _____ que vous avez résidé dans le _____ de _____ de _____ pendant l'année immédiatement précédant cette élection, que vous êtes de l'âge de vingt et un ans accomplis, et que vous n'avez pas déjà voté à cette élection. Ainsi que Dieu vous soit en aide.

No. 2.

Vous jurez (ou affirmez, tel que le cas pourra être) que votre nom est _____ que vous êtes (profession ou métier) _____

que vous êtes un habitant tenant maison, résidant dans le township (ou tel autre lieu que le cas pourra être) de que vous possédez et êtes saisi pour votre propre usage, d'une terre ou bien-fonds situé dans le de joignant d'un côté le terrain occupé par laquelle terre et bien-fonds ainsi possédé par vous est de la valeur nette de quarante chelins sterling par an en sus de toutes rentes et charges payables sur ou par rapport à icelle. Ainsi que Dieu vous soit en aide.

No. 3.

Vous jurez (ou affirmez, tel que le cas pourra être) que votre nom est que vous êtes (profession ou métier) que vous êtes habitant tenant maison résidant dans le de que vous possédez un bail pour pas moins de trois années, d'une terre et bien-fonds étant dans le de joignant d'un côté la terre et bien-fonds occupé par laquelle terre et bien-fonds est ainsi possédé par vous à et pour une rente ou considération annuelle de cinq livres et au-dessus, et dont la rente ou considération pour l'année précédant cette élection a été payée. Ainsi que Dieu vous soit en aide.

No. 4.

Vous jurez (ou affirmez, tel que le cas pourra être) que votre nom est que vous êtes (profession ou métier) que vous résidez dans le de que vous êtes chargé et cotisé comme habitant tenant maison de et que vous avez payé le montant dont vous étiez ainsi chargé et cotisé. Ainsi que Dieu vous soit en aide.

Fait dans la 4e année du règne de sa Majesté notre Souveraine Dame la Reine Victoria, à Montréal, le 29 décembre, 1840.

Lord Sydenham étant gouverneur général.

Mr. W. B. Lindsay, greffier du conseil spécial.

4e année de la Reine Victoria, chap. 4.

Ordonnance concernant les Municipalités.

PREAMBULE.

Cette ordonnance dans son préambule fait voir la nécessité qu'il y a d'établir des autorités municipales pour la protection et la régie des intérêts locaux des habitants de sa majesté dans cette province ; en conséquence le Gouverneur Général, avec le Conseil Spécial, ont passé la présente ordonnance.

§ 1. Pouvoirs du gouverneur quant à l'érection des districts municipaux.

Le gouverneur par sa proclamation, sous le grand sceau de la province, avec l'assentiment du conseil exécutif, pourra ériger et constituer autant de districts municipaux qu'il le jugera expédient, et en fixer les limites ; et dans deux ans après la passation de cette ordonnance, il pourra changer les limites des mêmes districts ou d'aucun d'eux, comme il le jugera à propos, et aussi par proclamation.

§ 2. Pouvoirs de la corporation.

Chaque district ainsi érigé, sera constitué corporation ou incorporé, avec succession perpétuelle, un sceau commun avec droit de la détruire, renouveler et changer, à son gré, poursuivre ou être poursuivi, acquérir des immeubles dans les limites du district municipal, pour l'usage de ses habitants, former partie de ses contrats et conventions qui seront nécessaires à l'exercice de ses fonctions comme corporation. Tous ces pouvoirs seront exercés par, et au nom du conseil de chaque district municipal.

§ 3. Définition des pouvoirs de chaque district.

Chaque district incorporé ne pourra exercer comme corporation, que les seuls pouvoirs qui lui sont conférés par ces présentes, ceux qui lui seront accordés par la législature de la province ou ceux qui lui seront nécessaires pour mettre à exécution ceux qui lui sont dévolus par cette ordonnance.

§ 4. *Conseil de chaque district.*

Il y aura un conseil dans chaque district municipal, composé d'un gardien et conseillers et élus comme il sera dit ci-après.

§ 5. *Nomination du gardien.*

Le gouverneur nommera le gardien du district par lettres patentes, sous le grand sceau de la province. Cet officier tiendra son office durant plaisir.

§ 6. *Election des conseillers.*

A la première assemblée des habitants tenant maison, pour l'élection des officiers de paroisse d'après les dispositions de l'ordonnance de la quatrième année de sa présente majesté, chapitre trois, les habitants éliront un ou deux conseillers, selon la population de leur localité, pour être membres du conseil de district.

A chaque assemblée annuelle subséquente les habitants ainsi assemblés et qualifiés éliront un conseiller ou deux pour remplacer les sièges devenus vacants, ou si le nombre d'habitants d'une paroisse ou division qui n'a droit qu'à un conseiller s'accroît au nombre fixé pour deux, elle élira alors deux conseillers de district.

§ 7. *Temps de l'élection.*

Les habitants assemblés et qualifiés éliront d'abord un conseiller ou deux, s'ils en ont le droit. Si un candidat ou trois électeurs alors présents demandent le poll, le président sera tenu de le tenir jusqu'à trois heures de l'après-midi du même jour. Le juge de paix ou le président de l'assemblée entrera le nom de chaque voteur sur les listes de poll et à la clôture finale, à trois heures de l'après-midi, il déclarera le nombre de voix données à chaque candidat, déclarant aussi en faveur de quel candidat est la majorité des voteurs. Mais si à la clôture finale du poll, il y avait égalité de voix en faveur des candidats, le président donnera sa voix qui sera prépondérante, qualifié ou nom, y étant autorisé par la loi.

Après que l'élection aura été terminée, le président transmettra les listes de poll au greffier du district municipal où l'élection aura lieu.

§ 8. Nombre de conseillers à être élus.

Chaque paroisse ou township dont la population sera au dessus de trois cents et n'excèdera pas trois mille âmes aura droit d'élire un conseiller ; chaque paroisse ou township dont la population excèdera trois mille âmes aura le droit d'élire deux conseillers ; mais aucune paroisse n'aura le droit d'élire plus de deux conseillers quelle que soit sa population, entendu que les unions de paroisse ou township à être faites en vertu de l'ordonnance de la 4ème année de sa présente majesté, chap. 3, seront considérées comme formant des paroisses et townships pour les fins de cette ordonnance.

§ 9. Le gouverneur fixera le nombre de conseillers pour chaque paroisse ou township.

Il sera loisible au gouverneur de la province avant le premier lundi du mois de janvier mil huit cent quarante deux, de déterminer par proclamation, avec l'assentiment du conseil exécutif, le nombre de conseillers à être élus pour chaque paroisse ou township, selon sa population. De même aussi il déclarera quand une paroisse en raison de son accroissement, aura droit d'élire deux conseillers, et quand une union de paroisse aura droit d'être séparée, en raison de son augmentation de population, et d'élire un ou deux conseillers.

§ 10. Qualification des conseillers.

Personne ne pourra être élu membre du conseil de district, s'il ne réside dans la paroisse ou township où il sera élu, et s'il ne possède en biens fonds, dans le district, au montant de trois cents livres, courant, en sus de toutes charges et rentes ; le candidat peut se qualifier sur des biens de même valeur situés dans les districts joignant celui où il est élu.

§ 11. De ceux qui ne sont point qualifiés pour être élus.

Les personnes dans les ordres, les ministres, cathéchistes de quelque dénomination qu'il soient, aucuns juges, officiers

de l'armée, ou de la maison de sa majesté, en pleine paye, les comptables de revenus envers le district, ceux qui reçoivent quelque rémunération pécuniaire pour le district pour services, ceux qui auroient quelque société directement, dans quelque contrat ou engagement avec le district, ne pourront être élus conseillers pour aucun conseil de district dans cette province.

§ 12. *Félons disqualifiés.*

Toute personne convaincue de trahison et de félonie dans une cour de loi, dans les domaines de sa majesté, ne pourra être élue conseil de district.

§ 13. *Pénalité contre les refusants d'accepter, comment recouvrées, du compte qui en sera rendu.*

Chaque conseiller élu qui n'en acceptera pas la charge sera passible d'une amende de dix louis courant avec tous frais encourus. Sur l'application du conseil du district, cette amende sera prélevée sur les biens du refusant par warrant d'un juge de paix qui l'émanera sur conviction du refusant, soit par sa confession ou sur le serment d'un ou plusieurs témoins dignes de foi.

Cette amende sera versée entre les mains du trésorier pour faire partie du fonds du district, et dont le trésorier sera comptable. Cependant les infirmes d'esprit ou de corps, les personnes âgées de soixante et cinq ans, ceux qui auront rempli la charge de conseiller cinq ans auparavant le jour auquel ils auroient été élus ou qui auroient payé une pénalité pour refus, ne pourront être condamnés à cette pénalité.

§ 14. *Serment d'office et d'allégeance.*

Tout conseiller légalement élu ne pourra agir comme tel sans avoir prêté le serment d'allégeance à sa majesté, ses héritiers, successeurs, devant le gardien du district, le juge de paix ou président de l'assemblée; de plus de prêter le serment d'office suivant:

Je A. B. ayant été élu conseiller dans le conseil du district de _____ jure solennellement et sincèrement que je

remplirai fidèlement les devoirs de la dite charge, suivant le meilleur de mon jugement et de ma capacité; et que je possède pour mon propre usage des terres et biens-fonds (en franc alev, en fief ou en roture) dans le district de de la valeur de trois cents louis courant, en sus de toutes les charges et redevances dues et payables sur et par iceux; et que je ne les ai pas obtenus frauduleusement ou collusoirement afin d'être élu comme susdit. Ainsi que Dieu me soit en aide.

§ 15. *Pénalité contre le conseiller qui refusera de prêter ces deux serments.*

Le conseiller légalement élu et qualifié, qui refusera de prêter les deux serments ci-dessus, dans les dix jours qui suivent la notification de son élection, sera passible de l'amende imposée par cet acte, étant censé avoir refusé d'accepter l'office; et dès lors son office sera vacant et rempli par une nouvelle élection.

§ 16. *Manière de remplacer les conseillers refusant d'accepter ou de prêter le serment requis.*

Quand un conseiller qualifié aura été légalement élu, s'il ne souscrit les deux serments voulus par la loi et dans le temps qu'elle prescrit, le juge de paix ou la personne qui aura présidé l'assemblée convoquera une autre assemblée des habitants de la localité après quatre jours de notice affichée dans deux ou plusieurs endroits des plus publics pour l'élection d'un autre conseiller qualifié pour remplir la charge du refusant ou négligeant d'accepter l'office ou de prêter les serments requis. Ce conseiller élu à cette seconde assemblée servira pendant le même temps qu'aurait dû servir celui qu'il a remplacé seulement; mais ce conseiller remplaçant pourra être réélu s'il n'est pas autrement disqualifié.

§ 17. *Manière de remplir les vacances dans le conseil.*

S'il arrive quelque vacance dans un conseil de district, soit par la mort d'un conseiller, ou autres causes, avant l'élection

annuelle, le gardien du district où cette vacance sera arrivée émanera un warrant sous son seing et sceau au nom de sa majesté, l'adressant à un juge de paix ou autre personne, dans la localité, le requérant de procéder à une élection d'un ou deux conseillers pour remplacer celui décédé ou qui auroit autrement cessé de tenir son office; le warrant sera exécuté suivant la loi. Le conseiller ainsi élu tiendra son office de conseiller jusqu'au temps auquel celui décédé auroit dû le tenir. Mais ce conseiller élu en remplacement de celui décédé ou qui auroit autrement cessé, pourra être réélu immédiatement. Cependant il ne sera émané aucun warrant de cette espèce, après la troisième assemblée de trimestre de chaque année.

§ 18. *Sortie d'un tiers des conseillers chaque année.*

Le second lundi du mois de janvier qui suivra la première élection et le même jour chaque année subséquente, un tiers du nombre entier de conseillers, dans chaque district, sortira d'office. Le nombre de conseillers devant sortir sera déterminé en les tirant au sort à la dernière assemblée de trimestre qui suivra la première élection, ainsi que le nombre de ceux qui devra sortir l'année alors prochaine; mais chaque année subséquente ensuite, tous les conseillers qui n'auront pas été réélus pour le temps le plus long, sortiront d'office. Lorsque le nombre de conseillers ne pourra se partager en trois parties égales, le conseil du district fera un règlement pour prescrire le nombre de conseillers qui sortira annuellement d'office; ce nombre sera aussi près du nombre du tiers que possible; cela sera néanmoins fait de manière à ce que la troisième année, il ne reste aucun conseiller. Cependant tout conseiller sortant ainsi d'office pourra être immédiatement réélu, s'il n'est autrement disqualifié.

§ 19. *Conseillers qui sortiront les premiers.*

Pour déterminer le nombre de conseillers qui rendront leurs sièges vacants, dans chaque conseil, dans la première et la seconde année, après la première élection, le greffier ou

aut
écri
élec
pap
les
cons
L
sero
pou
les
vaca
s'op
de c

Le
en so
son
prési
absen

Il
chaq
juin,
ne p
conse
assér
ressor

Il
sous
du di
ces a
au de
les m
soum

autre personne qu'il plaira au conseil de commettre à cet effet, écrira à la première assemblée de trimestre après la première élection, le nom de chaque conseiller sur des morceaux de papier qu'il mettra dans un verre ou dans une boîte, après les avoir pliés; une personne nommée à cet effet par le conseil tirera les noms.

Le tiers du nombre des dits conseillers dont les noms seront tirés en premier lieu, rendront leurs sièges vacants pour l'année alors prochaine, et le tiers des conseillers dont les noms seront tirés en second lieu, rendront leurs sièges vacants et sortiront dans l'année alors suivante. Ce qui s'opérera en vertu du règlement fait par le conseil municipal de chaque district.

§ 20. *Président du conseil.*

Le gardien présidera chaque assemblée du conseil; mais en son absence, soit par mort ou vacance accidentelle dans son office le conseil choisira un des conseillers pour être président temporaire pour remplacer le gardien pendant son absence.

§ 21. *Assemblée du conseil.*

Il y aura tous les ans quatre assemblées de trimestre de chaque conseil, tenues le premier mardi des mois de mars, juin, septembre et décembre respectivement. Ces assemblées ne pourront durer plus de cinq jours successivement. Le conseil ne délibérera et ne pourra déterminer dans chaque assemblée que les matières ou choses qui seront de son ressort et de sa juridiction.

§ 22. *Assemblées extraordinaires.*

Il pourra se tenir des assemblées extraordinaires, mais sous l'autorité du gouverneur signifiée par écrit au gardien du district qui sera tenu d'en donner notice aux conseillers; ces assemblées extraordinaires ne pourront non plus durer au delà de cinq jours. Elles ne pourront délibérer que sur les matières et choses qui leur auront été spécialement soumises, et pour lesquelles elles auront été convoquées.

§ 23. Comment s'assemblera chaque conseil.

Il sera loisible au gouverneur, avec l'assentiment du conseil exécutif, par sa proclamation, de nommer, déterminer, changer, de temps à autres, les lieux pour les assemblées de conseil, lorsqu'il le croira nécessaire.

§ 24. Manière dont seront décidés les actes devant le conseil.

Tous actes et procédés, autorisés et requis par cette ordonnance, toutes questions d'ajournement ou autres questions qui pourroient être amenées devant le conseil en assemblée, seront décidés par la majorité des membres présents à l'assemblée, autre que le gardien ; lorsqu'il y aura égalité de voix, le gardien, ou, en son absence, le président temporaire, aura voix prépondérante. Le quorum sera composé de la majorité du nombre entier des membres élus pour servir dans le conseil.

§ 25. De la tenue des minutes des procédés.

Le greffier de chaque district entrera dans un livre, nettement, les minutes de tous procédés qui auront lieu dans chaque assemblée de conseil. Ces minutes seront signées par le gardien ou le président temporaire à chaque assemblée. Tout électeur du district aura droit à l'inspection de ces minutes, en temps raisonnable, en payant un chelin pour honoraire.

§ 26. Des comités.

Chaque conseil pourra nommer tels et autant de comités, composés d'un nombre de conseillers élus pour servir dans le conseil, qu'il jugera à propos.

§ 27. Nominations des greffiers de district.

Sur une liste de trois personnes soumise au gouverneur par chaque conseil de district, le gouverneur en choisira une qui sera appelée greffier du district. Le greffier de chaque district sera nommé par un instrument sous le grand sceau de la province, et tiendra son office durant plaisir. Dans le cas où à la première assemblée, après une vacance dans

l'office, et à une assemblée extraordinaire, le conseil ne s'accorderoit pas sur le choix de trois noms à être soumis au gouverneur, le gouverneur nommera alors le greffier. Le gardien aura droit de nommer un greffier temporaire jusqu'à ce qu'il en soit nommé un conformément à la loi.

§ 28. *Nominations des trésoriers, leurs cautionnements.*

Il sera légal au gouverneur de nommer une personne capable dans chaque district pour en être le trésorier. Cette nomination sera sous le grand sceau de la province. Après avoir subi un cautionnement approuvé par le gouverneur pour la due exécution de sa charge, le trésorier rendra un compte fidèle de tous argents qu'il aura reçus à cause de son office.

§ 29. *Des trésoriers, leur comptabilité.*

Le trésorier recevra tous argents prélevés dans son district, en vertu de réglemens du conseil, ainsi que tous argents prélevés en vertu d'actes de la législature faits ou à être faits, en faire l'emploi, en rendre compte de la manière qui lui sera prescrite par les réglemens ou actes de la législature, en vertu desquels les argents seront prélevés.

§ 30. *Les trésoriers tiendront des livres de comptes.*

Le trésorier de chaque district entrera dans un livre tenu à cet effet, toutes les sommes d'argent qu'il aura reçues ou payées, mentionnant pourquoi il les a reçues ou payées; tout membre du conseil aura droit à l'inspection de ce livre. Le trésorier soumettra quatre fois par année, aux auditeurs des comptes, dans le mois qui suivra chaque assemblée de trimestre, un compte fidèle de tous argents reçus et payés, ensemble toutes pièces justificatives et papiers qui y ont rapport, avec un extrait de tous comptes pour la dernière année, pour être examinés et approuvés par les auditeurs nommés à cet effet. Si les comptes sont corrects, ils seront approuvés et admis par les auditeurs; et après l'approbation et admission de ces comptes, les auditeurs en feront leur rapport au conseil à sa prochaine assemblée de trimestre. En tout temps raisonnable,

tout habitant du district aura droit à l'inspection de tous extraits et rapports, et d'en avoir une copie en payant un honoraire raisonnable.

§ 31. *Les trésoriers n'auront aucuns salaires avant l'approbation de leurs comptes.*

Le trésorier n'aura droit à aucuns salaires ni réclamations tant que ses comptes n'auront pas été examinés, admis et approuvés par les auditeurs du district.

Dans chaque cautionnement donné par un trésorier de district, il sera fait mention expresse qu'il rendra un compte fidèle aux auditeurs dans le temps fixé par cette ordonnance ou dans celui prescrit par quelque autre loi subséquente.

§ 32. *Nominations des auditeurs de district—leur serment.*

Il y aura deux auditeurs de nommés pour chaque district, dont un sera nommé par le gardien et l'autre par le conseil; cette nomination se fera à la première assemblée de trimestre de chaque année. Les membres du conseil, son greffier, trésorier, l'inspecteur du district, ceux qui auroient quelque association directement ou indirectement avec quelqu'un dans un contrat avec ou de la part du conseil ne pourront être auditeurs. L'auditeur nommé et élu ne pourra entrer en office sans avoir prêté et souscrit, devant deux conseillers du district, le serment suivant :

“ Je, A. B., ayant été nommé ou élu à la charge d'auditeur
 “ pour le district de _____ jure et promets par ces présentes, que j'en remplirai les devoirs fidèlement, suivant le
 “ meilleur de mon jugement et de ma capacité; et je déclare
 “ et jure solennellement par ces présentes, que je n'ai pas
 “ directement ou indirectement aucune part ou intérêt quel-
 “ conque, dans aucun contrat ou emploi avec, pour ou de la
 “ part du conseil de ce district. Ainsi que Dieu me soit en
 “ aide.”

§ 33. *Des faux serments.*

Ceux qui sont autorisés en loi à faire une affirmation au

lieu
 nau
 fau
 alon

I
 com
 ron
 autr
 con
 § 33

A
 distr
 pect
 tous
 avoi
 et fa
 le ga
 à étr
 souv
 ains
 blée
 gard
 tion
 spéc
 des
 suiva
 été e
 le b
 com

Pe
 de di
 de di

lieu d'un serment, la feront dans tous les cas où cette ordonnance requiert le serment ; ceux qui affirmeront ou jureront faussement seront censés coupables de parjure et passibles alors des peines infligées par la loi.

§ 34. *Devoirs des auditeurs.*

Les auditeurs examineront, régleront et approuveront tous comptes à la charge de leurs districts respectifs, ils examineront aussi les comptes des officiers de paroisses, townships et autres localités, ainsi que les comptes de tous autres individus contre leurs paroisses ou townships.

§ 35. *Nominations des inspecteurs de district, leurs devoirs, rapports et qualifications.*

Avec l'approbation du gouverneur, le gardien de chaque district nommera une personne convenable pour en être l'inspecteur. Les devoirs de cet officier seront de surveiller tous ouvrages entrepris en vertu de règlement du conseil, avoir soin des propriétés appartenantes au district, examiner et faire rapport sur tous ouvrages proposés, mettre devant le gardien tous contrats pour ouvrages soit pour le district ou à être faits par le district, faire rapport annuellement, et plus souvent s'il en était besoin, sur l'état des ouvrages en progrès, ainsi que des propriétés du district. A la prochaine assemblée de trimestre qui suivra la réception de ces rapports, le gardien les soumettra au conseil du district, avec une estimation des dépenses probables pour la confection des ouvrages spécifiés aux dits contrats et rapports, ainsi que pour la régie des propriétés du district pendant l'année courante ou alors suivante. L'inspecteur ne pourra entrer en office sans avoir été examiné et déclaré qualifié pour remplir ces devoirs, par le bureau des travaux publics ou par une autre personne commise à cet effet par le gouverneur de la province.

§ 36. *Pluralité des charges.*

Personne ne pourra tenir en même temps plus d'une charge de district, créée par ces présentes ; l'associé d'aucun officier de district ne pourra occuper aucune situation, tant que cet

officier sera employé; aucun officier ne pourra non plus avoir directement aucune part ou intérêt par lui-même ou son associé, dans un contrat pour le district ou de sa part.

§ 37. Règlements à être faits par les conseils de district.

Chaque conseil de district pourra faire des règlements sur tous ou partie des objets suivants, savoir :

Pour la confection, réparation, amélioration d'un nouveau ou ancien chemin, rue, communication commode ou moyen de transport dans le district, boucher, détourner ou changer un ancien chemin, rue, ou communication dans les limites du district ;

Pour la confection, préservation, réparation de tous nouveaux ponts et anciens ponts et bâties publiques ;

Pour l'achat de biens-fonds dans le district dont les habitants auront besoin ;

Pour vente de parts de biens-fonds du dit district qui passeront de lui être utiles ;

Pour surveillance et régie des propriétés appartenantes à chaque district ;

Pour pourvoir à l'établissement et au soutien d'écoles de paroisses ou townships ;

Pour prélever, retirer et approprier les argents requis dont le conseil a droit de faire l'emploi en vertu de règlements. Ces argents seront prélevés pour être employés aux ouvrages publics du district, et par cotisations sur les propriétés réelles et personnelles, ou les deux ensemble, sur les propriétaires ou occupants de terre dans les limites du district.

Pour la collection, comptabilité, distribution des droits, des taux de cotisations imposées et prélevées sous l'autorité du conseil, et des revenus du district.

Pour l'imposition et détermination des pénalités contre ceux qui auroient été élus à quelque charge et qui se seroient refusés d'accepter ou de prêter les serments requis par cette ordonnance.

Pour déterminer le montant et le paiement des salaires des officiers élus sous l'autorité de cette ordonnance et pour

déterminer le montant des honoraires, salaires, et émoluments des officiers de paroisses et townships, qu'ils auront droit d'avoir en vertu des lois existantes ou de lois subséquentes ;

Pour pourvoir au moyen de payer les frais d'une police dans chaque district ;

Et pour pourvoir à tous objets, choses et matières qui seront sous le contrôle et direction de chaque conseil en vertu d'acte de la législature de la province.

§ 38. *Les biens de la couronne exempts de cotisation.*

Les conseils de district ne pourront imposer aucuns droits ou cotisations sur les biens de sa majesté, ses héritiers et successeurs.

§ 39. *Les terres non concédées seront aussi exemptes.*

Les conseils ne pourront imposer aucuns droits ou cotisations sur les terres non concédées et incultes.

§ 40. *Estimation, et rapport touchant les ouvrages à faire par contrats ou par écrits.*

Le conseil ne pourra faire de réglemens pour confectionner quelques ouvrages, sans en avoir reçu une estimation et un rapport par l'inspecteur du district. Si dans son opinion ces ouvrages excèdent la somme de trois cents livres courant, cette estimation sera examinée par le bureau des travaux publics de la province, qui en fera rapport, ou par quelque autre corps ou personnes que le gouverneur aura nommé à cette fin.

Tous ouvrages à être faits le seront sous un contrat par écrit, suivant les réglemens à cet égard, touchant la mise à exécution de tous ces ouvrages par le bureau des travaux publics de la province.

§ 41. *Copie de réglemens soumise au gouverneur—prolongation de temps.*

Le gardien de chaque district ou le président temporaire du conseil transmettra au secrétaire de la province une

copie authentique de chaque règlement aussitôt sa passation ; le secrétaire écrira sur cette copie le temps de sa réception et la présentera au gouverneur. Aucun règlement n'aura force qu'après trente jours après la réception de la copie par le gouverneur. Pendant ces trente jours le gouverneur en conseil pourra casser ou abroger ce règlement en tout ou en partie. Le secrétaire de la province signifiera aussitôt au gardien du district où ce règlement aura été fait, la cassation ou abrogation du dit règlement en tout ou en partie ; dès lors ce règlement ou la partie ainsi cancellée deviendra nul et sans effet. Le gouverneur par un ordre en conseil pourra augmenter le temps de trente jours pour annuler et abroger ce règlement qui n'aura force et effet qu'après l'expiration du temps augmenté. Tout règlement contraire aux lois du pays ou à cette ordonnance sera nul et sans effet.

§ 42. Pouvoirs des conseillers en assemblées.

Les conseillers en assemblées pourront faire les règlements qu'ils croiront nécessaires quant aux propriétés du district, avec droit de régler et payer tous comptes dont il deviendra débiteur, ordonner et prélever les argents nécessaires pour satisfaire à ces comptes, sur les paroisses, townships et localités du district pour le payement des officiers de paroisses ou de townships ou autres localités, et pour autres personnes.

§ 43. Comptes soumis au gouverneur et par lui transmis à la législature.

A la fin de chaque année le gardien du district transmettra au gouverneur un état des comptes du district avec un extrait des recettes et dépenses de l'année précédente. Le gouverneur transmettra ces mêmes comptes à la législature de la province du Canada, à la session qui suivra cette transmission de comptes.

§ 44. Les conseillers n'auront point de salaires.

Les conseillers n'auront droit à aucuns salaires ou profits à cause de leur charge de conseiller.

§ 45. *Pouvoirs des grands-voyers transmis aux conseils.*

Tous pouvoirs et autorités, en vertu de quelque acte que ce soit dont étoient ou peuvent être revêtus les grands-voyers, seront transmis au conseil de chaque district, avec droit de les exercer dans ses limites, excepté ceux contraires à cette ordonnance ; le conseil dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont ainsi dévolus ne sera pas obligé de faire dresser de procès-verbal pour détourner ou ouvrir un nouveau chemin, changer un vieux pont, en fixer un nouveau, ordonner qu'il soit fait des fossés ou décharges, ni que ce procès-verbal soit homologué par une cour de session de quartier ; l'intervention de cette cour n'étant actuellement aucunement nécessaire.

§ 46. *Dépôt des documents des grands-voyers au bureau des protonotaires.*

Dans les vingt jours qui suivront la proclamation qui doit sortir en vertu de cette ordonnance, tous grands-voyers, magistrats ou personnes qui cesseront ou auront cessé de tenir ces différents offices, remettront aux protonotaires de la cour du banc du roi tous records, livres, plans, procès-verbaux, jugements et tous autres documents relatifs aux grands chemins et ponts et tout ce qui se rattache à la voirie ; tous ces documents resteront à la charge des protonotaires respectivement. Tout grand-voyer qui aura cessé de tenir son office et qui se refusera à la livraison de tous ou parties des documents ci-dessus sera censé coupable de "misdemeanor," et sera en outre condamné à tous dommages avec les frais envers les personnes lésées ou injuriées par son refus.

§ 47. *Compensation que le gouverneur pourra faire en faveur de ces officiers.*

Sur réclamation pour compensation faite par les personnes dont les situations sont abolies en vertu de cette ordonnance pour la perte qu'elles éprouveront en raison de l'abolition de leurs offices, le gouverneur avec l'avis du conseil exécutif pourra déterminer si cette réclamation n'est pas raisonnablement fondée ; si elle est admise comme juste, le gouverneur

pourra donner une autre situation à l'officier démis proportionnée à celle qu'il a perdue, s'il est qualifié à en remplir les devoirs. La compensation qui sera ainsi accordée sera payée à même les deniers non appropriés pour l'usage public, entre les mains du receveur général de la province.

§ 48. Dissolution de conseil par le gouverneur, nouvelles élections; sortie des conseillers après les nouvelles élections.

En quelque temps que ce soit, le gouverneur avec l'assentiment du conseil exécutif pourra, par proclamation, dissoudre aucun conseil de district. A chaque dissolution de conseil, le gardien du district, dix jours après cette dissolution, émanera son warrant, sous son seing et sceau, au nom de sa majesté, ses héritiers et successeurs, adressé à un juge de paix ou autre personne, le requérant de procéder, après en avoir donné avis aux électeurs qualifiés, à ce qu'une élection d'un ou deux conseillers soit faite dans chaque paroisse, township ou autres localités dans le district. Ces élections seront gouvernées par les mêmes règles pourvues pour l'élection des conseillers.

A chaque nouvelle élection, après une dissolution, le temps depuis et après lequel les conseillers rendront leurs sièges vacants en certaines proportions datera du second lundi du mois de janvier qui suivra la nouvelle élection. Dans la première et seconde années après les nouvelles élections, les conseillers se retireront de la même manière qu'il est pourvu pour les conseillers élus à la première élection.

§ 49. Cette ordonnance ne s'étendra pas aux cités de Québec et Montréal incorporées par une loi.

§ § 50 et 51. Définition du mot gouverneur, permanence de l'ordonnance.

Partout où se trouveront les mots de gouverneur, ils seront censés comprendre le gouverneur de la province, le

lieu
com
C
F
rain
184
L
M

Pré
e
d

In
des
d'un
Geo
Can
chap
chap
chap
autre
sont

§
Pe
élem
prov
les
légis
a dé

lieutenant gouverneur, ou la personne chargée d'exécuter la commission de gouverneur pour le temps d'alors.

Cette ordonnance sera permanente.

Fait dans la 4^e année du règne de sa Majesté notre Souveraine Dame la Reine Victoria, à Montréal, le 29 décembre, 1840.

Lord Sydenham étant gouverneur général.

Mr. W. B. Lindsay, greffier du conseil spécial.

*Précis d'un acte rappelant certains actes y mentionnés,
et pour pourvoir à l'établissement et au maintien
d'écoles élémentaires dans cette province.*

Chapitre 28^{ème}.—18 septembre, 1841.

PREAMBULE.

Insuffisance des lois en force pour le maintien et la régie des écoles élémentaires; nécessité d'y pourvoir; rappel d'un acte de la 56^{ème} année de feu sa majesté, le Roi George III, chap. 36, passé par la législature du Haut Canada; 20. d'un acte de la 60^{ème} année George III, chap. 7; 30. d'un acte de la 4^{ème} année de George IV, chap. 8; 45. d'un acte de la 2^{ème} année de Guillaume IV, chap. 28, passé par la législature du Bas-Canada, et tous autres actes et parties d'acte qui répugnent au présent acte, sont révoqués et abrogés.

§ 2. *Fonds permanents pour les écoles élémentaires.*

Pour l'établissement, le soutien et le maintien d'écoles élémentaires dans chaque township et paroisse dans cette province, il sera établi un fonds permanent formé de tous les deniers provenant de la vente ou des lots de terres que la législature de cette province ou autre autorité compétente, a déjà ou pourra octroyer et mettre à part pour cet effet et

de tels autres argents ci-après mentionnés qui seront placés dans un fonds sûr et profitable en cette province; l'intérêt de tous argents ainsi placés avec les rentes et profits des terres et biens qui seront donnés à bail, ou dont il sera disposé sans aliénation, seront annuellement employés pour le soutien et l'encouragement de l'éducation élémentaire.

§ 3. *Argent à l'usage de sa majesté pour le soutien des écoles élémentaires.*

Pendant la durée de cet acte, il sera annuellement accordé à sa majesté, pour l'établissement d'écoles élémentaires, dans cette province, la somme de cinquante mille louis, courant, qui sera distribuée aux différents districts comme il sera dit ci-après. Cette somme sera tirée du fonds permanent qui sera complété à même les deniers non affectés, actuellement perçus ou qui le seront par l'autorité de la législature pour les besoins publics de la province.

Cet octroi annuel ainsi formé s'appellera fonds d'écoles élémentaires.

§ 4. *Surintendant d'éducation.*

Il sera loisible au gouverneur de nommer, de temps à autre, par lettre patente sous le grand sceau une personne pour être surintendant de l'éducation en cette province; cet officier tiendra sa charge durant bon plaisir, avec un salaire n'excédant pas £750 courant, tel qu'il plaira au gouverneur de l'assigner.

Devoirs du surintendant d'éducation :

10. De partager et distribuer tous les ans, le ou avant le premier lundi de janvier, chaque année, les deniers annuellement accordés par l'autorité compétente, aux différents districts municipaux en proportion au nombre d'enfants de cinq à seize ans, résident dans chaque district respectivement.

20. De fournir au receveur général de la province une liste ou état certifié de la distribution entre les différents

distri
men
30
distri
ce d
prél
imp
ains

40
consi
à se

5

cond

toute

des

l'univ

mettr

jour

actue

les a

provi

l'amé

conce

noble

réuni

Ch

dont

10.

arron

ou tro

au mo

aussit

distric

comm

districts des deniers accordés par la législature conformément à cet acte.

30. De certifier au trésorier de chaque district que la distribution des deniers a été faite. Le trésorier remettra ce document au conseil de district pour qu'il ordonne le prélèvement dans les différents districts, en sus des charges imposées pour d'autres fins, d'une somme égale aux deniers ainsi distribués, à même les deniers de la caisse provinciale.

40. De visiter tous les ans chaque district municipal, de constater l'état des écoles élémentaires ; pour quoi il aura droit à se faire rembourser toutes dépenses nécessaires.

50. D'établir des formules pour dresser des rapports, conduire les procédures, les transmettre et communiquer à toutes personnes employées à mettre cet acte à effet ; dresser des suggestions à ces mêmes personnes pour maintenir l'uniformité des écoles élémentaires. Le surintendant soumettra annuellement au gouverneur, le ou avant le trentième jour de décembre de chaque année, un rapport sur l'état actuel des écoles élémentaires dans la province, établissant les argents dépensés et faisant voir de quelle source ils proviennent. Ce rapport sera accompagné de plans pour l'amélioration des écoles, indiquant tous autres objets concernant l'éducation que le surintendant trouvera convenables pour être mis devant la législature lors de sa prochaine réunion.

§ 5. *Bureau d'éducation.*

Chaque conseil de district formera un bureau d'éducation, dont les devoirs seront :

10. De diviser les différents townships et paroisses en arrondissements d'école désignés sous les numéros un, deux ou trois, et ainsi de suite ; chaque arrondissement devra avoir au moins quinze enfants de cinq à seize ans ; il transmettra aussitôt au surintendant un ample rapport de la division du district, avec la désignation de ses limites ; de fournir aux commissaires des écoles nommés en vertu de cet acte, une

spécification des arrondissements d'écoles dans chaque paroisse ou township.

2o. De partager et distribuer à chaque arrondissement d'écoles, sa part du fonds des écoles, qui sera proportionnée au nombre d'enfants depuis l'âge de cinq ans à seize ans, résidants dans les districts respectivement.

3o. De prélever sur les habitants de chaque arrondissement une somme n'excédant pas cinquante louis courant, pour l'établissement d'une maison d'école s'il n'y en a pas.

4o. De distribuer tous les ans, à chaque township et paroisse, une somme n'excédant pas dix louis, courant, pour achat de livres recommandés par les commissaires des écoles, et pour être distribués aux écoles.

5o. De faire rapport au surintendant, chaque année, de ses procédés sur les écoles, et de leur état dans son district le ou avant le premier de décembre de chaque année.

*§ 6. Conseil de district qui ne se conformera point aux
requisitions de cet acte.*

Si le conseil d'un district se refuse ou néglige de se conformer aux réquisitions du présent acte, il n'aura droit de recevoir aucune somme provenant du fonds d'écoles élémentaires jusqu'à ce qu'il s'y soit conformé ou qu'il montre au surintendant de l'éducation une cause suffisante pour ne pas s'y être conformé.

§ 7. Nominations des commissaires d'écoles.

Aux assemblées annuelles du township ou paroisse qui auront lieu dans le mois de janvier mil huit cent quarante-deux, et à toute assemblée annuelle suivante pour l'élection d'officiers de paroisses et townships, on élira suivant la loi, cinq commissaires pour chaque township et paroisse ayant droit d'élire un conseiller de district et sept commissaires pour chaque paroisse et township ayant droit d'élire deux conseillers. Ces commissaires seront nommés commissaires d'écoles élémentaires, dont les devoirs seront :

1o. Lorsque cet acte deviendra en force, de faire le choix

et l'acquisition d'un emplacement pour une maison d'école dans chaque arrondissement d'école du township ou paroisse où il n'en existera pas, de faire une estimation du coût de cet emplacement, ensemble des frais de construction et réparation d'une maison d'école, de ce qu'il en coûtera à chaque école pour le bois de chauffage et autres accessoires; de transmettre ces estimations au clerc du conseil de district, afin que les habitants des arrondissements d'écoles soient cotisés en conséquence.

20. De nommer pour chaque arrondissement d'école, un ou plusieurs de ses membres pour surveiller la construction et les réparations de la maison d'école du district; de fournir le bois de chauffage et autres choses nécessaires, régir les affaires d'école, faire rapport au bureau des commissaires des écoles tous les trois mois, savoir: le ou avant le premier lundi des mois de mars, juin, septembre et décembre; de l'état des écoles, du montant des argents reçus, de son emploi, du nombre d'enfants de cinq à seize ans qui y sont instruits, et du nombre de jours que chaque enfant aura assisté à l'école.

30. De nommer de temps à autre des instituteurs pour les écoles, les destituer ou déplacer sur des motifs raisonnables: tout instituteur sera né sujet de sa majesté ou naturalisé, ayant un bon caractère et subi un examen devant le bureau des commissaires d'écoles sur ses connaissances et sa capacité; les Frères de la Doctrine Chrétienne auront droit à être instituteurs dans ces écoles.

40. De régler les cours d'études à suivre, indiquer les livres dont on fera usage, établir des règles pour la régie de chaque école et les communiquer par écrit aux instituteurs respectifs.

50. D'entendre et décider les disputes qui s'élèveront sur les procédés des commissaires chargés de la régie ou visita d'écoles, et tout autre différent relatif aux écoles élémentaires de township ou paroisse.

60. De nommer un ou plusieurs de ses membres pour visiter chaque école du township ou de la paroisse au moins

une fois le mois; faire rapport de l'état de l'école, si les règlements du bureau des commissaires sont strictement observés, du nombre d'écoliers et de leurs progrès, du caractère et de la capacité de l'instituteur, de la conduite du commissaire en chef, et de toutes autres matières liées à la régie et au bien être de l'école.

7o. D'émaner des warrants de temps à autre sur le trésorier du district pour les sommes d'argent requises pour le paiement des instituteurs, et défrayer les dépenses des diverses écoles de township ou paroisse. Ces warrants seront signés par la majorité des commissaires dont le président fera nombre : mais les sommes à être payées en vertu de ses warrants n'excéderont en aucuns cas le montant affecté par la loi pour les dites écoles respectivement.

8o. D'exempter du paiement du salaire de l'instituteur tous pauvres qu'ils croiront devoir exempter, pourvu que le nombre n'excède pas dix dans chaque arrondissement d'école.

9o. D'enregistrer et conserver tous leurs procédés dans un livre tenu à cet effet; les procédés de chaque assemblée ainsi que les noms des commissaires présents seront attestés par la signature du président. Ces livres seront remis par les commissaires, à leurs successeurs en office; le greffier de la ville ou localité assistera à ces assemblées pour en enregistrer les procédés.

10o. De faire rapport annuellement au conseil de district d'après la formule donnée par le surintendant de l'éducation, de tous les procédés et matières relatifs aux diverses écoles élémentaires de paroisse et township, le ou avant le troisième jour de novembre de chaque année.

11o. Dix jours après leurs services respectifs les commissaires d'écoles élémentaires remettront à leurs successeurs en offices tous livres, comptes, pièces justificatives, papiers, rapports, et autres documents en leur possession ayant rapport à leurs offices; à quoi les dits commissaires pourront être contrains par toutes voies de droit et moyens légaux.

§ 8. *Durée de la charge de commissaire.*

Les commissaires resteront en charge jusqu'à l'assemblée annuelle du township ou paroisse qui suivra leur nomination, et qu'ils soient remplacés par l'autres. Si la charge d'un commissaire devient vacante par sa mort, refus de servir ou par son éloignement du township ou de la paroisse ou par incapacité, les commissaires rempliront cette vacance par la nomination d'un autre commissaire à la première assemblée après cette vacance.

§ 9. *Les maisons d'écoles et leur terrains appartiendront aux commissaires.*

Les maisons, terrains d'école avec leurs dépendances, ameublements, livres et autres choses seront dévolus aux commissaires de la paroisse ou township qui les posséderont et en jouiront à toujours comme syndics, ainsi que leurs successeurs en office. Une maison d'école ou autre chose qui lui appartient ne pourra être vendue, et l'emplacement ne pourra être changé que du consentement de la majorité des commissaires dont le président fera nombre.

§ 10. *Prélèvement des contributions par les collecteurs ; de plus, trente sous pour chaque enfant.*

Le collecteur du township ou de la paroisse prélèvera dans les arrondissements des écoles, toutes les contributions imposées pour leur soutien ; de plus trente sous comme salaire additionnel pour l'instituteur par chaque enfant assistant à l'école, excepté ceux exemptés à cause d'indigence. A défaut de paiement, ces contributions, ainsi que cette somme d'un chelin et trois deniers, courant, pour chaque enfant, seront recouvrées par le collecteur, ou ses successeurs en office, dans toute cour de justice compétente. Déduction faite des honoraires qui lui sont accordés par la loi, le collecteur versera toutes ces sommes entre les mains du trésorier du district, avec une copie du rôle de cotisation ou état établissant le montant prélevé sur chaque arrondissement dans son township ou paroisse ; le trésorier tiendra

aussi un compte séparé de tous argents ainsi payés et de tous ceux affectés pour les différents arrondissements d'écoles.

§ 11. Droits des habitants professant une croyance religieuse différente de celle de la majorité d'entre eux.

Lorsque les réglemens et arrangements des commissaires d'écoles ne conviendront pas à un nombre quelconque d'habitants professant une croyance religieuse différente de celle de la majorité des habitants de la même paroisse ou township, il sera légal aux dissidents collectivement de signifier leur dissentiment par écrit au clerc du conseil de district avec les noms des syndics qu'ils auront choisis pour les fins de cet acte ; le clerc en donnera aussitôt copie certifiée au trésorier du district. Les syndics choisis à cette fin posséderont et exerceront tous les droits et pouvoirs que les commissaires ci-dessus et seront sujets aux mêmes charges et obligations qu'eux ; et, par la voie de ses syndics, les habitants pourront établir et maintenir des écoles élémentaires en la manière pourvue par cet acte pour les autres écoles, aux mêmes conditions et charges, avec les mêmes réglemens et droits de visite ; ils auront aussi le droit de recevoir du trésorier du district les mêmes sommes pour le soutien de leurs écoles dans leur arrondissement en proportion du nombre d'enfants qui y résident, auxquelles ils auroient eu droit s'ils avoient été sous la régie des commissaires d'école. Ces sommes seront payées par le trésorier du district sur warrant des dits syndics.

§ 12. Conditions auxquelles seront soumises les écoles pour avoir part à l'allocation.

Une école ne pourra réclamer aucune part d'argent à même ces fonds d'écoles élémentaires, si elle n'exécute les conditions suivantes, savoir : Elle devra avoir été ouverte au moins neuf mois pendant l'année alors expirée ; durant tout ce temps et jusqu'à la distribution des deniers, elle aura dû avoir été fréquentée par au moins quinze enfants de cinq à seize ans ; les rapports ci-dessus requis devront avoir été

régulièrement faits pour cette école ; la somme payée par les habitants par cotisation ou par autre voie, pour le soutien de cette école élémentaire, devra égaler celle allouée et distribuée pendant la période pour laquelle la distribution sera faite ; avec l'approbation du conseil du district, les commissaires d'écoles de chaque township ou paroisse pourront exempter en tout ou en partie jusqu'à trois arrondissements d'écoles de payer cette même somme à cause de l'indigence de ses habitants ; mais ces arrondissements d'écoles ainsi exemptés n'en recevront pas moins leur part du fonds d'école. Dans la première année après la passation de cet acte, rien n'empêchera la distribution et paiement des argents pour l'établissement et le soutien d'écoles élémentaires, établies en vertu du même acte.

§ 13. Les argents qui n'auront pas été employés retourneront au fonds permanent.

Si les argents formant partie de l'octroi annuel accordés sur les fonds publics de la province, ne sont pas employés tel que prescrit cet acte, à raison du défaut de conformité à ses dispositions, à l'expiration du temps où ils auroient dû être employés, ceux qui auront ces argents en leur possession les remettront au receveur général de la province qui les placera dans le fonds permanent d'écoles élémentaires pour en faire partie.

Faux rapports de commissaires, leurs punitions.

Si un commissaire ou autre personne obtient de l'argent du fonds d'écoles, au moyen de faux certificat et rapport, il sera tenu non seulement de remettre cette somme ainsi obtenue frauduleusement, mais sera de plus passible d'une amende n'excédant pas dix louis, courant, qui sera versée dans le fonds et recouvrée à la poursuite du clerc de district ou de la ville, sur le serment d'un ou plusieurs témoins dignes de foi, devant deux juges de paix de sa majesté, et si cette amende n'étoit pas payée, elle sera prélevée avec les frais par la

saisie des effets du défendeur en vertu du warrant des deux juges de paix ou de l'un d'eux.

§ 15. *Par qui les pouvoirs donnés aux conseils de district seront ils exercés dans les villes ?*

Dans les cités et villes incorporées dans cette province tous les pouvoirs dévolus aux conseils de district seront exercés et remplis par la corporation de chaque ville, sujets aux réglemens ci-après relatifs aux conseils de district.

§ 16. *Bureau d'examineurs pour les villes et cités incorporées.*

Dans chaque cité et ville incorporée, le gouverneur aura le droit de former un bureau d'examineurs composé de six personnes au moins pas plus de quatorze dont moitié dans tous les cas sera catholique et l'autre moitié protestante, le maire de la ville sera le président du bureau, mais n'aura que la voix prépondérante. Ce bureau sera divisé en deux départemens dont l'un sera composé de catholiques romains, et remplira les devoirs ci-après imposés au bureau d'examineurs pour les écoles fréquentées par les enfants catholiques seulement, et nommera son président ; l'autre département ne sera composé que de protestants, remplira les mêmes devoirs pour les écoles fréquentées par les protestants seulement et nommera son président. Quand les écoles seront fréquentées à la fois par des enfants catholiques et protestants, les devoirs seront alors remplis par tout le bureau d'examineurs. Les devoirs de ces bureaux et départemens pour les villes incorporées seront d'examiner les personnes recommandées comme instituteurs par la corporation, les rejeter si elles ne sont pas qualifiées du côté du caractère et de la capacité, régler les cours d'étude à suivre, indiquer les livres dont on fera usage dans les écoles, établir des règles générales pour la régie des écoles, les transmettre aux instituteurs ; outre ces devoirs les membres du bureau d'examineurs des villes incorporées seront les visiteurs de leurs écoles ; le bureau nommera deux ou plusieurs de

ses m
les t
sur t
auss
sont

§ 17
d'e

To
comm
la sep
huitiè
corpor
exerc
qui s
nomm
pour
matie
acte d
sous
second
et rég
ces pe
§ 18.

Les
argent
termen
les ar
ville i
les ren
§ 19.

Le
la cor

ses membres pour visiter chaque école au moins une fois tous les trois mois; de faire rapport en détail à la corporation sur toutes matières liées à chaque école d'une manière aussi ample que les commissaires d'écoles et leurs visiteurs sont tenus de le faire au conseil de district.

§ 17. *Pouvoirs et devoirs assignés aux commissaires d'écoles dévolus aux corporations des villes et cités.*

Tous les droits et pouvoirs conférés par cet acte aux commissaires d'écoles dont ils ont la régie, énumérés dans la septième section de cet acte sous la première, troisième et huitième divisions de cette section, sont dévolus aux corporations des dites cités et villes incorporées qui les exerceront et rempliront à l'égard des écoles élémentaires qui s'y sont établies. Elles sont en outre autorisées de nommer autant de personnes qu'elles le jugeront à propos pour remplir à l'égard de leurs écoles, tous les devoirs, matières et choses requises par la septième section de cet acte de l'un des commissaires pour les écoles élémentaires sous leur régie et contrôle, spécifiés dans la première et seconde division de la seconde section; d'établir les règles et règlements qu'elles jugeront à propos pour la conduite de ces personnes.

§ 18. *Droit des cités dans leur part du fonds permanent d'écoles.*

Les villes et cités incorporées auront droit à une part des argents sur le fonds des écoles élémentaires, mais aux seuls termes et conditions imposés plus haut au conseils de district; les argents ainsi accordés se sont payés aux trésoriers de la ville incorporée ou à tout autre en remplissant la charge qui les remettra à la corporation sous ses règles et règlements.

§ 19. *Les corporations feront rapport au surintendant de l'éducation.*

Le premier lundi du mois de décembre de chaque année la corporation fera rapport au surintendant d'éducation de

toutes matières et choses liées au bien-être des écoles élémentaires des cités et villes incorporées, aussi amplement que le bureau du district et les commissaires d'écoles y sont tenus par cet acte.

§ 20. Pénalités contre ceux qui refuseront d'agir.

Toute personne choisie et nommée à aucun emploi ou charge conféré par cet acte, qui, sans motifs suffisants, refusera de servir sera passible d'une amende de vingt cinq louis, courant; la même pénalité sera infligée à celui qui aura accepté, mais qui ne remplira pas ses devoirs; ces amendes seront versées entre les mains du trésorier de district de la ville et cité où elles auront été encourues pour faire partie du fonds permanent des écoles, et seront recouvrées comme les amendes encourues par ceux qui font des rapports faux et frauduleux.

§ 21. Les deniers distribués en vertu de cet acte seront payés sur warrant du gouverneur.

Les sommes accordées ou distribuées en vertu de cet acte, aux différents districts, seront payées par le receveur général au trésorier de chaque district, en obéissance aux warrants que le gouverneur de la province émanera de temps à autre à cet effet; il en sera rendu compte à sa majesté, ses héritiers et successeurs par la voie des lords commissaires de la trésorerie de sa majesté, ainsi qu'il plaira à sa majesté de l'ordonner.

§ 22. Majorité des membres du bureau.

Chaque fois que cet acte ne prescrira pas spécialement quels membres particuliers ou quel nombre de membres devront concourir dans un acte d'un bureau d'éducation, de commissaires ou bureau d'examineurs, il sera alors bien entendu que cet acte sera valablement fait et rempli par la majorité des membres du bureau.

§ 23. Une affirmation tiendra lieu de serment; celle fautive sera punie comme le parjure.

On pourra faire une affirmation solennelle au lieu de

serment, si la personne qui le fait est autorisée à le faire; et toute déclaration fausse volontaire faite sous serment ou affirmation fausse sera considérée un parjure volontaire et corrompu.

§ 24. *Interprétation de certains mots.*

Le mot "gouverneur," chaque fois qu'il est employé dans cet acte, désignera et comprendra le gouverneur, le lieutenant gouverneur et la personne chargée de l'administration du gouvernement de la province. Les mots "paroisses et townships," chaque fois qu'ils se rencontreront dans cet acte, seront censés pour toutes ses fins, désigner et comprendre les paroisses et townships réputés tels et les réunions de paroisses et townships réputés tels où les assemblées des habitants tenanciers ont maintenant ou devront avoir lieu ci-après par la loi; les mots "clerc de ville" comprendront tant les clercs des paroisses que les clercs des townships; le mot "corporation" désignera le conseil de ville ou autres corps ou autorité municipaux qui auront droit d'en exercer les pouvoirs.

§ 25. *Temps auquel cet acte deviendra en force.*

Cet acte deviendra en opération et aura pleine force et effet depuis et après le premier jour de janvier dans l'année de notre seigneur mil huit cent quarante deux et pas avant.

Manière de procéder aux élections.

PROCLAMATION.

Oyez, Oyez, Oyez!

Il est strictement enjoint et ordonné à toutes personnes de garder le silence pendant que le writ de sommation de monsieur le gardien du district de pour l'élection d'un ou deux conseillers pour servir dans le conseil du dit district et pour l'élection de commissaires d'école pour la paroisse de et pour l'élection de certains officiers de paroisse ou township, va être publiquement lu, sous les peines et pénalités qui en peuvent résulter.

Après cette proclamation, suivra la lecture du writ de

somation émané par le gardien à l'officier rapporteur ou président de l'assemblée ; ensuite, de l'ordonnance chapitre 4, de la 4ème année de la Reine Victoria ; 3o. l'ordonnance chap. 3, de la même année ; 4o. du bill d'éducation passé par la législature unie de la 4ème et 5ème années, chap. 18.

ELECTION.

Un ou deux conseillers, le greffier de paroisse, trois cotiseurs, un collecteur, un ou deux inspecteurs de chemins et ponts, les sous-voyers, inspecteurs de clôtures et fossés, un ou plusieurs gardiens d'enclos publics, les surintendants des pauvres ; la même personne pourra être nommée à plusieurs places à la fois ; ensuite l'élection de cinq ou sept commissaires pour les écoles élémentaires.

Chapitre 30ème ; *Anno Quarto Regine Victoriae.*

Ordonnance pour établir des bureaux d'enregistrement.

PREAMBULE.

Les maux résultant des transports et ventes d'immeubles grevés d'hypothèques secrètes, le manque de sûreté dans les titres aux propriétés foncières, d'où sont suivies la ruine et la perte des biens à plusieurs acquéreurs et autres créanciers hypothécaires, ont nécessité une loi pour obvier à ces maux, au moyen de la création de bureaux d'enregistrement, en changeant et modifiant certaines lois existantes.

En conséquence le conseil spécial en vertu des pouvoirs qui lui étoient dévolus par les actes impériaux établissant notre nouvelle constitution, a passé la présente ordonnance le neuf de février mil huit cent quarante et un.

§ 1. *Enregistrement des titres.*

Aussitôt que cette ordonnance aura effet on pourra enregistrer un sommaire de tous titres, transports, obligations notariées et autres instruments par écrit à être faits ; de tous testaments, jugements, procédés judiciaires, nominations de tuteurs, gardiens aux mineurs, curateurs aux interdits, droits et réclamations hypothécaires, quelle que soit leur origine,

produit
desqu
Après
actes
dérés
quents
qu'un
avant

Tou
dans l
l'égard
proprié
curatell
d'hypot
quent a

Quoi
donatai
les titre
l'acqué
trer ses
Toute
immobi
soit, dor
vendant
vaincue
drier et
louis, co
diminue

§ 2.

Les d
et rente
pour au
pour app
l'avanta
maladie

produits par l'opération de la loi ou autrement, au moyen desquels les propriétés immobilières seront affectées. Après la mise en force de cette ordonnance, tous titres et actes quelconques qui seront faits et consentis, seront considérés nuls et sans effet à l'égard de tous acquéreurs subséquents, donataires et propriétaires de bonne foi à moins qu'un sommaire de leurs titres respectifs n'ait été enregistré avant l'enregistrement du titre de tout subséquent acquéreur.

Tout legs par testament qui n'aura pas été enregistré dans le temps prescrit par la loi, sera nul et sans effet à l'égard de tout subséquent acquéreur, donataires et autres propriétaires et possesseurs. Toute nomination de tutelle et curatelle qui n'aura pas été enregistrée, n'emportera pas d'hypothèque et n'aura aucuns effets à l'égard de tout subséquent acquéreur.

Quoique l'on eut donné connaissance à un acquéreur ou donataire, que des terres ou héritages fussent hypothéqués, si les titres constitutifs de ses droits n'ont pas été enregistrés, l'acquéreur subséquent n'en pourra souffrir s'il a fait enregistrer ses titres de propriété en conformité à cette ordonnance.

Toute personne qui vendra ou transportera une propriété immobilière hypothéquée et affectée à quelques droits que ce soit, dont elle avoit connaissance, et ne l'aura pas déclaré en vendant, sera coupable de "misdemeanor," et en étant convaincue, pourra être emprisonnée pour douze mois de calendrier et passible d'une amende de la somme de cinq cents louis, courant, si la cour le juge à propos; mais elle pourra diminuer cette amende.

§ 2. *Dettes dont l'enregistrement n'est pas requis.*

Les dettes pour arrérages de cens et rentes seigneuriales, et rentes foncières n'auront pas besoin d'être enregistrées pour aucune période qui n'excédera pas sept ans. Les frais pour apposition de scellés, d'inventaire, ceux encourus pour l'avantage commun des oréanciers, les frais de dernière maladie, les gages des serviteurs n'auront pas besoin d'être

enregistrés pour une période qui n'excèdera pas deux ans, l'ordonnance ne s'étendant point à ces sortes de dettes privilégiées.

§ 3. *Opération de l'enregistrement de certains actes.*

L'enregistrement des titres ci-dessus requis par cette ordonnance n'apportera aucuns préjudices aux donataires, acquéreurs et légataires dont le titre pourra dériver d'un donateur différent, testateur ou vendeur; mais il aura l'effet ci-dessus mentionné quand le titre dérivera d'un même donateur, vendeur ou testateur et non autrement.

§ 4. *Délais dans lesquels les titres seront enregistrés.*

Dans douze mois de calendrier, après la mise en opération de cette ordonnance, un sommaire de toutes obligations notariées, contrat, jugements et autres instruments par écrit relatifs aux transports des propriétés immobilières, ou les affectant en aucune manière, maintenant en force ou qui le seront le jour de la mise à effet de cette ordonnance, sera enregistré. L'enregistrement de ces titres étant fait dans le temps prescrit par la loi, il aura l'effet de conserver tous droits, hypothèques, réclamations et privilèges suivant leur rang de priorité, comme si cette ordonnance n'avoit pas eu lieu.

A défaut de cet enregistrement dans le temps prescrit par la loi, tout acte, contrat, obligation notariée ou autre instrument par écrit, sera nul et de nul effet à l'égard de tout acquéreur de bonne foi subséquent.

Cette ordonnance ne requiert pas l'enregistrement des octrois de terres, actuellement tenues en fief, à titre de cens en franc alleu, en franc et commun soccage, d'aucunes dettes ou droits seigneuriaux réservés par le seigneur, possesseur originaire ou seigneur du fief.

§ 5. *Etablissement des bureaux d'enregistrement.*

Nominations des registrateurs.

Dans chaque district judiciaire que le gouverneur de la

prov
d'en
le si

Le
être
ce b
gouv
autre
arriv

Vi
lui es
charg
nomm
nomm
faire
mort
cinq l
néglig
appart
moitié
aucun
chaqu
ce qu

§ 7.

De
du di
donne
mois
person
vacan

province aura établi, il lui sera loisible d'établir un bureau d'enregistrement ; ce bureau sera placé au lieu où sera fixé le siège de la cour du district.

Le gouverneur nommera une personne convenable pour être le registraire de chaque district. Cet officier tiendra ce bureau et en remplira les devoirs suivant la loi. Le gouverneur pourra le destituer, remplacer et en nommer un autre à sa place, de quelque manière que la vacance puisse arriver dans son office.

§ 6. Le registraire se nommera un député.

Vingt jours après que le registraire aura été nommé, il lui est enjoint de nommer un député capable de remplir cette charge, et, en cas de mort de ce député, le registraire en nommera un autre dans les vingt jours du décès du député nommé en premier lieu. Le registraire qui négligera de faire cette nomination dans les vingt jours qui suivront la mort du député registraire sera passible d'une amende de cinq livres, courant, pour chaque jour pendant lequel il aura négligé de faire cette nomination. Moitié de cette amende appartiendra à sa majesté, ses héritiers et successeurs, l'autre moitié sera payable au dénonciateur, et sera recouvrée dans aucune cour de record dans cette province. Au décès de chaque registraire, son député remplira sa charge jusqu'à ce qu'il soit nommé un autre registraire.

§ 7. Avis du décès de chaque registraire sera donné au secrétaire de la province.

Le shérif du district judiciaire, ou en son défaut, le gardien du district municipal, où décèdera un registraire, en donnera aussitôt avis au secrétaire de la province qui, un mois après le décès du registraire, nommera une autre personne pour remplir les devoirs de cet office ainsi devenu vacant.

§ 8. *Serment d'allégeance et d'office du registrateur et de son député. Cautionnement du registrateur.*

Le registrateur et son député prêteront devant un juge de la cour du banc du roi ou de la cour des plaidoyers communs, le serment d'allégeance à sa majesté, ses héritiers, et ayant cause, et aussi le serment d'office contenu dans la cédula No. 1, jointe à l'ordonnance; les serments écrits sur parchemin seront aussitôt transmis au greffier de la paix du district judiciaire ou au greffier de paix des districts actuellement établis. Le greffier enfilera ces serments avec les records de son bureau, pour quoi il aura droit à cinq chelins.

Chaque registrateur, avant d'entrer dans son office, fournira une reconnaissance à sa majesté au moyen de deux et jusqu'à quatre bonnes cautions à être approuvées par le juge qui aura reçu cette reconnaissance conjointement et séparément. Chaque registrateur de district subira un cautionnement de deux mille louis, courant; les registrateurs des districts où se trouveront les cités de Québec et Montréal respectivement, augmentant de la somme pénale de cinq mille louis, courant, aux conditions en la cédula No. 2; cette reconnaissance écrite sur parchemin sera donnée devant un juge de la cour du banc du roi ou des plaidoyers communs, et sera enfilée dans les records de cette cour comme garantie tant envers sa majesté, ses héritiers et successeurs, qu'à autres personnes qui pourroient obtenir jugement contre le registrateur pour infraction de ses devoirs.

§ 9. *Extinction des cautionnements.*

Trois ans après le décès ou la démission d'un registrateur dont les devoirs auront été légalement remplis, tant par lui même que par son député, son cautionnement deviendra nul à toute fin quelconque.

§ 10. *Manière de faire les sommaires d'actes et de les exécuter.*

Tout sommaire d'acte que l'on vaudra enregistrer, sera par écrit et attesté de deux témoins; chaque sommaire de titres

transla
donate
eux d
des mi
somma
judiciai
hypoth
droit
résulter
nation
pour être
tout son
contien
qualités
nom du
des nota
l'acte, l
tion spé
quelques
transport
les droit
obligati
qui l'on
témoins
le lieu d
quelle so
terres a
désigna
valents
judiciair
contien
demande
dées pa
plisseme
Le so
noms, li

translatifs de propriété ou testament sera fait sous le seing du donateur ou donataire acceptant, légataires ou l'un d'entre eux dans un testament, leurs héritiers, exécuteurs, tuteurs des mineurs, curateurs aux interdits, gardien ou syndic. Le sommaire d'une obligation notariée, d'un jugement, procédé judiciaire, reconnaissance, droits, réclamations, privilèges, hypothèques, sera fait sous le seing du créancier ou ayant droit à la dette, de quelque manière qu'elle lui puisse résulter. Le sommaire d'un contrat de mariage, de la nomination d'un tuteur à des mineurs, curateur aux interdits, pour être enregistré, sera sous le seing des personnes ci-après ; tout sommaire de titre dont l'enregistrement sera requis, contiendra le jour du mois, l'année de sa date, les noms, qualités, lieux de résidence des parties contractantes, le nom du testateur, le lieu où l'acte aura été écrit, les noms des notaires, témoins pour l'exécution et la confection de l'acte, le nom du notaire qui en a la minute, avec désignation spéciale des terres et héritages transportés, ou affectés à quelques dettes ou droits, le but et caractère général du titre, transport, testament ou autres actes dont on veut conserver les droits au moyen de l'enregistrement. Le sommaire d'une obligation notariée contiendra sa date, le nom des notaires qui l'ont reçue, celui qui a la garde de la minute, les noms des témoins si elle a été exécutée devant un notaire et témoins, le lieu de la résidence des parties, où elle a été faite, pour quelle somme d'argent elle a été consentie, les héritages et terres affectés au paiement de cette obligation, en suivant la désignation mentionnée dans l'obligation ou en termes équivalents ; tout sommaire d'un jugement, acte ou procédé judiciaire, droits ou réclamation privilégiés, exprimera et contiendra les noms, lieux de résidence et qualités des parties, demanderesses ou défenderesses, les sommes d'argent accordées par ce jugement, le temps du recouvrement et l'accomplissement du jugement ou autres procédés.

Le sommaire d'une reconnaissance mentionnera sa date, les noms, lieux de résidence, qualités de ceux qui la consentent

et en faveur de qui elle est consentie, et la désignation des héritages qui sont affectés au paiement de cette reconnaissance.

Le sommaire de tous droits et réclamations privilégiées hypothécaires contiendra les noms, lieux et résidence et qualités des créanciers et débiteurs, le montant de la dette, la nature, le but général et caractère de la garantie écrite, un document fournissant la preuve du privilège ou de l'hypothèque, la date de cette garantie; une désignation des héritages affectés et hypothéqués. Tout sommaire de la nomination d'un tuteur à des mineurs, d'un curateur aux interdits contiendra le nom, le lieu de la résidence, la qualité du tuteur, curateur, gardien, les noms des mineurs et interdits dont il sera tuteur ou curateur, le nom et description du juge qui aura reçu ou sous l'autorité duquel cette nomination aura eu lieu, fera mention des propriétés réelles du tuteur ou curateur, en tout ou en partie selon que le juge l'aura ordonné. Si ce sommaire étoit fait par une autre personne que le tuteur ou curateur lui même, il contiendra le nom, la résidence et la qualité de celui qui aura fait enregistrer ce sommaire.

§ 11. *Manière de faire l'enregistrement d'un sommaire.*

Tout sommaire d'acte pour être enregistré sera présenté et livré au registrateur ou à son député au bureau d'enregistrement, et sera reconnu, sous serment devant le registrateur, ou son député par les personnes qui l'auront exécuté, ou l'une d'elles, ou par un des témoins requis à son exécution, sous serment; avec le sommaire sera aussi produit au registrateur ou à son député, le titre, contrat, testament ou sa vérification ou tous autres documents dont un sommaire doit être enregistré; si c'est un acte notarié dont minute soit restée sous la garde du notaire qui l'aura reçu, une copie authentique en sera présentée au registrateur ou à son député. Le registrateur endossera un certificat sur chaque titre, transport, testament, vérification ou copie, obligation notariée, instrument par écrit, jugement, reconnaissance, nomination de tuteur, curateur,

proc
jou
livr
teu
cert
preu
quel

§ 12

T
distr
sera
où s
au ré
reçu
ou d
somm

To
lande
brita
au ré
tém
en ch
Bret
supr
l'exé

Qu
pour
régis
ce s
tiaire
maje
dans
sera
serm

procédé judiciaire, copie notariée, y mentionnant au juste le jour, l'heure et le temps de son enrégistrement, dans quel livre, page et sous quel numéro ils sont entrés; le registra-
 teur ou son député signera un certificat ainsi endossé. Tous
 certificats ainsi endossés et donnés seront pris et reçus comme
 preuve de l'enrégistrement du titre en toutes cours de justice
 quelconques.

§ 12. *Sommaires exécutés hors du district. Ceux faits
 hors de la province.*

Tout sommaire exécuté dans cette province hors du
 district où seront situés les terres et héritages y mentionnés,
 sera enrégistré par le registra-
 teur, ou son député, du district
 où seront situés les héritages, sur la production et livraison
 au registra-
 teur ou son député, d'un affidavit d'un des témoins
 reçu devant un juge du banc du roi ou du banc de la reine,
 ou des plaidoyers communs qui prouvera l'exécution de ce
 sommaire.

Tout sommaire exécuté dans la Grande Bretagne, l'Ir-
 lande ou dans les possessions ou domaines de sa majesté
 britannique, sera enrégistré sur la production et livraison
 au registra-
 teur ou à son député, d'un affidavit d'un des
 témoins au dit sommaire reçu devant le maire ou le magistrat
 en chef d'une cité, bourg, ville incorporée dans la Grande
 Bretagne ou l'Irlande, le juge en chef ou le juge de la cour
 suprême d'une colonie ou possession par qui sera prouvée
 l'exécution du sommaire dont on demande l'enrégistrement.

Quand un sommaire sera fait dans un état étranger, il
 pourra être enrégistré sur la production et livraison au
 registra-
 teur ou son député d'un affidavit d'un des témoins à
 ce sommaire, sous serment devant un ministre plénipoten-
 tiaire, ministre extraordinaire, chargé d'affaires, consul de sa
 majesté, ses héritiers, et ayant cause, résident et accrédité
 dans cet état étranger, par qui l'exécution de ces sommaires
 sera prouvée; ces officiers sont autorisés à recevoir ces
 serments.

§ 13. *Quand il y aura plusieurs écrits affectant les mêmes terrains, l'enregistrement d'un seul suffira.*

Lorsqu'il y aura plusieurs actes pour compléter un transport ou une garantie mentionnant les mêmes terres et ténements, l'enregistrement d'un seul titre sera suffisant pourvu que les terres et héritages affectés, les paroisses et townships où ils sont situés y soient nommés, avec la date, noms et qualités des parties: le lieu de leur résidence, un renvoi aux titres auxquels il a référence. Ainsi le sommaire de ces actes mentionnera les lots décrits dans ces titres et des directions pour en trouver l'enregistrement.

§ 14. *Sommaires de testaments.*

Tout sommaire de testament de personne morte dans la province du Haut ou du Bas-Canada, ou dans les limites comprises dans ces provinces seront enregistrés dans les six mois qui suivront la mort du testateur; et les sommaires de testaments de testateurs morts hors des limites de ces provinces seront enregistrés dans les trois ans qui suivront le décès du testateur; ces enregistrements étant faits dans les temps ci-dessus prescrits respectivement seront aussi valides et efficaces contre des acquéreurs, donataires, jugements, &c. que s'ils avoient été enregistrés immédiatement après la mort des testateurs. Quand un légataire ou autres personnes intéressées dans des terres et héritages légués par un testament, à raison du recèlement ou de la suppression, ou de la contestation du dit testament ou d'autres difficultés inévitables, sans leur faute, se trouveront hors d'état de produire un sommaire pour être enregistré dans le temps prescrit, si on entre au bureau un sommaire de cette contestation ou autre empêchement, dans les six mois qui suivront le décès du testateur arrivé dans le Haut ou le Bas-Canada, ou dans le cours de trois ans pour ceux qui décéderont hors des limites de cette province, alors l'enregistrement du sommaire de ce testament dans les six mois, à compter du moment où l'on se sera procuré ce testament ou sa vérification, ou que

l'ob
séra
ord
moi
test
pou
acqu
anci
dett
le te
com
§ 15
L
équi
droit
enré
de l
héri
dans
avoi

A
prod
avoi
plus
som
mon
accr
cet
pou
rég
spéc
il se
mân
ou d

l'obstacle qui empêchoit de produire un sommaire aura cessé, sera un enrégistrement suffisant dans l'intention de cette ordonnance, nonobstant toutes choses y contenues. Néanmoins dans le cas de suppression ou recèlement d'un acte, testament ou legs, les acquéreurs sur valable considération ne pourront être molestés ni troublés dans leurs possessions et acquisitions, les demandeurs dans un jugement, les créanciers hypothécaires ou privilégiés, ne perdront point leurs dettes ou sommes léguées par un tel testament à moins que le testament ne soit actuellement enrégistré dans cinq ans à compter du décès du testateur.

§ 15. *Sommaires de ventes relatifs aux droits de quint.*

Les sommaires de titres relatifs aux ventes et aliénations équipollentes à ventes de terres et héritages produisant des droits de quint, lods et ventes, droits de relief, seront enrégistrés dans les quarante jours qui suivront la notification de la vente ou aliénation au seigneur dont relèveront ces héritages ainsi vendus ou aliénés. Les enrégistrement faits dans ce temps seront aussi valides et efficaces que s'ils avoient été faits immédiatement après la vente ou aliénation.

§ 16. *Préférence d'un créancier sur d'autres.*

Aucun créancier, en raison d'un sommaire d'obligation produisant des intérêts qu'il aura fait enrégistrer, ne pourra avoir de préférence ou priorité sur d'autres créanciers, pour plus de deux années, à cause des intérêts accrus sur cette somme, à moins qu'il n'ait fait enrégistrer séparément un montant spécifique d'intérêts d'au delà de deux années accrus sur sa dette ou somme capitale assurée; mais pour cet effet, le créancier qui fera cette réclamation d'intérêts pour au delà de deux ans, en présentant son sommaire au registrateur ou à son député, fera serment que ce montant spécifique d'intérêts resté dû ne lui a pas été payé; de plus il sera tenu de produire avec son sommaire, un affidavit au même effet reçu devant un juge de la cour du banc du roi ou des plaidoyers communs pour cette province.

§ 17. Les baux pour une période moindre que neuf années ne seront point sujets à être enregistrés.

§ 18. *Enregistrement des sommaires avant une banqueroute.*

L'enregistrement de tous sommaires d'hypothèque et autres droits fait dans les dix jours précédant la banqueroute d'un débiteur ne donnera pas de priorité sur d'autres créanciers du même débiteur, et ne produira aucun effet quelconque.

§ 19. *Les registres authentiqués.--Sommaires enregistrés.*

Chaque registre qui sera employé pour l'enregistrement des sommaires d'actes, sera d'abord authentiqué par un memorandum écrit sur la première page et signé par le protonotaire de la cour du banc du roi, ou de la division de la cour des plaidoyers communs, siégeant dans le district ou division territoriale où devra servir ce registre, son nombre de feuillets, les jours, mois et année auxquels sera fait ce memorandum. Ce registre pourra aussi être authentiqué en numérotant chaque feuillet en toutes lettres, et en y souscrivant les initiales du nom du protonotaire; tout sommaire entré dans un registre sera numéroté, et y entrera en marge le jour du mois, l'année et l'heure du jour où sera entré et enregistré le sommaire.

Le registrateur ou son député enfilera dûment tous sommaires qui lui seront présentés, ou les entrera et enregistrera consécutivement, dans le même ordre où ils viendront entre ses mains; mais de manière à ne laisser aucun blanc ni espace entre les sommaires ainsi enregistrés.

§ 20. *Livres à être tenus par les registrateurs.*

Chaque registrateur tiendra dans son bureau un index, contenu dans un livre à cet effet, où l'on entrera par ordre alphabétique, les noms des personnes mentionnées dans les sommaires à être enregistrés, par qui et en faveur de qui des terres et héritages auront été affectés et hypothéqués, par qui et contre qui des jugements pourront avoir été obtenus; par qui et contre qui une hypothèque légale ou tacite, droits

et
enn
ce
hyp
men
entr
tow
où
qu'i
et f
teur
cale
ville
renu
les e
imm
men
des
à fo
facil
tien
l'an
som
celu
droi
desc
affec
§ 2
A
obli
cura
som
son
fem

et réclamation ou hypothèque privilégiée pourront être enregistrés, en renvoyant aux sommaires enregistrés, concernant les propriétés réelles et immobilières aliénées, hypothéquées et affectées, par qui et envers qui respectivement; on entrera aussi dans cet index les numéros des entrées, les pages du registre, les noms des paroisses, townships, seigneuries, cité, ville, villages, et autres localités où seront situées ces propriétés, de manière à fournir autant qu'il sera praticable, au moyen de cet index, un renvoi aisé et facile à tout sommaire qui sera enregistré. Le registra-
 teur tiendra aussi dans son bureau une liste alphabétique ou calendrier de toutes paroisses, townships, seigneuries, cités, villes, villages et autres localités dans son district, avec des renvois sous les chefs respectifs des divisions locales, à toutes les entrées de sommaires enregistrés relatives aux propriétés immobilières comprises dans ces divisions locales respectivement, les numéros des entrées, avec désignation des noms des parties et des propriétés qui y sont relatives; de manière à fournir, au moyen de cet index aux propriétés, un renvoi facile et prompt à tout sommaire enregistré. Le registra-
 teur tiendra de même un journal ou mémoire où seront entrés l'année, le mois, le jour et l'heure où l'on apportera un sommaire pour être enregistré, le nom des parties, le nom de celui qui apportera ce sommaire, la nature de l'instrument, droit ou réclamation dont l'enregistrement est requis, une description générale des propriétés réelles destinées à être affectées par ce sommaire.

§ 21. *Sommaires à être enregistrés par les maris, tuteurs et curateurs.*

Après la mise en force de cette ordonnance, il sera obligatoire aux hommes mariés, tuteurs aux mineurs, curateurs aux interdits, de faire enregistrer sans délai, un sommaire de toutes les hypothèques et charges auxquelles sont sujets leurs terres et héritages en faveur de leurs femmes, en faveur et à l'égard des mineurs et des interdits

respectivement. A défaut de cet enregistrement par les personnes ci-dessus nommées l'hypothèque deviendra postérieure, et ne prendra son rang qu'après une hypothèque subséquente qui aura été enregistrée. Si un mari, tuteur ou curateur consent et permet qu'une hypothèque ou privilège postérieur soit acquis sur des terres et propriétés réelles, sans déclarer ni découvrir expressément dans l'acte constitutif de cette subséquente hypothèque, que les mêmes propriétés sont déjà sujettes et hypothéquées en faveur de sa femme, ses mineurs ou interdits, et sans faire réserve de la priorité de ces hypothèques, il sera considéré comme coupable de fraude, considéré comme un "misdemeanor" en loi, pourquoi un indietement aura lieu, et il sera tenu à tous dommages et frais encourus par la partie lésée, pour satisfaction desquels dommages et frais après jugement obtenu, le mari, ou tuteur, ou curateur ainsi contrevenant à la loi pourra être emprisonné jusqu'à ce que le montant des dommages et frais encourus soit payé et satisfait.

§ 22. *Devoirs des subrogés tuteurs, parents et amis, curateurs, &c. relativement à certains enregistrements.*

Aussitôt que cette ordonnance sera en force, il sera obligatoire pour chaque subrogé tuteur à des mineurs, aux parents et amis qui auront concouru à l'élection d'un tuteur ou gardien de mineur, de veiller à ce qu'il soit enregistré, à l'instance de tuteur, un sommaire des hypothèques des dits mineurs sur les terres et héritages de leur tuteur, tel que le prescrit cette ordonnance, et, à défaut de cet enregistrement, de le faire faire sans délai. Si le subrogé tuteur et les parents et amis manquent à remplir ce devoir, ils seront conjointement et séparément responsables de tous dommages soufferts et à souffrir par les mineurs à cause de ce défaut d'enregistrement.

Après la mise en opération de cette ordonnance, il sera aussi obligatoire pour les parents et amis qui auront concouru à l'élection d'un curateur à des interdits, de veiller à ce qu'il

ait
d'hy
et i
nan
sans
man
tenu
souff
§ 23

L
et le
man
dans
chaq
femm
inter
somm
§ 24

Le
une
aucu
l'enn
relat
régis
§ 25

A
des
père
à leu
ques
à dé
sépa
souff

ait été enregistré, à l'instance du curateur, un sommaire d'hypothèque en faveur des interdits sur les propriétés réelles et immobilières du dit curateur, tel que voulu par l'ordonnance; et, à défaut de cet enregistrement, de le faire faire sans délai, conformément à la loi. Les parents et amis qui manqueront à ce devoir seront conjointement et séparément tenus envers les interdits de tous dommages soufferts et à souffrir à cet égard.

§ 23. Qui devra faire enregistrer les sommaires voulus par les deux sections précédentes.

Lorsque des hommes mariés, des tuteurs, subrogés tuteurs et les parents et amis qui auront concouru à une élection manqueront de faire enregistrer les sommaires mentionnés dans les deux sections précédentes, il sera loisible, en chaque cas, à un parent ou ami de tout homme marié, à sa femme, à aucun parent ou ami du mineur ou de la personne interdite, ou à la femme ou mineur de faire enregistrer le sommaire prescrit par cette ordonnance.

§ 24. Cas où le mari, tuteur et curateur ne pourront instituer d'actions.

Le mari, tuteur ou curateur, ne pourra intenter ni maintenir une action en aucune cour de justice en cette province, pour aucune cause originant de son contrat de mariage dont l'enregistrement n'aura pas été fait, ni le tuteur ou curateur relativement à leurs mineurs ou interdits, sans avoir fait enregistrer un sommaire de la nomination de tutelle ou curatelle.

§ 25. Enregistrement des contrats de mariage des mineurs.

Après la mise en opération de cette ordonnance, lorsque des mineurs contracteront mariage, il sera obligatoire aux père, mère, tuteur et gardien de mineurs qui auront consenti à leur mariage de faire enregistrer un sommaire des hypothèques établies dans le contrat de mariage des dits mineurs; à défaut de cet enregistrement, ils seront conjointement et séparément tenus de tous dommages et intérêts que pourront souffrir les dits mineurs.

§ 26. Restriction à certains biens des hypothèques résultant de la nomination des tuteurs et curateurs.

Le juge qui aura présidé à la nomination d'un tuteur ou curateur pourra avec le consentement des parents et amis qui auront concouru à cette nomination restreindre l'hypothèque résultant de cette nomination à certaines terres et propriétés immobilières du tuteur ou curateur. Dans ce cas toutes les autres terres et propriétés réelles du tuteur ou curateur seront exonérées de toute hypothèque quelconque à cause de cette nomination ; mais il sera obligatoire au tuteur, curateur, subrogé-tuteur, parents et amis, de faire enregistrer un sommaire des hypothèques sur les terres et héritages spécifiés et non sur d'autres.

§ 27. L'hypothèque générale résultant de ces nominations pourra aussi être restreinte.

Quand l'hypothèque résultant de la nomination de tuteur à des mineurs, curateur à des interdits, n'aura pas été restreinte par l'acte de nomination, et lorsque l'hypothèque générale légale qui y sera établie excédera notoirement une garantie suffisante pour la gestion et administration du tuteur ou curateur, il sera loisible aux juges qui seront revêtus du pouvoir de faire ces nominations, avec le consentement du subrogé-tuteur, de l'avis des parents et amis des personnes interdites, assemblés à cette fin de restreindre l'hypothèque en pareil cas sur des terres et ténements spécifiques qui pourront fournir une garantie complète aux mineurs ou interdits. Après cet enregistrement toutes les autres terres et propriétés réelles du tuteur ou curateur seront exonérées de toute hypothèque à cause de la nomination de tuteur et curateur.

§ 28. De l'hypothèque générale et conventionnelle.

Après la mise en opération de cette ordonnance, on ne pourra stipuler, constituer ni créer par aucun contrat ou obligation quelconque aucune hypothèque générale ; on ne pourra non plus stipuler aucune hypothèque conventionnelle ;

charges ou engagements sur des terres et propriétés réelles et immobilières, par quelque acte que ce soit, après la mise à effet de la dite ordonnance, reçu devant notaires ou témoins, à moins que les terres, ténements et héritages que l'on veut affecter et hypothéquer n'y soient spécialement spécifiés et désignés ; à moins aussi que la somme d'argent que l'on veut assurer par hypothèque ne soit spécifiée dans le contrat, obligation ou reconnaissance de cette somme. Aucune hypothèque de cette nature ne sera constituée ni acquise que pour assurer le paiement de la somme d'argent spécialement mentionnée dans l'acte constitutif de cette dette.

§ 29. *On ne pourra constituer d'hypothèque légale tacite, excepté pour les cas prévus par cette section.*

Dès que cette ordonnance aura effet, on ne pourra constituer et il ne subsistera aucune hypothèque légale ou tacite sur les terres et propriétés réelles dans cette province, excepté pour les causes et dans les cas ci-après, savoir : Sur les terres, ténements et héritages d'hommes mariés en faveur et à l'égard de leurs femmes, pour assurer la restitution et le paiement de leurs dots, réclamations et demandes contre leurs maris, soit en raison des successions et héritages qui pourroient échoir à leurs femmes, ou de donations qui pourroient leur être faites pendant leur mariage ; cette hypothèque datera du jour que la succession ou héritage sera échu, ou de la mise en exécution de la donation.

2o. Sur les terres, ténements et héritages des tuteurs à des mineurs, curateurs à des interdits, en faveur et à l'égard des dits mineurs ou interdits comme sûreté de la due administration des dits tuteurs et curateurs et pour la sûreté du paiement de toutes sommes d'argent dont ils se trouveront débiteurs respectivement à la fin de leur administration.

3o. Sur les terres et ténements et propriétés immobilières des débiteurs et personnes qui auront contracté et entrepris de payer, ou contracteront envers sa majesté, ses héritiers et successeurs, aucune dette, cautionnement et responsabilité,

pourquoi il est établi et accordé une hypothèque par les lois existantes, nonobstant toute loi, usages et coutumes à ce contraires.

§30. *Hypothèques résultant des jugements.*

A la mise à effet de la présente ordonnance, on ne pourra constituer ni créer aucune hypothèque par jugement, ou procédé judiciaire, que sur les terres et propriétés réelles dont les débiteurs, en ces jugements, sont propriétaires et possesseurs le jour que ces jugements auront été rendus et prononcés. Et pour que ce jugement ou procédé judiciaire emporte une hypothèque, il devra accorder une somme spécifique d'argent, et cette hypothèque ne subsistera que pour cette somme d'argent seulement : excepté les jugements contenant une adjudication d'intérêts et frais de poursuite comme il se pratique maintenant, sans mention expresse du montant de l'intérêt et des frais dans le jugement qui portera cependant hypothèque, nonobstant toutes lois et coutumes à ce contraires.

§ 31. *Créanciers privilégiés.*

L'ordonnance déclare comme privilégiés les créanciers ci-après qui feront enregistrer un sommaire de leurs privilèges, droits et réclamations, en conformité à cette ordonnance, savoir : 1o. Le vendeur de la propriété réelle, par lui vendue, pour le recouvrement du prix de cette vente. 2o. Le prêteur d'argent pour achat d'une propriété réelle, pourvu qu'il soit établi dans l'acte de prêt que cette somme a été ainsi destinée ; que la quittance du vendeur porte qu'il a été payé avec ce même argent ainsi avancé. 3o. Les héritiers et copartageants dans les propriétés réelles qu'il possèdent en commun, pour la garantie incidente au partage fait entre eux, et pour la soulte et retour afin de garder l'égalité dans les lots à partager. 4o. Les architectes, constructeurs, ou autres ouvriers employés à l'édification, reconstruction, réparation de bâtisses, canaux ou autres travaux, pourvu qu'un expert nommé par un juge de la cour du banc du roi, ou par le juge de la cour du district judiciaire où sont situées les bâtisses ait préalablement

fait un procès-verbal établissant l'état des prémisses pour les ouvrages à être faits, et pourvu que dans six mois après l'achèvement de ces ouvrages, ils aient été reçus par un expert nommé de la même manière ; mais ce privilège en ce cas ne s'étendra pas au delà de la valeur établie par le second procès-verbal, et sera réductible au montant de l'augmentation de la valeur donnée aux prémisses par ces ouvrages à l'époque de l'aliénation de la propriété réelle sur laquelle ils auront été faits. 50. Les prêteurs d'argent pour le payement des ouvriers, dans les cas ci-dessus, pourvu que l'application proposée de l'argent soit établie dans le titre du prêt, et qu'il soit constaté par la quittance des ouvriers qu'ils ont été payés et satisfaits au moyen de l'argent ainsi prêté.

§ 32. *Privilèges des cohéritiers, architectes, créanciers, légataires, débiteurs et testateurs décédés.*

Dans les cas dont on vient de parler relativement aux partages des biens-fonds entre cohéritiers et copartageants, ainsi que dans les cas de vente par licitation à leur instance, leurs privilèges à cause de la soulte et retour ainsi que pour le prix de la vente par licitation leur seront conservés à compter de l'époque du partage ou de la vente par licitation, pourvu qu'il en ait été enregistré un sommaire dans l'espace de trente jours à compter du jour du partage ou de la vente par licitation.

Durant ce laps de temps il ne sera établi ou acquis aucune hypothèque sur les biens-fonds au préjudice du créancier de la soulte ou retour de partage ou du prix de vente par licitation.

Quant aux architectes, constructeurs et ouvriers et prêteurs d'argent pour les payer de leurs ouvrages, leurs privilèges dateront du jour de l'enregistrement du sommaire du premier procès-verbal établissant l'état des prémisses, pourvu qu'un sommaire du dernier procès-verbal établissant l'acceptation de l'ouvrage ait été enregistré dans trente jours à compter de la date du second procès-verbal.

Lorsque des créanciers ou des légataires auront droit de demander la séparation de biens de leur débiteur décédé ou d'un testateur décédé, de ceux de son héritier ou représentant légal, les droits de ces créanciers légataires dans les biens de leur débiteur ou testateur seront conservés dans toute leur force si dans six mois à compter de la mort du débiteur ou testateur il en a été enregistré un sommaire relatif à chacun des dits biens.

Pendant cette période de six mois l'héritier ou représentant légal du testateur ou débiteur ne pourra créer ni constituer aucune hypothèque sur ces biens au préjudice des dits créanciers ou légataires.

Si dans le temps prescrit par l'ordonnance on n'a pas enregistré un sommaire de ces dettes privilégiées elles conserveront néanmoins leur caractère hypothécaire et il y sera attaché une hypothèque à l'égard des tierces personnes à compter de l'époque où il en sera enregistré un sommaire conformément à cette ordonnance.

§ 33. *Manière d'enregistrer les donations entre vifs.*

Après la mise à effet de cette ordonnance, lorsque quelqu'un fera donation entre vifs de terres et propriétés immobilières situées dans la province dont l'enregistrement est requis par la loi, il sera loisible de n'enregistrer qu'un sommaire de chaque acte portant donation au bureau d'enregistrement du district où seront situées les propriétés immobilières données, tel que prescrit par cette ordonnance. L'enregistrement de tout sommaire d'actes de donation entre vifs aura le même effet et la même force à toutes fins quelconques que pourroit avoir l'enregistrement tout au long de ces actes, tel qu'il se pratique actuellement nonobstant toutes lois et coutumes à ce contraires.

§ 34. *De l'aliénation des biens des femmes sous puissance de mari.*

Cette section établit des règles fixes pour l'aliénation des biens immobiliers des femmes sous puissance de mari, tenus

en fi
cette
nanc
et un
alién
tènes
dans
franc
pour
conv
d'au
de la
du b
autre
son c
décla
cette
de s
certi
ou de
To
cette
toute
sans
tout
été e
séqu
imme
n'ex
tacit
pour
cette
ses l
§ 3
D

en franc et commun soccage ou sous toute autre tenure en cette province; après la mise en opération de cette ordonnance il sera loisible à toute femme mariée âgée de vingt et un ans ou plus, demeurant en cette province, de vendre, aliéner et transporter conjointement avec son mari les terres, ténements, et propriétés immobilières qui lui appartiendront dans cette province, tenus en franc et commun soccage, en franc-aleu, fief, à titre de cens ou autres tenures quelconques, pour telles considérations et pour l'usage qu'elle trouvera convenables avec son mari; cependant avant l'exécution d'aucun transport toute femme mariée sera examinée, hors de la présence de son mari, devant un des juges de la cour du banc du roi ou des plaidoyers communs, ou devant tout autre juge de cour de district dans cette province, touchant son consentement à la vente et aliénation de ses propres, et déclarera devant le juge qu'elle a consenti volontairement à cette aliénation, sans aucune crainte de coercition de la part de son mari, à cause de la vente à effectuer; le juge certifiera au dos ou au bas de chaque titre le consentement ou déclaration de cette femme.

Toute femme mariée résidente au dehors des limites de cette province pourra conjointement avec son mari, vendre toutes terres, ténements et héritages situés dans la province, sans examen préalable, ou déclaration de son consentement; tout transport ainsi exécuté aura le même effet que s'il avoit été exécuté par cette femme avant son mariage. En conséquence d'aucune vente et aliénation de propriété réelle et immobilière par une femme et son mari conjointement, il n'existera et ne subsistera aucune hypothèque légale ou tacite sur les propriétés réelles et immobilières de son mari pour compensation ou indemnité de cette femme, à cause de cette vente ou aliénation, tant pour elle même que pour ses héritiers ou représentants légaux.

§ 35. *De la vente des biens sujets au douaire légal par le mari et la femme.*

Dès que cette ordonnance sera mise à effet, toute femme

mariée, agée de vingt et un ans et plus, pourra se joindre à son mari dans la vente de ses propriétés immobilières, sous quelque tenure qu'elles soient, affectées au douaire légal ou coutumier de cette femme, pour les décharger de son douaire en entier, et de tous droits en résultant sur toutes propriétés immobilières aliénées par elle et son mari; la décharge sera considérée comme une exception valide à tous droits de douaire sur ces prémisses; en conséquence de cette aliénation par le mari et la femme conjointement elle ne pourra réclamer ni prétendre à aucune compensation ni indemnité sur les biens aliénés, ni par elle même ni par ses héritiers ou représentants légaux, nonobstant toutes lois et coutumes à ce contraires.

§ 36. *Les femmes mariées ne se porteront cautions de leurs maris que comme communes en biens seulement.*

Après la mise en opération de cette ordonnance aucune femme mariée ne pourra et il ne lui sera pas légal de devenir caution responsable, ou d'encourir aucune responsabilité quelconque, en aucune autre qualité que comme commune en biens avec son mari, pour les dettes, engagements et obligations qu'il auroit contractés soit auparavant ou en aucun temps pendant son mariage. Tous cautionnements, engagements et obligations faits ou contractés par une femme mariée, après l'opération de cette ordonnance, seront absolument nuls et inefficaces à toute fin quelconque.

§ 37. *Douaire coutumier des enfants.*

Aussitôt que cette ordonnance aura effet, le douaire légal ou coutumier des enfants ou descendants d'aucun mariage, sera possédé et exercé seulement et exclusivement sur des propriétés réelles et immobilières sujettes au douaire de leur mère, dont leur père sera saisi et en possession au jour de son décès, et qu'elle n'auroit pas déchargées de son douaire pendant la durée de son mariage, et non sur d'autres biens, nonobstant toutes lois et coutumes à ce contraires.

§ 38. *Transport des biens tenus en franc et commun soccage.*

Pour faciliter les transports valides et efficaces des terres, ténements et propriétés immobilières, tenus en franc et commun soccage, d'une manière légale et peu dispendieuse, il est ordonné qu'après la mise à effet de cette ordonnance, une indenture, titre ou écrit pour marché et vente, fait, scellé et délivré devant deux témoins, devant un notaire et deux témoins, ou devant deux notaires, manifestant l'intention du promettant pour vendre et de l'acceptant pour accepter un droit d'héritage ou droits de propriété dans toutes terres et ténements, sera bon et valide transport pour vendre, passer et assurer à l'acquéreur, ses héritiers et ayant cause non seulement la jouissance, mais aussi la saisine légale, le droit d'héritage, propriété et possession du cédant dans toutes terres, ténements, héritages et propriétés immobilières, avec leur dépendances, sans aucune mise en possession, de foi ou autre formalité quelconque. Ces titres seront faits dans la cédule No. 3 jointe à cette ordonnance, ou en toute autre forme ; ce titre sera susceptible de toutes clauses et conventions qui peuvent légalement s'introduire dans les actes faits en vertu des lois existantes, nonobstant, &c.

§ 39. *De l'interprétation de certains mots dans le contrat de vente.*

Dans toutes les indentures, titres, écrits de marché, d'héritages en fief limité à l'acceptant et ses héritiers, les mots "cède, transporte et vend," signifieront et seront interprétés dans toutes les cours de justice, comme des obligations expresses contractées envers l'acceptant ses hoirs et ayant cause, et par le cédant, pour lui même ses héritiers, successeurs, curateurs et administrateurs, de manière que l'acquéreur, ses successeurs et ayant cause ne pourront être troublés dans la jouissance et possession par le cédant, nonobstant tous actes par lui faits, à moins qu'il n'y ait quelque restriction ou limitation ; les droits et devoirs dus

au seigneur de fief, exceptés. En sorte que l'acquéreur, ses héritiers et ayant cause dans toutes actions qui seront intentées contre eux, pourront se plaindre de violation, comme ils le pourroient faire si toutes ces obligations avoient été insérées dans l'indenture, titre ou écrit.

§ 40. *Testaments et actes exécutés devant témoins.*

Toutes personnes prétendant avoir des droits à des terres, tanemens, héritages et propriétés réelles situés dans cette province par actes exécutés devant témoins pourront les faire enregistrer en entier : les registrateurs et leurs députés sont autorisés à enregistrer tous ces titres en entier en les grossoyant dans des livres reliés en cuir. Les registrateurs ou leurs députés, entreront à la marge de chaque entrée, le temps de l'entrée, et endosseront et signeront un certificat sur le titre écrit ou testament, tel que prescrit par cette ordonnance et conserveront en sûreté ces livres dans leurs bureaux où seront entrés ces titres qui y resteront comme record. Les copies de ces entrées et enregistrements de transports, écrits et testaments, signées et certifiées par les registrateurs ou leurs députés, seront admises dans toutes cours de justice comme preuve suffisante des titres enregistrés et qui pourroient être détruits par le feu ou autres accidens.

§ 41. *Serments d'un des témoins à l'exécution de l'acte.*

Lorsqu'un titre, testament ou écrit sera présenté au bureau du registrateur pour être enregistré, un des témoins de l'exécution de ces titres, fera serment devant le registrateur, ou son député, que ce titre a été dûment exécuté par le cédant qui l'a signé devant lui, et que le testateur ou testatrice a signé son testament en sa présence.

§ 42. *Actes faits hors du district, où sont situés les biens immobiliers.*

Les titres, transports et écrits faits, exécutés ou publiés, dans cette province, hors du district où se trouveront les terres et héritages qui y sont mentionnés seront enregistrés en entier par le susdit registrateur ou son député, sur un

affida
le ti
dépu
a vu
ce tes
§ 43

De
la Gra
majes
par le
un aff
d'une
ou le
testan
actes
en en
plénip
ou cor
au ré
testan
§ 44.

Ces
l'enré
même
de-to
si un
trateu
l'enre
justic
§ 45

Qu
juges

affidavit assermenté devant un juge de district, présenté avec le titre, transport ou testament au régistrateur ou à son député; un des témoins de l'exécution de l'acte jurera qu'il a vu exécuter l'acte, ou que le testateur a signé et publié ce testament, dont l'enregistrement est requis.

§ 43. *Il en sera de même quant aux actes exécutés hors de la province.*

De même quand aucuns de ces actes seront exécutés dans la Grande Bretagne, l'Irlande, ou dans les possessions de sa majesté britannique, ils seront entrés et enregistrés en entier par le régistrateur d'aucun district dans cette province, sur un affidavit assermenté devant le maire ou magistrat en chef d'une cité, bourg, ville incorporée, ou devant le juge en chef, ou le juge suprême d'une colonie, présenté avec le titre, testament ou écrit au régistrateur ou son député; les mêmes actes faits et publiés dans un état étranger, seront enregistrés en entier sur un affidavit assermenté devant un ministre plénipotentiaire, un ministre extraordinaire, chargé d'affaires ou consul de sa majesté, ses héritiers et successeurs, présenté au régistrateur ou à son député, avec le titre, transport, ou testament.

§ 44. *Ces enregistrements équivaudront à l'enregistrement d'un sommaire.*

Ces enregistrements en entier seront considérés comme l'enregistrement d'un sommaire de ces actes, et auront la même force et effet sur les propriétés y mentionnées, à l'égard de tous actes subséquents, et à toutes fins que de droit, que si un sommaire en avoit été enregistré au bureau. Le régistrateur ou son député endossera et signera un certificat de l'enregistrement de ces actes, qui fera foi en toutes cours de justice quelconques.

§ 45. *Procédés des régistrateurs sur la production de quittances.*

Quant un créancier ou acceptant, un demandeur dans un jugement, leurs héritiers ou successeurs présenteront au régis-

trateur ou à son député un certificat attesté de deux témoins sous serment devant un juge de la cour du banc de la reine, ou des plaidoyers communs, ou devant le régistrateur ou son député et prouveront que les sommes, droits et réclamations dûs ont été payés et acquittés, qu'ils ont vu signer le créancier privilégié, demandeur, consignataire, leurs héritiers et successeurs respectifs, le régistrateur ou son député entrera à la marge, à côté de l'enregistrement du sommaire de l'hypothèque ou autres droits enregistrés, le certificat portant la quittance et décharge de tels droits et ce certificat sera ensuite enfilé pour demeurer comme record dans le dit bureau.

§ 46. *Formules de sommaires et certificats de payement.*

Les sommaires et certificats de décharge pourront être faits dans la forme de la cédule No. 4 jointe à cette ordonnance ou en toutes autres formes qui en rempliront le but.

§ 47. *Devoirs des régistrateurs qui cesseront d'en remplir l'office et de leurs héritiers.*

Lorsque le régistrateur d'un district cessera d'être régistrateur par demission, destitution, ou lorsqu'il viendra à mourir, chaque régistrateur qui cessera ainsi de remplir cette charge, ou les héritiers et représentants légaux du régistrateur décédé seront obligés de remettre au successeur en office tous les registres, livres, index, sommaires, records, documents et papiers du régistrateur demis ou décédé ; sur refus ou négligence de livrer tous les documents ci-dessus par le régistrateur demis ou par les héritiers ou représentants du défunt, ils seront considérés comme coupables de "misde-meanor," et en outre obligés de payer tous dommages et frais occasionnés à qui que ce soit à cause de cette négligence.

§ 48. *Honoraires des régistrateurs.*

Il sera alloué au régistrateur pour enfilé, entrer et enregistrer chaque sommaire la somme de deux chelins et demi et pas plus, pourvu qu'il n'excède pas quatre cents mots ;

mais
douz
Les
et te
burea
donn
qui l
les n
§ 49
Ch
tous
heure
l'exp
dépu
gistré
en do
sera

§ 5
Si
l'exé
s'il c
leux
régis
suite
dette
en c
§ 51
?
?
S
cert
enco
un a
"A
cont

mais si ce sommaire excédoit quatre cents mots, à raison de douze sols par cent mots outre les premiers quatre cents mots. Les mêmes honoraires seront alloués pour les litres, transports et testaments et pour les certificats et copies délivrés au bureau, et pas plus. Pour chaque recherche quand on donnera le nom des parties ou titre à chercher ou de ceux qui l'ont exécuté, un chelin ; et lorsque l'on ne donnera pas les noms des parties, deux chelins.

§ 49. *Temps que le registrateur restera au bureau.*

Chaque registrateur ou son député assistera à son bureau, tous les jours excepté les dimanches et les fêtes, depuis neuf heures du matin, jusqu'à trois heures de l'après midi, pour l'expédition des affaires du bureau. Le registrateur ou son député fera des recherches concernant tout sommaire enregistré, ainsi que de tous actes et documents enregistrés, et en donnera des certificats sous son seing chaque fois qu'il en sera requis.

§ 50. *Pénalités pour négligence des registrateurs.*

Si un registrateur ou son député néglige ses devoirs dans l'exécution de sa charge tel que prescrits par l'ordonnance, ou s'il commet ou laisse commettre quelque acte indu et frauduleux, en étant légalement convaincu il perdra sa charge de registrateur, payera triples dommages avec les frais de poursuite à toutes personnes lésées, à être recouvrés par action de dette ou information dans toutes cours de justice de sa majesté en cette province.

§ 51. *Pénalités contre ceux qui contrefont un sommaire, certificat ou endossement et ceux qui feront un faux serment.*

Si quelqu'un venait à forger ou à contrefaire un sommaire, certificat ou endossement, en étant légalement convaincu il encourra et sera passible des peines et pénalités ordonnées par un acte de la cinquième année de la reine Elizabeth intitulé "Acte contre le crime de faux ou les faux titres et écrits" contre ceux qui ont forgé et publié de faux titres et écrits au

moyen desquels le droit de propriété et d'héritage seroit changé. Si quelqu'un se parjure devant le registraire, son député, ou devant aucun juge, en étant convaincu légalement il sera passible des mêmes peines et pénalités que s'il étoit coupable de parjure volontaire et corrompu dans une cour de record de sa majesté en cette province.

§ 52. *Sommaires enregistrés au nom de la couronne.*

Les dispositions de cette ordonnance seront obligatoires pour sa majesté ses héritiers et successeurs dans tous ses détails. Des sommaires à être enregistrés au nom et de la part de sa majesté, ses héritiers et successeurs, seront faits et exécutés par le receveur général, le secrétaire et registraire de la province, ou l'inspecteur général des domaines de sa majesté, ou autre personne chargée à cet effet, ayant en son pouvoir le contrat, titre, testament ou autre document dont l'enregistrement est requis conformément à cette ordonnance. L'enregistrement de tous sommaires au nom et de la part de sa majesté, ses héritiers et successeurs, contiendra l'emploi, le lieu de la résidence de celui qui exécutera ce sommaire, le nom, résidence, qualité du débiteur, la date et la nature du titre ou document auquel référer le sommaire y mentionné, la nature et le montant de la dette, droits, réclamations, demandes ou engagement pour lequel un sommaire doit être enregistré.

§ 53. *Actes établissant des bureaux d'enregistrement, rappelés.*

Un acte fait dans la dixième année de feu sa majesté George IV, un acte de la première année de Guillaume IV, et un acte de la 4ème année du règne du même roi relativement à l'établissement de bureaux d'enregistrement dans les comtés de Drummond, Sherbrook, Stanstead, Missisquoi et dans le comté du Lac des Deux Montagnes et de l'Acadie, sont rappelés. Le rappel de ces trois actes de la législature n'invalidera ni n'altérera, affaiblira ou n'affectera aucuns titres et droits acquis sous leurs dispositions qui resteront en

force
titres
bure
chaq
gistr
mari
l'enr
les c
preu

§ 54

7

Al

les b

gouv

dans

sera

un ré

sera

priés

teur

§ 55

Il

pouv

en l

de f

cons

rapp

latu

L

sero

neu

gou

force comme si cette ordonnance n'eut pas été passée. Les titres, livres, papiers et documents appartenants à ces bureaux seront transmis et livrés au régistrateur du bureau de chaque comté respectif où ils se trouveront situés. L'enregistrement au long de tous titres, transports, contrats de mariage et testaments dans ces bureaux sera considéré comme l'enregistrement de sommaire et en aura tous les effets, et les certificats endossés et écrits sur ces titres feront foi et preuve en toute cour de justice.

§ 54. *La province fournira à ses dépens un assortiment de livres à chaque bureau d'enregistrement.*

Afin d'avoir un assortiment uniforme de livres dans tous les bureaux, le secrétaire provincial, sous la direction du gouverneur, procurera et transmettra à chaque bureau établi dans la province, le ou avant le jour auquel cette ordonnance sera mise en force, un assortiment uniforme de livres, savoir: un registre, un index, un mémoire ou journal, dont le coût sera payé par le receveur général sur les argents non appropriés; ensuite ces livres seront fournis par chaque régistrateur à ses frais.

§ 55. *Un officier en loi de la couronne visitera les bureaux.*

Il sera loisible au gouverneur, par warrant, de donner pouvoir au procureur ou au solliciteur général ou autre officier en loi de la couronne, ou autre individu de visiter les bureaux, de faire l'examen des livres, titres et papiers y appartenant, constater si l'ordonnance y est suivie; ce dont le visiteur fera rapport par écrit au gouverneur qui le transmettra à la législature à sa première session.

§ 56. *Signification des mots "gouverneur."*

Les mots "gouverneur," partout où ils se trouveront seront interprétés comme désignant et comprenant le gouverneur, ou la personne autorisée à exécuter la commission de gouverneur en cette province.

§ 57. Il sera loisible au gouverneur, avec l'assentiment du conseil de sa majesté par proclamation de fixer et déclarer le jour après lequel les clauses précédentes auront effet, pourvu que le jour ne soit pas plus tard que le trente et un de décembre 1841.

§ 58. *Procédures à adopter si l'ordonnance de la 4e. Victoria, ch. 43. n'étoit pas en force.*

Lors de l'émanation de la proclamation ci-dessus, si une ordonnance de la 4e. année de sa majesté touchant l'administration de la justice en cette province n'étoit pas en force, il sera loisible au gouverneur, par la même proclamation, de diviser cette province en districts pour les fins de cette ordonnance, et de déclarer et régler qu'un ou plusieurs districts municipaux formeront ou seront unis en un seul district, et que depuis la mise à effet de cette ordonnance le bureau d'enregistrement sera tenu dans chaque district ainsi constitué à l'endroit nommé par la proclamation.

Avant le vingt neuf de décembre mil huit cent quarante trois, il sera loisible au gouverneur de changer la localité où sera fixé le bureau d'enregistrement d'aucun district nonobstant aucune partie contraire aux dispositions de cette section.

§ 59. *Cette ordonnance sera permanente et publique.*

Les dispositions de cette ordonnance seront loi permanente et publique et en force dans cette province, sujettes à être rappelées par autorité législative compétente. Tous juges, magistrats et autres personnes y intéressées en prendront connoissance quand même elles ne seroient pas spécialement plaidées.

Passé au conseil spécial, à Montréal, le 9 de Février 1841 dans la 4ème année de sa majesté la reine Victoria.

Lord Sydenham étant gouverneur général.

Mr. W. B. Lindsay greffier du conseil spécial.

Chapitre 56 de la 6ème année de feu sa majesté le roi
Guillaume Quatre.

*Précis d'un acte pour remédier aux abus commis contre
l'agriculture.*

Les parties de cet acte qui sont abrogées par l'ordonnance de la 4ème Victoria ne seront pas insérées dans ce précis, non plus que les sections relatives aux inspecteurs des chemins et ponts ; ces dernières sections se trouvent ci-après à l'article intitulé "principaux devoirs des inspecteurs et sous-voyers."

La première section contient l'abrogation de plusieurs actes relatifs à l'agriculture.

§ 2. *Pénalités contre ceux qui passent sur les propriétés
d'autrui sans permission.*

Personne n'aura le droit de passer sur aucune propriété, ensemencée ou non, dans un jardin ou autres lieux, sans permission, sous peine d'une amende de cinq chelins courant pour chaque contravention en sus des dommages qui en seront résultés, qui pourront être recouvrés devant un juge de paix. La pénalité pourra être poursuivie devant un seul juge de paix qui décidera sommairement, soit sur la vue du fait par lui même, ou sur l'aveu de l'accusé ou d'un seul témoin digne de foi, autre que le poursuivant.

Il sera loisible à tout propriétaire, son occupant ou serviteur, de mener et traduire de suite devant un juge de paix le plus prochain le contrevenant à cette clause ; ce juge de paix, qui ne sera pas intéressé, jugera sommairement cette plainte et pourra émaner son warrant pour appréhender tout contrevenant à cet acte.

§ 3. *Pénalité contre ceux qui abattront les clôtures,
arbres, &c.*

Si une personne abat, coupe, casse, enlève, endommage une clôture ou partie, une haie plantée pour clôture de ligne, écorce, abat, enlève ou endommage un arbre, arbrisseau ou plante quelconque ; ou si dans la forêt d'autrui elle prend et

enlève quelque arbre pour faire du bardeau ou pour autres objets, y brulant du bois pour faire de la potasse ou du sucre, sans la permission du propriétaire ou de son représentant, elle sera passible d'une amende de pas moins de cinq chelins ni plus de trente chelins courant, pour chaque offense ainsi arrivée de jour, et du double pendant la nuit, en sus de tous dommages, qui seront recouvrés devant un juge de paix, mais qui ne pourront excéder soixante chelins. Tout individu contrevenant à cette section trouvé sur une terre, grand chemin ou route, ayant en sa possession des matériaux d'une clôture, pourra être arrêté par le propriétaire voisin, ou ses employés, et traduit devant le plus prochain juge de paix qui pourra emprisonner cet infracteur jusqu'à plus ample examen, mais pas plus de vingt quatre heures.

§ 4. *Devoirs des juges de paix.*

Il est obligatoire à tout juge de paix, sur plainte sous serment d'émaner son warrant adressé à un connétable ou officier de paix pour appréhender tout contrevenant aux dispositions de cet acte, d'entendre et juger sommairement et immédiatement toute plainte sur le témoignage d'un homme digne de foi autre que le dénonciateur; les amendes imposées par cet acte seront immédiatement prélevées sur un ordre de saisie et vente des effets du contrevenant. S'il ne se trouvoit pas assez de meubles et effets, ou si les amendes n'étoient point payées sous un délai de huit jours à compter du jour de la conviction, le juge de paix ordonnera que le contrevenant soit emprisonné jusqu'à ce que l'amende et les frais soient payés; mais cet emprisonnement ne pourra durer au-delà de huit jours pour chaque emprisonnement.

§ 5. *Honoraires du greffier du juge de paix et des connétables.*

Pour chaque warrant d'appréhension il sera alloué au greffier un chelin et demi courant; et au connétable ou officier de paix qui mettra le warrant à exécution un chelin et trois deniers courant, et un chelin par lieue pour route.

§ 6. *Un inconnu incapable de payer l'amende sera emprisonné.*

Quand d'après le serment du plaignant, et ses preuves, il paroitra au juge de paix que le contrevenant est un étranger, et connu sous la dénomination de cureur de bois sans propriété incapable de payer l'amende et les frais, le juge de paix le fera confiner dans la prison commune pour un temps qui ne sera pas moindre que huit jours ni plus de trente jours.

§ 7. *Plainte pour dommages d'animaux &c.*

Lorsqu'une personne aura souffert des dommages causés par des bestiaux, volailles ou autres animaux domestiques, elle portera sa plainte devant les plus prochains juges de paix qui feront venir devant eux le contrevenant, sur un ordre sous leur seing d'après la formule 4ème annexée à cet acte, adressé à un connétable ou officier de paix qui, après avoir entendu les parties, les renverra devant deux arbitres qu'elles nommeront; mais en cas d'avis contraire, les arbitres en choisiront un troisième. Ces arbitres visiteront les lieux, prendront connoissance des dommages encourus, en feront rapport par écrit au juge de paix qui en allouera le montant au demandeur avec les frais de visite, de procès-verbal et de poursuite, et les fera prélever par warrant sous son seing et sceau, selon les formalités ordinaires, et ce sous quinze jours dans le cas où le contrevenant refuseroit ou négligeroit de payer l'amende et les frais encourus; pourvu que ces dommages ne soient pas arrivés par les clôtures du demandeur ou leur manque, et que le montant de ces dommages ne soit pas au-delà de £4. 3. 4. courant. Si le défendeur fait défaut ou ne nomme pas d'arbitre, ou si les arbitres nommés ne s'accordoient pas sur le choix d'un troisième, le juge de paix nommera alors ce tiers arbitre. Avant d'opérer ces arbitres prêteront serment devant un juge de paix, "de bien et dûment examiner la chose, d'en faire un rapport fidèle,

au meilleur de leur jugement et connaissance, sans partialité ni faveur."

§ 8. *Subpœnas à être émanés.*

A la réquisition des parties le juge de paix émanera des subpœnas pour contraindre des témoins à paroître, devant lui ou devant les arbitres, et fera prêter serment aux témoins, avec droit de punir tout refusant suivant le cours de la loi.

§ 9. *Les juges de paix tiendront des registres.*

Les juges de paix tiendront des registres relativement aux dommages dont une poursuite sera faite en vertu de cet acte afin que les intéressés en puissent avoir copie, en payant six deniers courant par cent mots. Tout juge de paix qui négligera de tenir registre de ses procédés, encourra une pénalité qui ne sera pas au-dessous de dix chelins ni plus de vingt chelins, courant, pour chaque procédé non enregistré.

§ 10. *Personne ne pourra laisser errer de chevaux.*
Pénalités.

En quelque temps de l'année que ce soit, il ne sera permis à personne de laisser errer çà et là ses chevaux, mules ou bestiaux sur les terrains qui ne lui appartiennent pas, sans la permission du maître ou de son représentant, sur les grèves, dans les chemins ou places publiques ; le propriétaire de tout cheval, bêtes à cornes, moutons, chèvres ou cochons trouvés errants dans les lieux ci-dessus, pourra être condamné aux amendes suivantes, en sus des dommages auxquels il pourra être condamné comme il sera dit ci-après, savoir : pour chaque jument ou cheval coupé, 1s. 3d ; pour chaque bœuf, vache ou veau, 1s ; pour chaque mouton ou chèvre 3d ; pour chaque cochon 2s. 6d ; pour chaque taureau ou verrat, 5s ; pour chaque belier entre le premier de Juin et le premier de Décembre, 5s, et 2s. 6d. entre le premier de Décembre et le premier de Juin ; pour chaque oie, canard, dinde, ou autres volailles quelconques 3d. courant, et le double de ces sommes pour la seconde fois que chaque animal sera trouvé sur les terres ou places publiques, sans permission.

§ 14. *Le propriétaire de terre ou occupant qui prendra des animaux en pacage en sera responsable.*

Le propriétaire ou occupant de terre qui prendra des animaux en pacage, ou qui en souffrira pacager et errer sur ses terres en sera responsable, comme s'il en étoit le propriétaire, sans qu'il soit nécessaire que le nom du propriétaire de ces animaux soit constaté. Le plaignant pourra faire son ordre ou plainte en parlant à une personne raisonnable, dans la maison bâtie sur la terre où les dits animaux faisant dommages sont pacagés, et ce service sera suffisant quoique le propriétaire ou son occupant n'y fût pas domicilié, ou fût absent.

§ 15. *Cheval ou autre animal vicieux.*

Sur plainte portée par tout individu devant un juge de paix que quelqu'un a sur sa terre un cheval ou autre animal vicieux, désignant cet animal autant que possible dans sa plainte, prouvant qu'il a abattu ou franchi des clôtures en bon état, poursuivi quelqu'un, lui a fait mal, a frappé de la corne quelque animal sur quelque terre, sur le grand chemin, les grèves et places publiques ou lui a fait mal, après avoir entendu sommairement la plainte, le juge de paix ordonnera que la personne contre laquelle elle a été portée paye les frais encourus sur cette plainte, et que l'animal dont on se sera ainsi plaint soit entravé et gêné de manière à ne pouvoir causer de dommage, sous une pénalité contre le propriétaire ou possesseur de 2s. 6d. courant pour chaque jour durant lequel l'animal dont on s'est plaint est resté libre et détaché.

§ 16. *Pénalité de ceux qui laisseront courir des étalons.*

Tout individu qui aura un étalon âgé de vingt mois et plus le gardera dans son écurie ou autre bâtiment; s'il le laisse errer sur le chemin du roi, ou dans un champ qui ne seroit pas entouré d'une bonne clôture de pas moins de cinq pieds de hauteur, il sera passible d'une amende qui ne sera pas moins de 5s. ou plus de 10s. pour chaque offense.

§ 17. Procédés des juges de paix sur plainte contre une personne dont le chien aura mordu, ou couru sur un cheval monté.

Sur plainte faite devant un juge de paix, qu'une personne est propriétaire d'un chien qui étant en sa possession, a auprès de sa maison, ou sur son terrain, mordu aucun individu, cheval, bêtes à cornes, moutons, et est attaqué d'hydrophobie ou a couru sur un cheval monté ou attelé à une voiture, sur le grand chemin, après avoir entendu sommairement cette plainte, le juge de paix devant lequel cette plainte est portée condamnera la personne contre laquelle on se sera ainsi plaint aux frais occasionnés par cette plainte suivant cet acte, et ordonnera par écrit sous son seing au propriétaire et possesseur du chien de le renfermer ou faire renfermer durant quarante jours sous une pénalité de 2s. par jour qu'il sera resté libre avant quarante jours ; s'il est prouvé au juge de paix par un ou plusieurs témoins dignes de foi que ce chien est très mauvais tant envers les voyageurs que les chevaux montés et attelés, ayant l'habitude de courir sur eux, de les affrayer et mordre, ce juge de paix condamnera le propriétaire de ce chien à le tuer ou faire tuer, à payer les frais encourus, à et 5s. d'amende pour chaque jour que le chien restera vivant après l'ordre donné.

§ 18. Tout chien errant dans un champ pourra être tué.

Attendu les dommages que les chiens causent dans les campagnes, en étranglant les moutons, et comme il n'est pas toujours aisé de se procurer des preuves que c'est un tel chien qui les a causés, il est légal à toute personne de tuer aucun chien qui sera vu errer çà et là dans un champ, sur sa propriété, ou en l'absence du maître, de son employé ou ses représentants, poursuivant les moutons, ou de porter plainte devant un juge de paix qui condamnera la personne à qui le chien peut appartenir de tuer ou faire tuer ce chien, et le condamnera à payer tous frais de poursuite, et en outre à une

amende de 5s. pour chaque jour que ce chien restera vivant après cet ordre.

§ 19. *Pénalité contre ceux qui laisseront errer les cochons sans être annelés.*

Toute personne qui laissera errer aucun cochon sans être annelé, payera une amende de 5s. et pas plus de 10s., dont moitié au poursuivant et l'autre moitié au profit de sa majesté.

§ § 20. 21. 22. Les provisions de ces sections sont maintenant dévolues au conseil municipal de chaque district.

§ 23. *Pénalité à être payée pour chaque animal mis en fourrière.*

Tous chevaux, bêtes à cornes, moutons, chèvres, cochons pris sur le terrain des individus, errants sur les grèves, places et chemins publics, seront menés à l'enclos public du lieu, sous 24 heures par celui qui les aura pris, à ses frais, sous une pénalité de 5s. en cas de contravention, jusqu'à ce qu'ils soient réclamés par le propriétaire qui payera au gardien de l'enclos l'amende encourue, les frais de nourriture pendant la détention des animaux ainsi pris ; moitié de l'amende avec les frais de cette nourriture en totalité iront au gardien de l'enclos comme indemnité et l'autre moitié de l'amende appartiendra à celui qui aura mis les animaux en fourrière. Lorsqu'il s'élèvera des difficultés relativement au montant des frais de nourriture des animaux mis en fourrière, le montant sera réglé par deux arbitres, dont l'un sera choisi par le gardien et l'autre par le propriétaire des animaux ainsi détenus ; en cas d'avis contraire ces arbitres nommeront un troisième dont la décision sera finale et décisive. L'enclos sera érigé par et aux frais du gardien.

§ 24. *Devoirs de propriétaires d'enclos.*

Lorsque l'amende et les frais encourus pour détention d'animaux en fourrière seront offerts au gardien par le propriétaire d'animaux détenus ou quelqu'un dûment autorisé de sa part, le gardien sera tenu de les livrer immédiatement

sous une pénalité de 10s. courant, s'il s'y refuse, et cinq chelins pour chaque jour qu'il détiendra ensuite aucun animal ainsi mis en fourrière.

§ 25. *Devoirs des gardiens.*

Quand un animal quelconque aura été mis en fourrière, le gardien de l'enclos le fera crier à la porte de l'église du lieu où il aura été pris, ou dans le lieu le plus public.

§ 26. *Dommages contre ceux qui laisseront errer des animaux.*

Cet acte ne privera aucun individu de recouvrer, suivant le cours de la loi, du propriétaire d'animaux laissés errants, les dommages qu'il constatera en avoir reçus.

§ § 27. 28. 29. 30. et 31.

Ces sections étant rappelées par l'acte des municipalités et les pouvoirs y mentionnés étant passés au conseil, il n'en sera fait ici aucune mention; ces sections étant relatives aux élections d'inspecteurs de clôtures et fossés.

§ 32. *Pénalités contre les inspecteurs négligeant leurs devoirs.*

Lorsqu'un inspecteur de clôtures et fossés manquera à son devoir, en étant requis, soit par refus ou négligence, il sera passible d'une pénalité de dix chelins courant, poursuivie et recouvrée ainsi qu'il est prévu par cet acte.

§ 33. *Devoirs des inspecteurs.*

Il sera obligatoire à tout inspecteur de clôtures et fossés, chaque fois qu'il en sera requis par un propriétaire ou occupant de terre de plus d'un quart d'arpent de terre en superficie, dans sa division, de visiter et examiner les clôtures de ligne partageant les terres de propriétaires ou occupants de terre, donnant avis préalable du jour et du lieu où cet examen aura lieu, soit en personne ou au domicile de la partie contre laquelle il y aura plainte. L'inspecteur décidera si la clôture dont on s'est plaint est suffisante, et, si elle est insuffisante, il condamnera la partie en défaut à la

répar
se fa
ce te
défa
trouv
chaq
délai
insuf
sur la
quatr
confé
les fa
et qu
par
pours
l'exé
abse
donn
l'ins
aus
sur c
et ce
com
les f
qu'il
le p
pect
un s
cette
pours
thèq

§ 34

Q
enco

réparer sous le délai de quatre jours, si les travaux peuvent se faire dans ce laps de temps; s'ils ne peuvent se faire dans ce temps, il accordera un temps raisonnable pour le faire. A défaut de se conformer aux ordres de l'inspecteur, la partie trouvée en défaut sera passible d'une amende de 2s. 6d. pour chaque jour que la clôture restera sans être faite, après le délai expiré. Néanmoins aucune clôture ne sera jugée insuffisante lorsqu'elle ne sera pas pire que celle du plaignant sur la même ligne et limite et dans le même enclos. Après quatre jours, ou après le délai fixé par l'inspecteur, pour la confection et réparation des travaux, il lui sera loisible de les faire faire aux frais de la personne qu'il y aura condamnée et qui aura négligé de les faire, et d'en recouvrer le coût par une action devant un juge de paix avec les frais de poursuite et compensation légale pour perte de temps dans l'exécution de son devoir. Si la partie en défaut étoit absente de la province, morte, ou inconnue, ou ayant abandonné sa terre, et que cette terre fût saisie par le shérif, l'inspecteur, après avoir réparé les clôtures et fossés de cet absent trouvé en défaut, aura une hypothèque privilégiée sur ce lot de terre, du jour que les travaux seront parachevés, et cette terre pourra être vendue sur jugement d'une cour compétente sur une requête présentée à la cour, alléguant les faits qui seront prouvés, à la satisfaction de la cour, sans qu'il soit besoin que le nom du propriétaire soit constaté. Si le propriétaire payoit avant la vente de cette terre à l'inspecteur de clôtures, ou, en son défaut, à l'inspecteur ou à un sous-voyer des chemins dans la division où est située cette terre, le montant des dépenses avec les frais encourus pour le jugement et saisie de cette terre, en ce cas l'hypothèque sera considérée comme satisfaite et déchargée.

§ 34. Procédés des inspecteurs quand il s'agira de clôtures.

Quand il s'agira de faire une clôture où il n'y en aura pas encore eu, ou si la vieille clôture nécessite des travaux

équivalents à des neufs, l'inspecteur ne pourra condamner la partie contre laquelle il y aura plainte, à moins que le plaignant ne justifie l'avoir requis de faire cette clôture avant le dix de janvier précédant la plainte portée.

§ 35. *Examen des fossés.*

Il sera obligatoire à tout inspecteur de clôtures et fossés, chaque fois qu'il en sera requis par un ou plusieurs propriétaires ou occupants de terre, d'aller visiter les fossés ouverts ou à ouvrir dans les lignes qui séparent leurs terres respectives, ainsi que tous autres fossés, égouts, cours d'eau, connus sous le nom de travaux mitoyens y ayant rapport et y faisant suite, d'ordonner les travaux nécessaires, et déterminer ceux qui doivent les faire et entretenir, la manière dont ils seront faits, sous quels délais ils le seront, ainsi qu'il le jugera équitable. Tout propriétaire ou occupant de terre qui refusera ou négligera de faire réparer, ouvrir et entretenir un fossé de ligne, suivant les directions de l'inspecteur, sous quatre jours, ou dans le temps imparti par l'inspecteur après avis à lui signifié par écrit ou verbalement, encourra une pénalité de 2s. 6d. pour chaque jour que le fossé restera sans être fait.

§ 36. *Visites de cours d'eau.*

Il sera du devoir de tout inspecteur de visiter et examiner aussi souvent qu'il en sera requis, toute décharge, cours d'eau établis, ruisseaux communs à plusieurs terres, ou à quelque nombre de propriétaires ou occupants de terres que ce soit, dont les travaux auront été réglés par un procès-verbal homologué par un procès-verbal d'inspecteur de clôtures et fossés, ou acte d'accord entre les parties, de voir si les travaux sont conformes à ces actes, d'ordonner de les faire et entretenir ainsi qu'il y est prescrit; tout individu qui se refusera ou négligera de se conformer et obéir aux ordres de l'inspecteur sous un délai de quatre jours, ou celui qu'il aura fixé, après avis à cet effet par écrit ou verbal, sera passible d'une pénalité de 2s. pour chaque jour que les

trav
prév
dél
vau
juge
étab

Lo
netto
sieur
et ré
litige
ressé
à ce
voisin
à ce
on pr
towns
§ 38.

Les
par la
verbal
du lie
dant l
rant t
trouve
autres
seront
des int
§ 39.

Apr
iront v
s'infor
de la

travaux resteront ensuite sans être faits. Dans tous les cas prévus par cette clause et la précédente, après l'expiration du délai spécifié, l'inspecteur fera faire et exécuter les travaux à faire, et en recouvrera le coût par une action devant un juge de paix, avec tous frais de poursuite et autres frais établis par la cinquième clause de cet acte.

§ 37. *Ouverture de décharges.*

Lorsqu'il s'agira d'ouvrir un cours d'eau ou décharge, de nettoyer quelque ruisseau, ou cours d'eau commun à plusieurs terres, dont les travaux n'auront pas encore été répartis et réglés par un procès-verbal ou accord, la matière en litige sera réglée à la réquisition de l'une des parties intéressées par les deux inspecteurs de la paroisse ou township, à ce connoissants et nullement intéressés qui seront les plus voisins des travaux demandés. S'il ne se trouvoit personne à ce connoissant et non intéressé dans le lieu, dans ce cas on prendroit deux inspecteurs de la paroisse, seigneurie ou township voisin qualifiés suivant la loi.

§ 38. *Avis que les inspecteurs donneront avant leur visite des lieux.*

Les inspecteurs non intéressés ni parents au degré prohibé par la loi, avant de faire leurs visites, donneront avis public verbalement ou par écrit, lu et affiché à la porte de l'église du lieu, immédiatement après le service divin du matin pendant les deux dimanches qui précéderont leurs visites, requérant tous intéressés d'en prendre connaissance et de se trouver aux temps et lieux fixés. Dans les townships et autres endroits où il n'y a pas d'église les avis seront donnés personnellement ou par écrit laissé au domicile des intéressés.

§ 39. *Visite des lieux après avis. Décision des inspecteurs.*

Après avoir donné les notifications requises les inspecteurs iront visiter les lieux au jour et à l'heure fixés par icelles ; ils s'informeront suffisamment et prendront connaissance entière de la matière en litige ; puis ils feront leur détermination,

décision dont ils dresseront un procès-verbal mentionnant ce qui doit être fait relativement à cette décharge, cours d'eau ou ruisseau pour l'avantage commun des intéressés, distribuant la part du travail dont chaque intéressé sera contribuable, le temps où il devra le faire, avec les particularités qu'ils jugeront convenables, y comprenant les frais encourus pour l'examen des lieux, avertissements et la rédaction du procès-verbal qu'ils déposeront dans l'étude du notaire le plus à proximité. Mais si le procès-verbal est fait dans un township où il n'y auroit pas de notaire, il sera déposé entre les mains du juge de paix le plus près. Le notaire ou juge de paix en donnera copie certifiée à tout requérant intéressé, en par lui payant le coût de cette copie à raison de six deniers courant par cent mots.

Tout procès-verbal concernant une ou plusieurs personnes, paroisses, seigneuries, townships ou autres localités, sera homologué devant un ou deux juges de paix comme il sera dit ci-après.

§ 40. *Les propriétaires dont les terres sont plus hautes que celles de leurs voisins ne seront point tenus de creuser leurs cours d'eau plus profonds.*

Les inspecteurs ne pourront obliger les propriétaires dont les terres sont plus hautes que celles de leurs voisins, de faire ou aider à faire les décharges et cours d'eau à travers leurs terres d'une profondeur plus grande que celle qui leur sera nécessaire pour l'égout de leurs propres terres. Néanmoins tous propriétaires de terres voisines, basses et marécageuses, pourront faire usage des débouchés, décharges ou cours d'eau à travers des terres plus élevées, et les nettoyer et creuser à leurs propres frais. De même dans les endroits où il n'y aura pas de cours d'eau ou décharge ils en pourront faire, ouvrir et pratiquer suivant qu'il est prescrit par la trente septième clause de cet acte, en sorte qu'ils puissent conduire leurs eaux hors de leurs terres et les empêcher d'y séjourner.

§ 41

Il
dress
d'en
requ
auron
exéc
faits
ne se
anné
ce c
vente
sition
la vis
qui se
présen
lieu d
Ce
pour
retire
d'eau
il ser
faire
négli
sera
aupar
jour,

Ap
en fer
suiva
du se
plus
les in

§ 41. *Devoirs des inspecteurs qui auront dressé des procès-verbaux.*

Il sera du devoir de tous inspecteurs de dresser ou faire dresser des procès-verbaux après avoir consulté les intéressés d'en choisir et nommer un ou deux d'entre eux, si le cas le requiert, pour être syndics, lesquels, après que leurs noms auront été inscrits au procès-verbal, seront tenus de le faire exécuter et veiller à ce que les travaux y ordonnés soient faits pour l'avantage commun des intéressés. Les syndics ne seront point tenus de remplir cette charge plus de quatre années consécutives et pourront être déchargés alors. Dans ce cas ainsi que dans ceux de décès, absence, infirmité et vente de leurs terres, les intéressés s'assembleront à la réquisition de l'un d'entre eux qui en donnera avis comme pour la visite de lieux, et ils procéderont à une nouvelle élection qui sera déterminée par la majorité des intéressés là et alors présents, et ils en dresseront acte pour être déposé au même lieu que le procès-verbal auquel il réfèrera.

Ces élections de syndics pourront avoir lieu à l'élection pour remplacer les sous-voyers quant à ceux qui veulent se retirer après quatre années de service. Quand le cours d'eau concernera deux townships, paroisses ou établissements il sera nommé un ou deux syndics pour chaque paroisse pour faire exécuter le procès-verbal. Tout syndic refusant ou négligeant de faire exécuter un procès-verbal lorsqu'il en sera requis par un ou plusieurs intéressés au moins huit jours auparavant, encourra une amende de cinq chelins pour chaque jour, allouant quatre jours pour l'exécution des travaux.

§ 42. *Publication des procès-verbaux.*

Après avoir ainsi dressé leur procès-verbal, les inspecteurs en feront faire une copie qu'ils feront d'abord lire le dimanche suivant à la porte de l'église ou autre lieu de culte à l'issue du service divin du matin : s'il n'y a pas d'église, au lieu le plus central et public ; immédiatement après cette lecture, les inspecteurs donneront avis public du jour auquel le pro-

cès-verbal sera présenté pour être homologué indiquant le nom du juge de paix auquel il sera présenté, requérant tous intéressés à se trouver chez le juge de paix, afin d'y exposer leurs objections si aucunes elles ont, pourquoi le dit procès-verbal ne seroit pas homologué. Après que ce procès-verbal aura été ainsi homologué, les inspecteurs en livreront une copie entre les mains des syndics qui la garderont pour leur servir de guide dans l'exécution des travaux pour l'information des intéressés qui auront droit d'en avoir communication gratuitement chaque fois qu'ils en auront besoin. Chaque syndic sortant d'office remettra à son successeur en office ce procès-verbal avec tous papiers et records relatifs à ses devoirs. La copie du procès-verbal portant le jugement d'homologation restera et sera déposée au bureau du juge de paix, qui l'aura ainsi homologuée, à peine de vingt chelins d'amende contre le juge de paix négligeant de le faire.

§ 43. *Un procès-verbal dressé par un acte révoqué par le présent, ne sera bon qu'autant qu'il aura été homologué suivant les dispositions du présent acte.*

Tout procès-verbal ci-devant dressé en vertu d'un acte révoqué par le présent et non homologué, sera nul et de nul effet, à moins qu'il ne soit homologué suivant les dispositions de l'acte rappelé, ou du présent acte, pardevant un ou deux juges de paix le plus proche de la résidence des intéressés au procès-verbal.

§ 44. *Délais accordés pour faire les ouvrages.*

Les syndics choisis pour surveiller l'exécution des travaux donneront avis public à la porte de l'église du lieu, pendant les deux dimanches qui précéderont le jour fixé, à l'issue du service divin du matin annonçant le jour et l'heure où ils se rendront sur les lieux pour faire commencer et exécuter les travaux, soit en commun ou séparément ainsi que l'ordonnera le procès-verbal. Tout intéressé refusant ou négligeant de se rendre sur les lieux au jour et à l'heure fixés pour exécuter sa part des travaux dans le délai imparti par le syndic

en
rel
ma
tra
dic
par
ave
syn
pla
dev
les
par

Il
ains
néce
que
de t
décl
autr
copi
inté
dev
suit

Q
plus
cour
la m
inté
chac
étoit
inté
nom
parc
insp

encourra une pénalité de 5s pour chaque jour qu'il aura ainsi refusé ou négligé de faire et exécuter sa part des travaux ; mais si huit jours après celui fixé pour le commencement des travaux aucun des intéressés ne les a pas exécutés, les syndics les pourront faire faire et en recouvrer le coût de la partie en défaut par une poursuite devant un juge de paix avec dépens. Quand les travaux se feront en commun, les syndics pourront engager un ou plusieurs hommes pour remplacer ceux manquants et négligeants de se rendre à leur devoir avec le droit de recouvrer de tout intéressé en défaut les sommes déboursées pour payer les hommes ainsi engagés, par une poursuite devant un juge de paix avec dépens.

§ 45. *Indemnités accordées aux inspecteurs.*

Il sera alloué à tout inspecteur employé en vertu de l'acte ainsi qu'à tout expert, six deniers pour chaque heure qu'il sera nécessairement employé, payés par la partie en défaut, soit que ce soit le requérant ou la partie adverse, quand il s'agira de travaux mitoyens ; mais quand il s'agira d'un cours d'eau, décharge ou ruisseau, les six deniers par heure, avec tous autres frais encourus pour avertissement, procès-verbaux, copie et autres frais jugés nécessaires, seront payés par tous les intéressés au cours d'eau, et recouvrés en l'un et l'autre cas devant un juge de paix, sommairement avec les frais de poursuite.

§ 46. *Cours d'eau concernant deux paroisses.*

Quand les habitants de deux paroisses ou townships, ou plus, se trouveront intéressés à l'ouverture d'une décharge ou cours d'eau, ou à l'élargissement d'une ancienne décharge, la matière en litige en sera réglée à la réquisition d'aucun intéressé, en s'adressant à l'inspecteur des chemins de chaque paroisse non intéressée au cours d'eau ; si l'inspecteur étoit intéressé, il s'adressera à l'un des sous-voyers non intéressé. L'inspecteur des chemins de chaque paroisse nommera deux inspecteurs de clôtures et fossés, dans sa paroisse, à ce connaissant et non intéressés. Ces quatre inspecteurs de clôtures et fossés et plus si le cas y arrivoit,

se réuniront pour arrêter les points préliminaires de leurs opérations, et notifieront les intéressés comme il est dit plus haut, de se trouver présents à la visite, s'ils le jugent à propos et pour donner aux inspecteurs tous renseignements dont ils seront capables, afin de les mettre en état de rendre justice aux intéressés dans le procès-verbal qu'ils doivent rendre de leurs opérations. Les formalités observées, les inspecteurs déposeront leur procès-verbal dans l'étude du notaire le plus près, et, où il n'y aura point de notaire, chez le juge de paix le plus à proximité du cours d'eau ; ils feront faire une copie de ce procès-verbal pour chaque paroisse, seigneurie ou township intéressé, déposé dans les mains de chaque syndic pour le conduire dans l'exécution et confection des travaux.

Quand il y aura différence d'opinion et égalité de votes entre les inspecteurs sur les matières et objets qui leur seront soumis ils s'adresseront à l'inspecteur le plus proche, non intéressé, comme sur-arbitre, et il aura voix prépondérante. Les syndics choisis et nommés pour l'exécution de ces travaux se comporteront et agiront dans l'exécution de leurs devoirs de la même manière qu'il est prescrit pour les cours d'eau qui ne concernent qu'une seule paroisse.

§ 47. *Quand il y aura un nombre de personnes intéressées à un cours d'eau la majorité pourra faire faire l'ouvrage à l'entreprise.*

Lorsque plusieurs individus sont assujétis à un cours d'eau dont les travaux sont de difficile exécution, la majorité des intéressés à ces travaux les pourra faire faire en tout ou en partie, à l'entreprise, en par chacun d'eux payant sa quote part en argent suivant une répartition qui en sera faite par quelqu'un à ce connoissant ; cette répartition sera homologuée par un juge de paix, mais avant d'être en force, cette répartition sera lue à la porte de l'église du lieu à l'issue du service divin du matin, pendant deux dimanches consécutifs ; chaque lecture sera suivie d'une affiche et publication faisant connoître aux intéressés, le lieu, le jour et l'heure de son homologation,

et devant quel juge de paix elle sera homologuée, pour donner leurs moyens d'opposition pourquoi cette répartition ne sera pas homologuée.

§ 48. *Devoirs des syndics.*

Il sera du devoir des syndics de ces cours d'eau, décharges et ruisseaux de retirer et percevoir de chaque intéressé les deniers dont il sera débiteur en vertu de cette répartition, avec les frais qui en sont accrus, et d'exiger, de tous refusants ou négligeants de payer, le payement et la rentrée de tous argents dûs en conséquence, par action devant un juge de paix, avec dépens, y compris six deniers par heure au syndic pour raison du temps perdu dans la poursuite, avec les déboursés qu'il aura été obligé de faire pour payer un écrivain.

§ 49. *Pouvoirs limitatifs des inspecteurs.*

Cet acte ne s'étend pas à autoriser les inspecteurs à rien changer dans les travaux de cours d'eau, décharges ou ruisseaux établis par un procès-verbal légalement fait, soit que le cours d'eau soit commun à plusieurs paroisses, ou n'en intéresse qu'une ; à moins que les deux tiers au moins des intéressés ne le demandent et ne consentent à ce qu'il soit dévié de l'ancien procès-verbal.

§ 50. *Procédure quand il y a lésion résultant de la décision des inspecteurs.*

Si en vertu d'aucune des clauses du présent acte ayant rapport aux cours d'eau, décharges ou ruisseaux intéressant une ou plusieurs paroisses, seigneuries ou townships, quel qu'un des intéressés se trouve lésé dans la décision ou ordre rendu par les inspecteurs ; dans les huit jours, à compter de celui auquel le procès-verbal aura été lu et publié à la porte de l'église du lieu, comme il est dit dans la section quarante deux ci-dessus, l'intéressé se croyant ainsi lésé en portera sa plainte devant un juge de paix non intéressé ni parent à aucune des parties au degré prohibé par la loi. Ce juge de paix assignera les inspecteurs pour qu'ils aient à comparaître devant lui et un autre juge de paix, du même comté, non intéressé ni parent, à un jour donné, avec leur procès-verbal. Ces deux juges de paix examineront le procès-verbal, ainsi que les raisons pour et contre alléguées par les parties, et leurs témoins, si elles en ont. S'il paroît aux dits juges de paix que les raisons données contre le procès-verbal sont insuffisantes, que les formalités voulues par la loi ont été observées ; qu'il n'y a point eu de partialité, injustice ni négligence



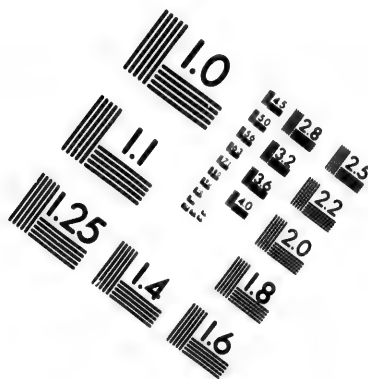
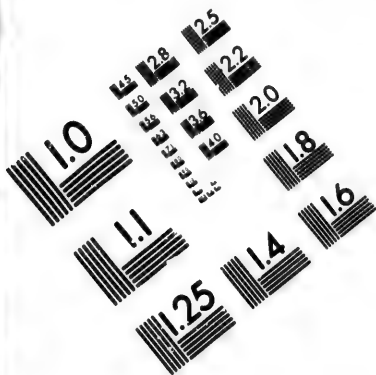
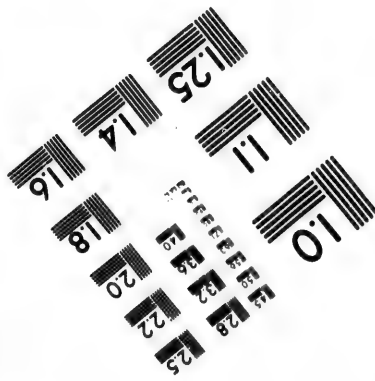
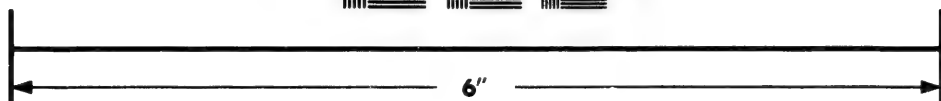
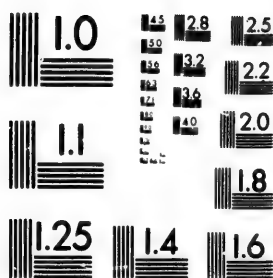


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic
Sciences
Corporation

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

28
25
22
20
8

01

dans la conduite des inspecteurs, le procès-verbal sera alc.3 homologué suivant sa forme et teneur; mais s'il y avoit eu partialité, manque d'exactitude et de diligence dans l'examen des lieux, ou que les travaux n'auront pas été répartis avec équité, conformément à l'usage du pays, alors il sera nommé trois experts, dont l'un par les demandeurs, l'autre par les défendeurs et le troisième par les deux juges de paix. Si l'une des parties manque à nommer son expert, les juges de paix le nommeront. Ces experts, après avoir prêté serment devant un juge de paix procéderont à la visite des lieux en litige, en la présence des inspecteurs et des intéressés auxquels ils auront donné notice au moins huit jours avant cette seconde visite, à la porte de l'église du lieu où les parties auront leur résidence; la décision de la majorité des dits experts, soit qu'elle confirme ou infirme celle donnée par les inspecteurs, sera finale et conclusive à toutes fins et intentions quelconques. Si les experts infirment la décision donnée par les inspecteurs, ou s'il paroît plus convenable de changer la direction du cours d'eau dont il y a difficulté, ils dresseront un nouveau procès-verbal qui sera homologué par les juges de paix. Dans le cas d'appel à la décision d'experts, les inspecteurs qui auront dressé le procès-verbal dont il y a appel, pourront requérir les parties à la demande desquelles il aura été fait d'intervenir et de défendre tel procès-verbal et de payer les dépens en résultant s'il se trouve que ce soit par la faute des parties qu'il soit défectueux; mais si les défauts provenoient de la négligence ou partialité des inspecteurs, ils en payeront les dépens; si le procès-verbal est confirmé par les experts, les juges de paix l'homologueront; s'il est infirmé ils homologueront celui rendu par les experts.

(NOTA.—Les juges de paix ne doivent jamais accorder d'expertise sur des raisons vagues; la plainte de celui qui se croit lésé, outre qu'elle doit être sous serment établissant les faits dont il se plaint, doit être encore accompagnée d'affidavits constatant les faits. J'ai vu des anciens juges de paix suivre cette pratique; j'en ai vu d'autres l'omettre, et faire coûter, par leur faute, de très-grandes sommes à des gens qui se plaignoient injustement.)

§ 51. *Destruction des mauvaises herbes.*

La graine des mauvaises herbes qui croissent dans les champs étant souvent transportée par les vents sur les terres des propriétaires voisins, et causant de grands dommages à

l'agriculture, il est loisible à tout propriétaire et occupant de terres, entre le vingt de juin et le premier d'août, par avis verbal en présence d'un témoin ou par écrit laissé au domicile de la personne à qui il sera adressé, de requérir tout propriétaire ou occupant de terre voisin ayant des mauvaises herbes dans son champ ou dans ses prairies, de les détruire ou couper ; mais quand il s'agira d'une commune, l'avis sera donné à la porte de l'église, après l'office divin du matin d'un jour de dimanche. Les principales herbes dont la loi requiert la destruction, sont : les marguerites, et marguerites jaunes, chardons, chicorée sauvage, cotonniers et toutes autres mauvaises herbes quelconques.

Celui qui donnera avis aura d'abord lui-même coupé, détruit, et arraché toutes les mauvaises herbes de son champ adjacent. Si les mauvaises herbes n'ont pas été coupées et enlevées six jours après l'avis, un juge de paix, sur plainte qui lui en sera faite sous serment par un témoin digne de foi autre que le plaignant, ou sur la confession de l'accusé, pourra ordonner au propriétaire ou occupant dont on se plaint, de détruire toutes les mauvaises herbes qui seront sur son terrain, dans un temps qui sera prescrit par le juge de paix, sous une pénalité de 2s. 6d. par chaque jour que les mauvaises herbes seront restées sur pied avec les frais encourus.

§ 53. Les propriétaires des animaux morts le long des chemins ou des champs les feront enterrer.

Tout propriétaire qui négligera ou refusera d'enterrer un animal quelconque, trouvé mort le long des chemins, dans les champs ou autre lieu, à une profondeur d'au moins trois pieds en terre, et recouvert de deux pieds de terre, encourra une pénalité de dix chelins et pas moins de cinq chelins courant.

§ 54. Pénalités contre ceux qui jetteront des animaux morts ou des ordures dans les rivières ou ruisseaux.

Toute personne qui sur le serment du poursuivant et d'un témoin digne de foi, sera convaincue d'avoir trainé, jeté ou charroyé un animal mort ou des immondices dans les ruisseaux, rivières et fleuves, ou sur les glaces des ruisseaux, rivières et fleuves, encourra pour chaque offense une pénalité qui ne sera pas moindre que dix chelins ni plus de vingt chelins courant, outre tout autre dommage ; l'autorité locale pourra indiquer l'endroit où on devra mettre les animaux morts et les immondices.

§ 55. *Chaque offence contre cet acte sera poursuivie dans les trois mois qu'elle aura été commise et non après.*

§ 56. *Honoraires des greffiers et des huissiers.*

Les juges de paix n'auront droit à aucuns honoraires en vertu de cet acte; mais il sera alloué à un clerc qu'ils pourront employer, savoir: pour chaque sommation, un chelin courant; six deniers pour une copie; un chelin pour un ordre de témoignage, six deniers pour une copie; un chelin et trois deniers pour enregistrer la conviction, et sur le pied de six deniers pour chaque cent mots pour dresser un mandat conformément à la conviction ainsi que pour toutes autres écritures en vertu de cet acte; tous ces frais seront taxés par le juge de paix et feront partie du jugement auquel ils seront annexés.

Il sera alloué à tout huissier, connétable et officier de paix employé en vertu de cet acte, un chelin courant pour chaque lieue de route dans l'exécution de son devoir, la distance en revenant ne comptant point; un chelin pour chaque ordre de sommation et témoignage; sept chelins et demi pour exécuter un mandat de saisie; mais lorsqu'un huissier signifiera le même jour plusieurs ordres ou subpœnas, sur la même route, à la réquisition du même demandeur, il n'aura droit qu'à un seul chelin par lieue, la distance en revenant ne lui étant point comptée.

§ 57. *Recouvrement des amendes.*

Toutes les amendes et pénalités imposées par cet acte seront poursuivies et recouvrées sur le serment d'un témoin digne de foi, autre que le poursuivant ou dénonciateur, ou sur la confession du défendeur, devant un juge de paix du district où l'offense aura été commise, et prélevées par son warrant, par saisie et vente des effets du contrevenant; la moitié de toute amende sera versée entre les mains de sa majesté, ses héritiers et successeurs pour l'usage public de la province, l'autre moitié appartiendra au poursuivant, pourvu qu'il ne soit ni syndic ni inspecteur, auquel cas toute l'amende appartiendra à sa majesté.

Après avoir prélevé le montant et les frais, le surplus des argents provenant de ces ventes appartiendra au contrevenant.

§ 58. *Parjure volontaire.*

Toute personne convaincue d'avoir fait un faux serment dans les cas où un juge de paix exigera le serment, sera punie pour parjure volontaire et corrompu, suivant la loi.

§ 59. Suspension d'une ordonnance de la 30^e. année de feu sa majesté le roi George Trois, pour empêcher les bestiaux d'errer et l'abandon des animaux.

§ 60. Une copie de cet acte sera transmise à chaque inspecteur de clôtures et fossés qui sera tenu de la remettre à son successeur en office, à peine de dix chelins d'amende et pas moins.

§ 61. *Obstruction des rivières.*

Toute personne qui abattra un arbre ou qui permettra qu'un arbre abattu par le vent ou autrement demeure dans une rivière, ruisseau ou cours d'eau et y cause des obstructions, encourra une pénalité de pas moins de cinq chelins courant ni moindre que deux chelins et demi pour chaque jour qu'il restera sans être enlevé, quatre jours après la réquisition des intéressés, en sus des dommages qui ne pourront s'élever au-dessus de £4. 3. 4 courant, et recouvrés devant un juge de paix, et devant une cour civile compétente quand ils s'éleveront à une plus forte somme.

§ 62. Il sera rendu compte des amendes à sa majesté, ses héritiers et successeurs par la voie des lords de la trésorerie, en la manière qu'il plaira à sa majesté de l'ordonner.

§ 63. Le plus ancien officier de milice de chaque paroisse et township fera lire pendant trois dimanches consécutifs, dans le mois de mars de chaque année, les 2^e, 3^e, 10^e, 12^e, 14^e, 16^e, 18^e, 52^e, 53^e, et 66^e, sections de cet acte, à la porte de l'église du lieu, à l'issue du service divin du matin.

Cet acte sera en force jusqu'au premier de mai, 1845.

Précis de divers actes, réunissant les principaux devoirs des inspecteurs et sous-voyers des grands chemins et ponts en cette province.

Depuis la première élection de conseillers en vertu d'une ordonnance de la 4^e année de sa majesté, la Reine Victoria, passée par le conseil spécial, le vingt décembre mil huit cent quarante, chapitre quatre, les conseils de chaque district, dans leurs limites respectives, auront et pourront exercer tous les pouvoirs et autorités dont étoient légalement revêtus les grands-voyers dans chaque district en cette province, excepté cependant ceux qui seroient contraires aux dispositions de cette ordonnance.

Mais dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont ainsi dévolus, les conseils n'auront pas besoin de faire dresser de procès-verbaux, soit pour l'ouverture d'un nouveau chemin, d'une

nouvelle route ou pour changer un vieux pont, fixer le lieu d'un nouveau ou pour ordonner que des fossés et décharges soient faits, ni que ces procès-verbaux soient homologués comme ci-devant; ces choses devant désormais se faire par ordres et réglemens de chaque conseil respectif. Section 45:

Quant aux pouvoirs dont étoient revêtus les inspecteurs et les sous-voyers, ils sont tous passés et dévolus à la corporation de chaque district municipal; section 27 de l'ordonnance, chapitre 3.

Les habitants légalement assemblés et qualifiés en vertu de l'acte en dernier lieu mentionné ont le droit d'élire pour chaque paroisse, township ou localité, un ou plusieurs inspecteurs de grands chemins et ponts et deux ou plusieurs sous-voyers. Section 10.

Ces officiers doivent servir jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par d'autres à une assemblée subséquente, et, à défaut d'acceptation d'office par la prestation de serment, chaque officier ainsi élu sera passible d'une amende de deux louis, courant, recouvrée devant un juge de paix. Section 14.

Il sera obligatoire pour chaque sous-voyer en cette province, sous vingt quatre heures apres la cessation de chaque chute de neige, ou poudrerie de neige qui aura couvert le grand chemin ou partie d'icelui, à une profondeur excédant huit pouces, d'ordonner verbalement ou par écrit que la partie du grand chemin recouverte de neige soit ouverte et battue à une largeur d'au-moins douze pieds, par la personne ou celles obligées à maintenir le chemin en réparation. Si dans les vingt quatre heures de la réception de l'ordre du sous-voyer la personne sous son contrôle ne s'y est point conformée, et n'a point battu ni nettoyé le chemin de douze pieds de largeur, elle sera passible d'une amende de douze chelins pour chaque jour ou partie duquel elle ne se sera pas conformée aux dispositions de cette ordonnance. La même pénalité sera infligée au sous-voyer qui ne se conformera pas lui même aux dispositions prescrites par la même ordonnance. Il sera aussi du devoir de chaque sous-voyer de grand chemin de poursuivre tout contrevenant à cette ordonnance dans les six jours qui suivront la contravention sous une pénalité de dix chelins, courant, pour chaque contrevenant qu'il aura négligé de poursuivre. Ordonnance 4e Vict: chap. 33, section 1ère.

A défaut de paiement immédiat des pénalités imposées par l'ordonnance citée plus haut et par la présente, l'infracteur pourra être emprisonné par le juge de paix devant

lequel il aura été convaincu, pour un temps n'excédant pas huit jours ; mais le même juge de paix pourra l'exempter de la prison en faisant prélever sur ses biens par saisie et vente le montant de l'amende et des frais.

§ 3. Tous chemins royaux auront trente pieds de front, les routes vingt pieds, entre deux fossés de trois pieds chacun ; Acte de la 36m. George III. chapitre 9. section 2. Mais en vertu d'une ordonnance de la 2e. Victoria, chapitre 7. sections 20 et 22 le grand-voyer pouvoit ordonner des fossés où il y en avoit besoin seulement, en prescrire la dimension, faire mettre le chemin en rond, le tenant toujours uni autant que possible sous les peines et pénalités voulues par l'acte de la 36e. communément appelé acte des chemins. Conformément à ce dernier acte les inspecteurs auront le droit de désigner les sous-voyers et de veiller à ce qu'ils exécutent leurs devoirs, et seront tenus de faire leurs rapports de l'état des chemins et ponts, sous leur direction respective au conseil municipal, de la même manière qu'ils étoient tenus de le faire ci-devant au grand-voyer de chaque district.

Ils seront aussi obligés d'exécuter toutes les règles et règlements qui seront faits par le conseil de chaque district relativement à leur office.

Entre le premier d'octobre et le quinze de novembre de chaque année les sous-voyers s'assembleront après avoir donné avis public de cette assemblée, à la porte de l'église du lieu à l'effet de fixer les chemins d'hiver et de les faire baliser conformément à la loi, donner leurs ordres pour l'entretien des chemins, mais ils ne pourront faire ouvrir plus de dix pieds de clôture sans la permission du propriétaire où passera un tel chemin, désignant aussi sur les glaces les endroits où les chemins d'hiver ont coutume d'être tracés, soit sur le fleuve St. Laurent ou sur autres rivières et il les feront baliser et entretenir par ceux obligés de le faire. 36e ; sections 22 et 24.

L'inspecteur de chaque paroisse, township ou places extraparochiales pourra, par un avis public d'au moins huit jours, convoquer une assemblée de tous les habitants de sa paroisse ou division obligés de fournir les matériaux ou du travail pour une route ou pont ; comme président de cette assemblée il en prendra la décision, savoir : si la contribution ou le travail auxquels ils sont tenus par le procès-verbal ou par la loi, pour cette route ou pont, seront pour la saison alors suivante, criés et adjugés publiquement un jour, lieu et heure fixés au plus bas enchérisseur. Cet adjudicataire ou dernier enchérisseur s'obligera à fournir et faire tout ce qui sera nécessaire pour la route ou pont dont il sera question, et pendant tout le temps de son engagement il sera passible de toutes les peines et pénalités auxquelles auront été tenus les intéressés

qui, en conséquence de cet engagement, sont déchargés de leurs obligations respectives touchant cette route ou pont.

Pour payer les salaires au contracteur avec tous frais résultant de son contrat, il sera fait une répartition sur tous ceux obligés aux fournitures ou au travail à faire suivant le procès-verbal relatif à la route ou au dit pont ou suivant la loi. Sect. 17. ordonnance de la 2e. année, ch. 7 Cette section ne disant point quel nombre d'habitants il faudra pour concourir, il doit être entendu que la majorité fera la décision.

§ 9. Répartition.

Tous travaux publics, le coût des terrains pris et les frais de procès-verbal seront répartis par la majorité des sous-voyers à proportion de l'étendue de front des terres occupées par les propriétaires ou autres occupants mentionnés dans le procès-verbal. Dans les villages chaque emplacement sera cotisé comme un tiers d'une terre de trois arpents de front s'il y a des terres à cotiser hors du village dans la même répartition, ou suivant le front de l'emplacement s'il n'y a pas de terres à cotiser.

§ 10. Quand les sous-voyers ne seront point capables de faire cette répartition ils pourront employer un commis pour la faire, en y ajoutant les frais qui seront taxés par le plus prochain juge de paix.

§ 11. Quand des terres assujéties à certains chemins auront été abandonnées par leurs propriétaires respectifs, l'inspecteur ou le sous-voyer de l'endroit pourra faire prendre sur la terre abandonnée tout le bois nécessaire pour les clôtures, ponts et chaussées auxquels cette terre est assujétie ; comme aussi vendre ou faire vendre autant de bois, pierre ou autres matériaux qu'il sera nécessaire pour payer les frais de réparation et entretien des chemins et ponts ainsi que pour acquitter toutes contributions en argent auxquelles la dite terre peut être assujétie.

§ 14. Les rues dans les différents villages dans cette province seront considérées comme des chemins de front des propriétaires ou occupants de terre ou emplacements bornés par les dites rues ; ainsi les propriétaires d'emplacements dans les villages seront, quant à l'ouverture, entretien, réparation, égout, nivellement et à la construction et entretien des ponts, soumis aux mêmes ordres, peines et pénalités et à la même juridiction des juges de paix auxquelles sont soumis les propriétaires ou occupants de terre à la campagne pour les chemins de front, leurs routes ou leurs chemins de traverse.

§ 15. Chemins d'hiver.

Les sous-voyers ou la majorité d'entre eux, dans chaque

paroisse ou township, pourront après chaque chute de neige faire battre aucune portion d'un chemin d'hiver sous leur direction, de la largeur d'au moins douze pieds. Sect. 11, 12 et 13 de l'acte d'agriculture.

§ 52. Il sera obligatoire aux inspecteurs et aux sous-voyers, dans leurs divisions respectives, dans le temps fixé par les clauses précédentes, de faire couper et enlever toutes les mauvaises herbes qui croîtront le long des grands chemins ou routes sur toute la largeur, jusqu'à la clôture qui les borde, par les personnes obligées à l'entretien des chemins sous les mêmes peines et pénalités contre les inspecteurs, sous-voyers et les personnes obligées, que pour négligence dans l'entretien et la réparation des chemins.

§ 11. *Emprisonnement des animaux errants.*

Tout propriétaire, occupant de terre, ses engagés ou représentants, pourront saisir tout animal qu'ils trouveront errant sur leurs terres, dans leur champ sans permission, et les retenir jusqu'à ce que le propriétaire ait payé l'amende encourue par cet acte. Mais lorsqu'un animal sera trouvé errant sur les grèves ou les places publiques, l'inspecteur des chemins ou l'un des sous-voyers, ou un franc tenancier de la paroisse, seigneurie ou township pourra prendre et retenir cet animal jusqu'à ce que l'amende, à cause de cette offense, soit payée. Celui qui aura ainsi pris un animal sera tenu d'en donner avis aussitôt que possible au propriétaire s'il le connaît. Si le propriétaire de l'animal ne vient pas le réclamer sous vingt quatre heures, en payant l'amende encourue et les frais de détention ; ou si le détenteur ne connoit pas le propriétaire de l'animal, il en fera donner avis public, à la porte de l'église de la paroisse, pendant trois Dimanches, à l'issue du service divin du matin : le même avis sera donné le troisième dimanche aux portes des églises des deux paroisses voisines, en donnant la description de l'animal, si le propriétaire ne le réclame pas avant le temps et ne paye pas l'amende encourue avec les frais de détention. S'il n'y a pas d'église l'avertissement se fera dans le lieu considéré suffisant suivant l'usage de l'endroit.

Lorsqu'un avis aura été ainsi donné pendant trois dimanches de la saisie et détention d'un tel animal, s'il n'est pas réclamé, l'amende et les frais payés, il sera loisible au détenteur de le faire vendre le quatrième dimanche, à la porte de l'église, à l'issue de l'office divin du matin, ou dans le lieu le plus public, et s'il n'y a pas d'église dans le lieu le plus fréquenté, le lundi suivant à onze heures du matin pourvu qu'il ait été donné avis de cette vente à l'inspecteur des chemins au moins deux jours auparavant : l'inspecteur

y assistera, et, en son absence, l'un des sous-voyers, sur l'ordre de l'inspecteur.

L'acquéreur payera le prix de la vente à l'inspecteur ou à son représentant qui ensuite remboursera au détenteur les frais convenables de nourriture et de détention, et l'amende ; les frais seront estimés par l'inspecteur et un des sous-voyers non parent du détenteur au degré prohibé par la loi, ainsi que les dommages encourus et soufferts par le dit détenteur. La balance, s'il y en a, restera dans les mains de l'inspecteur qui la rendra aux propriétaires aussitôt qu'il sera connu ; mais si dans un an ce propriétaire n'étoit point connu l'inspecteur pourra employer cette balance pour l'amélioration des ponts et chemins publics. L'inspecteur rendra compte de cette balance à un juge de paix, sous quinze jours, sous peine de dix chelins d'amende.

§ 12. *Les enchères des inconnus seront refusées.*

L'inspecteur ou son représentant pourra refuser toutes les enchères de personnes inconnues et étrangères à la paroisse, ou insolvable, à la vente d'animaux saisis ; à moins qu'elles ne donnent caution satisfaisante qui sera responsable du prix comme si elle était l'acquéreur principal.

§ 13. *Droits de l'inspecteur contre l'acquéreur.*

A défaut de paiement du produit de la vente l'inspecteur ou son représentant, huit jours après l'adjudication, portera sa plainte devant le plus prochain juge de paix qui, sur le serment d'un témoin digne de foi, autre que l'inspecteur ou son-représentant, fera prélever immédiatement par warrant sous son seing et sceau par saisie et vente de biens le produit de la vente sur les meubles et effets de l'acquéreur ou sa caution.

Precis de quelques clauses d'un acte, passé par la Législature unie, pour consolider et amender les lois en cette province relatives aux injures malicieuses contre la propriété.

(Ce précis ne contient que les clauses dont la juridiction est donnée aux juges de paix.)

§ 20. Si quelqu'un coupe, casse, écorce et déracine malicieusement quelque arbre, arbrisseau ou plante, ou y cause quelque dommage au montant d'un chelin courant au moins, en étant convaincu devant un juge de paix il payera en sus du dommage qu'il aura causé une autre somme n'excédant pas vingt chelins ainsi que le juge de paix ordonnera.

§ 21. Si quelqu'un détruit malicieusement ou endommage avec intention de destruction une plante, fruits, plantations dans un jardin ou autres lieux destinés à leur conservation, en étant convaincu devant un juge de paix le coupable sera

condamné à une amende qui n'excédera pas deux louis courant, en sus des dommages qu'il aura causés.

§ 22. Si quelqu'un détruit ou endommage quelque plante en culture soit pour la nourriture de l'homme ou des animaux, pour l'usage de la médecine, des distilleries, teinturiers ou pour autres branches de manufactures, étant en nourrice dans un jardin ou terrain ouvert ou enclos, en étant convaincu devant un juge de paix cet infracteur pourra être condamné jusqu'à vingt chelins d'amende en sus du montant alloué pour les dommages qu'il aura causés.

§ 23. Si quelqu'un avec malice, coupe, casse, abat ou détruit en tout ou en partie une clôture, un mur, une barrière ou porte, de quelque description que ce soit, en étant convaincu devant un juge de paix le délinquant sera passible d'une amende n'excédant pas vingt chelins si le juge de paix le décide en sus du montant alloué pour le dommage causé.

§ 24. Lorsque cet acte n'aura pas pourvu à la peine, ou punition particulière dont quelqu'un se sera rendu passible, en endommageant avec malice ou en commettant quelque dégât contre la propriété réelle ou personnelle d'un individu, ou contre une propriété publique, en étant convaincu devant un juge de paix, il sera légal au juge de paix de condamner ce délinquant jusqu'au montant de la somme de cinq livres, courant, pour compensation des dommages ainsi causés. Cette somme sera accordée à la partie lésée, quand il s'agira d'une propriété privée, lorsque la preuve de l'offense aura été constatée ; dans ce cas, ainsi que dans celui où il s'agiroit d'une propriété publique, l'amende ou la somme allouée par le juge de paix, sera appliquée conformément à cet acte : cependant celui qui auroit commis une telle offense contre cet acte, croyant avoir un motif et une raison suffisante de la faire, ne pourra être passible de l'amende imposée.

§ 28. Tout individu qui sera trouvé commettant quelque offense contre cet acte, sujet à indictement ou à être jugée sommairement, pourra être appréhendé sans warrant par tout officier de paix, ou par le propriétaire dont la propriété a été injuriée, ses serviteurs ou autre personne qu'il auroit autorisée à cet effet, pour être aussitôt traduit devant le juge de paix le plus voisin, pour être traité suivant le cours de la loi.

§ 29. Toute infraction contre cet acte, et jugée sommairement, sera poursuivie dans les trois mois après qu'elle aura été commise, et non après ; le poursuivant ou la partie lésée sera admis en preuve de cette offense ainsi que tout habitant du comté ou district où elle aura été commise, quoique l'amende dût être versée dans le fond commun de ce district ou comté.

§ 30. Pour atteindre plus sûrement tout infracteur, sujet à être puni sommairement en vertu des dispositions de cet acte, il sera légal à tout juge de paix, sur le serment d'un témoin digne de foi, alléguant l'offense commise par l'infracteur, de le sommer de comparaître devant lui, à un lieu et jour fixés, pour déclarer son nom dans la sommation. Si l'accusé ne comparoit point sur ces ordres, alors, sur la preuve du service personnel qui lui a été fait, ou que l'ordre lui a été laissé à son domicile ordinaire, en l'un et l'autre cas le juge de paix procédera *ex parte* à entendre et déterminer la question, ou émanera son warrant pour appréhender l'accusé pour le faire amener devant lui ou un autre juge de paix ; ou le juge de paix devant lequel il sera traduit pourra s'il le juge à propos, sans sommation préalable, faire sortir son warrant contre cet accusé, à moins qu'il ne fût autrement pourvu, et alors le juge de paix devant lequel il sera amené procédera à entendre et juger le cas.

§ 31. Le complice de tout infracteur aux dispositions de cet acte qui sera amené à conviction soit en l'aidant à commettre l'action, en l'incitant, conseillant ou lui fournissant le moyen de le commettre, après conviction devant un juge de paix sera passible de la même pénalité et du même châtiment que le principal coupable.

§ 33. Si un délinquant, sommairement convaincu d'offense en vertu de cet acte, ne paye immédiatement le montant alloué pour compensation de l'offense qu'il a commise, ou sous le délai que le juge de paix lui aura imparti ; s'il n'y étoit autrement et spécialement pourvu le dit juge de paix enverra le coupable dans la prison commune ou dans la maison de correction ou pour y être enfermé seulement, ou pour être emprisonné et obligé au travail forcé selon que le juge de paix l'ordonnera, pour un temps n'excédant pas deux mois lorsque le montant de la pénalité avec les frais n'excédant pas cinq louis, courant ; lorsque la somme excédera cinq louis, courant, sans aller au delà de dix louis, le coupable pourra être emprisonné pour un temps n'excédant pas quatre mois ; et pour six mois lorsque la somme excédera dix louis. Dans tous les cas l'emprisonnement se réglera sur le paiement de l'amende et des frais.

Acte pour pourvoir à l'administration plus facile et expéditive de la justice dans les causes civiles et affaires d'un intérêt pécuniaire peu considérable dans cette partie de cette province ci-devant le Bas-Canada.

4e et 5e Victoria, ch. xx.

Cet acte passé par la législature unie et sanctionné le 18

de septembre 1841 a été mis en force au moyen de la proclamation de l'administrateur du Gouvernement Sir Richard Downes Jackson en date du premier de décembre de la même année ; cet acte qui fait de si grands changements dans la judicature est trop important pour qu'on puisse s'en rapporter à un précis. C'est le texte qu'il faut consulter. Comme on peut y avoir un accès facile au moyen de sa publication dans les journaux de la province, le compilateur se bornera à donner ici le tableau des cours établies au moyen de cet acte et de cette proclamation. La partie de cette province ci-devant le Bas-Canada (le district de Gaspé excepté) se trouve divisée en vingt deux districts inférieurs où se trouvent établies des cours de district et des cours de division comme ci-après mentionné (cette division de la province est la même que celle pour les municipalités).

La cour de district prend connaissance des causes au-dessus de £6. 5. 0 cours d'Halifax jusqu'à £20 sterling ; les cours de division sont pour les causes de £6. 5. 0 cours d'Halifax et au-dessous.

TABLEAU DES TERMES.

District inférieur de Québec.

Cour de district, Québec.—Du 21 au 26 janvier ; du 1er au 6 de mars, mai, juillet, septembre, novembre, décembre.

Cour de division, No. 1, Québec.—Les 1er, 2, 3, et 4 de février, avril, juin, août et octobre ; et les 7, 8, 9 et 10 de mars, mai, juillet, septembre, novembre et décembre.

Cour de division, No. 2, St. Augustin.—Les 6 et 7 de février et août, les 20 et 21 de mai, et les 28 et 29 de novembre.

Cour de division, No. 3, Ste. Anne.—Les 9, 10 et 11 de février, les 24, 25 et 26 de mai, les 10, 11 et 12 d'août, et les 28, 29 et 30 d'octobre.

District inférieur de Portneuf.

Cour de district, Deschambault.—Du 13 au 18 de mars, septembre et décembre, et du 21 au 26 de juin.

Cour de division, No. 1, Deschambault.—Les 19, 20 et 21 de mars, septembre et décembre, et les 27, 28 et 29 de juin.

Cour de division, No. 2, Ste. Anne de la Pérade.—Les 23, 24 et 25 de mars et septembre, et les 12, 13 et 14 de mai, les 20, 21 et 22 de novembre.

Cour de division, No. 3, Cap Santé.—Les 27, 28 et 29 de mars, et septembre, les 16, 17 et 18 de mai, et les 24, 25, et 26 de novembre.

District inférieur du Saguenay.

Cour de district, La Malbaie.—Du 15 au 18 de février, et du 8 au 11 de juin et octobre.

Cour de division, No. 1, La Malbaie.—Les 19, 20 et 21 de février, et les 12, 13 et 14 de juin et octobre.

Cour de division, No. 2, Baie St. Paul.—Les 23, 24 et 25 de février, les 16 et 17 Juin, et les 16, 17 et 18 d'octobre.

District inférieur de Rimouski.

Cour de district, Rimouski.—Du 21 au 24 de février, du 24 au 27 de juin, et du 23 au 26 d'octobre.

Cour de division, No. 1, Rimouski.—Les 25 et 26 de février, les 28 et 29 de juin, les 27 et 28 d'octobre.

Cour de division, no. 2, Notre Dame des Neiges des Trois Pistoles.—Les 1er et 2 mars et juillet et les 30 et 31 d'octobre.

District inférieur de Kamouraska.

Cour de district, Kamouraska.—Du 28 au 31 de janvier, mars et juillet, et du 28 au 30 de novembre.

Cour de division, No. 1, Kamouraska.—Les 1er, 2 et 3 de février, avril, août et décembre.

Cour de division, No. 2, Rivière du Loup.—Les 5 et 6 de février, avril, août, et décembre.

Cour de division, No. 3, Rivière Ouelle.—Les 9 et 10 de février, avril, août et décembre.

District inférieur de St. Thomas.

Cour de district, St. Thomas.—Du 8 au 11 de janvier, mars, mai, juillet, septembre et novembre.

Cour de division, No. 1, St. Thomas.—Les 12, 13 et 14 de janvier, mars, mai, juillet, septembre et novembre.

Cour de division, No. 2, St. Gervais.—Les 16 et 17 de janvier, mars, mai, juillet, septembre et novembre.

Cour de division, No. 3, Saint Vallier.—Les 19 et 20 de janvier, mars, mai, juillet, septembre et novembre.

Cour de division, No. 4.—St. Jean, Port Joli.—Les 24 et 25 de janvier, mars, mai, juillet, septembre et novembre.

District inférieur de Dorchester.

Cour de district, St. Nicolas.—Du 3 au 6 de janvier, du 23 au 26 d'avril, du 1er au 4 d'août, et du 13 au 16 de novembre.

Cour de division, No. 1, St. Nicolas.—Les 7, 8 et 9 de janvier, les 27, 28 et 29 d'avril, les 5, 6 et 7 d'août, et les 17, 18 et 19 de novembre.

Cour de division, No. 2, St. Henri.—Les 11 et 12 de janvier, les 1er et 2 de mai, les 9 et 10 d'août, les 21 et 22 de novembre.

Cour de division, No. 3, St. Joseph de la Pointe Lévi.—Les 14 et 15 de janvier, les 3 et 4 de mai, les 11 et 12 d'août et les 23 et 24 de novembre.

Cour de division, No. 4, Lotbinière.—Les 18 et 19 de janvier, les 7 et 8 de mai, les 15 et 16 d'août, et les 27 et 28 de novembre.

District inférieur de la Chaudière.

Cour de district, Leeds.—Du 21 au 24 de février, du 23 au 26 de juin, du 24 au 27 d'octobre, et du 18 au 20 de décembre.

Cour de division, No. 1, Leeds.—Les 25, 26 et 27 de février, les 27, 28 et 29 de juin, les 28, 29 et 30 d'octobre, et les 21 et 22 de décembre.

Cour de division, No. 2, Ste. Marie.—Les 2 et trois de mars, les 1er, 2 et 3 de juillet, et les 1er et 2 de novembre.

Cour de division, No. 3, St. François.—Les 5 et 6 de mars, les 5, 6 et 7 de juillet, et les 4 et 5 de novembre.

District inférieur de Nicolet.

Cour de district, Drummondville.—Du 1er au 4 de février, juin, octobre et décembre.

Cour de division, No. 1, Drummondville.—Les 5, 6 et 7 de février, juin, octobre et décembre.

Cour de division, No. 2, La Baie du Febvre.—Les 9 et 10 de février, juin, octobre et décembre.

Cour de division, No. 3, Gentilly.—Les 12 et 13 de février, juin, octobre et décembre.

District inférieur de Sherbrooke.

Cour de district, Sherbrooke.—Du 20 au 25 de janvier, juin, septembre, et novembre, et du 21 au 26 de mars.

Cour de division, No. 1, Sherbrooke.—Les 26, 27 et 28 de janvier, juin, septembre et novembre, et les 27, 28 et 29 de mars.

Cour de division, No. 2, Richmond.—Les 30 et 31 de janvier, juillet et octobre, et les 29 et 30 d'avril.

Cour de division, No. 3, Stanstead Plain.—Les 4 et 5 de février, mai, août et novembre.

Cour de division, No. 4, Cookshire.—Les 8 et 9 de février, mai, août et novembre.

District inférieur de Missisquoi.

Cour de district, Nelsonville.—Du 25 au 28 de janvier, du 10 au 13 de mai, du 6 au 9 d'août et du 7 au 10 de novembre.

Cour de division, No. 1, Nelsonville.—Les 29, 30 et 31 de janvier, les 14 et 15 de mai, les 10 et 11 d'août, et les 11 et 12 de novembre.

Cour de division, No. 2, Frost Village.—Les 2 et 3 de février, les 17 et 18 de mai, les 13 et 14 d'août, et les 14 et 15 de novembre.

Cour de division, No. 3, Philipsburg.—Les 5 et 6 de février, les 20 et 21 de mai, les 16 et 17 d'août, et les 17 et 18 de novembre.

District inférieur de Richelieu.

Cour de district, St. Charles.—Du 10 au 13 de mars, du 22

au 25 de juin, du 12 au 15 de septembre, et du 5 au 7 de décembre.

Cour de division, No. 1, St. Charles.—Les 14, 15 et 16 de mars, les 26 et 27 de juin, les 16 et 17 de septembre et les 8 et 9 décembre.

Cour de division, No. 2, Varennes.—Les 18 et 19 de mars, les 29 et 30 de juin, les 19 et 20 de septembre, et les 11 et 12 de décembre.

Cour de division, No. 3, William Henry.—Les 21 et 22 de mars, les 2 et 3 de juillet, les 22 et 23 de septembre, et les 14 et 15 de décembre.

District inférieur de St. Hyacinthe.

Cour de district, St. Hyacinthe.—Du 24 au 27 de mars, du 5 au 8 de juillet, du 25 au 28 de septembre, du 17 au 19 de décembre.

Cour de division, No. 1, St. Hyacinthe.—Les 28, 29 et 30 de mars, les 9, 10 et 11 de juillet, les 29 et 30 de septembre, les 20 et 21 de décembre.

Cour de division, No. 2, St. Césaire.—Les 1er et 2 d'avril, les 13 et 14 de juillet, les 2 et 3 d'octobre et les 23 et 24 de décembre.

District inférieur de St. Jean.

Cour de district, St. Jean.—Du 5 au 10 de janvier, du 22 au 25 d'avril, du 20 au 23 de juillet, et du 22 au 25 d'octobre.

Cour de division, No. 1, St. Jean.—Les 11, 12 et 13 de janvier, les 26 et 27 d'avril, les 24 et 25 de juillet, et les 26 et 27 d'octobre.

Cour de division, N. 2, Napierville.—Les 15 et 16 de janvier, les 29 et 30 d'avril, les 27 et 28 de juillet, et les 29 et 30 d'octobre.

Cour de division, No. 3, Laprairie.—Les 18 et 19 de janvier, les 2 et 3 de mai, les 30 et 31 de juillet, les 2 et 3 de novembre.

Cour de division, No. 4, Chambly.—Les 21 et 22 de janvier, les 5 et 6 de mai, les 2 et 3 d'août, les 4 et 5 de novembre.

District inférieur de Beauharnois.

Cour de district, Durham.—Du 21 au 24 de février, du 24 au 27 de mai, du 20 au 23 d'août, et du 21 au 24 de novembre.

Cour de division, No. 1, Durham.—Les 25, 26 et 27 de février, les 28, 29 et 30 de mai, les 24 et 25 d'août, et les 25 et 26 de novembre.

Cour de division, No. 2, Huntingdon.—Les 2 et 3 mars, les 1er et 2 de juin, les 27 et 28 d'août, les 28 et 29 de novembre.

Cour de division, No. 3, Chateauguay.—Les 5 et 6 de mars, les 4 et 5 de juin, les 30 et 31 d'août, et les 1er et 2 de décembre.

District inférieur de Montréal.

Cour de district, Montréal.—Du 13 au 18 de janvier, du 15 au 20 de mars et mai, du 10 au 15 de juillet, du 16 au 21 de septembre, et du 12 au 17 de novembre.

Cour de division, No. 1. Montréal.—Les 19, 20 21, et 22 de janvier, les 21, 22, 23 et 24 de mars, les 27, 28, 29 et 30 d'avril, les 21, 22, 23 et 24 de mai, les 27, 28, 29 et 30 de juin, les 16, 17 18 et 19 de juillet, les 21, 22, 23 et 24 d'août, les 22, 23, 24 et 25 de septembre, les 27, 28, 29 et 30 d'octobre, les 18, 19, 20 et 21 de novembre, et les 17, 18, 19 et 20 de décembre.

Cour de division, No. 2. Vaudreuil.—Les 24 et 25 de janvier, les 26 et 27 de mars, les 1er et 2 de juillet et les 2 et 3 de novembre.

Cour de division, No. 3. Les Cedres.—Les 26 et 27 de janvier, les 29 et 30 mars et les 4 et 5 de juillet et novembre.

Cour de division, No. 4. Pointe aux Trembles.—Les 29 et 30 de janvier, les 26 et 27 de mai et Août, et les 7 et 8 de novembre.

District inférieur de Sydenham.

Cour de district, Aylmer.—Du 4 au 7 de janvier, du 1er au 4 de mars, mai et juillet, et du 22 au 25 d'octobre.

Cour de division, No. 1. Aylmer.—Les 8, 9 et 10 de janvier, les 5 et 6 de mars, mai et juillet, et les 26 et 27 d'octobre.

Cour de division, No. 2. Onslow.—Les 12 et 13 de janvier, les 8 et 9 de mars, les 12 et 13 de juin, et les 1er et 2 d'octobre.

Cour de division, No. 3. Clarendon Mills.—Les 15 et 16 de janvier, les 11 et 12 de mars, les 16 et 17 de juin, et les 5 et 6 d'octobre.

Cour de division, No. 4. Buckingham.—Les 19 et 20 de janvier, les 15 et 16 de mars, les 8 et 9 de juillet, et les 29 et 30 d'octobre.

Cour de division, No. 5. Petite Nation. Les 22 et 23 de janvier, les 18 et 19 de mars, les 11 et 12 de juillet, le 31 d'octobre, et les 1er et 2 de novembre.

Cour de division, No. 6 Village de Wright-Hull.—Les 18 et 19 de février; les 18 et 19 d'avril, les 5 et 6 d'août, et les 18 et 19 de décembre.

District inférieur du Lac des Deux Montagnes.

Cour de district, St. André.—Du 28 au 31 de janvier, du 22 au 25 de mars, du 10 au 13 de mai, du 16 au 19 de juillet, et du 5 au 8 de novembre.

Cour de division, No. 1 St. André.—Les 1er, 2 et 3 de février, les 26 et 27 de mars, les 14 et 15 de mai, les 20 et 21 de juillet, et les 9 et 10 de novembre.

Cour de division, No. 2, La Chute.—Les 5 et 6 de février, les 17 et 18 de mai; les 23 et 24 de juillet, et les 11 et 12 de novembre.

Cour de division, No. 3, Ste. Scholastique.—Les 8 et 9 de février, les 20 et 21 de mai, les 26 et 27 de juillet, et les 13 et 14 de novembre.

Cour de division, No. 4, St. Eustache.—Les 11 et 12 de février, les 30 et 31 de mars, les 23 et 24 de mai, les 29 et 30 de juillet, et les 15 et 16 de novembre.

Cour de division, No. 5, Grenville.—Les 14 et 15 de février, les 27 et 28 de mai, les 1er et 2 d'août, et les 3 et 4 de novembre.

District inférieur de Terrebonne.

Cour de district, Ste. Thérèse.—Du 21 au 24 de janvier, du 22 au 25 d'avril, du 21 au 24 de juillet, et du 26 au 29 d'octobre.

Cour de division, No. 1, Ste. Thérèse.—Les 25, 26 et 27 de janvier, les 26 et 27 d'avril, les 25, 26 et 27 de juillet, et les 30 et 31 d'octobre.

Cour de division, No. 2, Ste. Anne des Plaines.—Les 29 et 30 de janvier, avril et juillet, et les 2 et 3 de novembre.

Cour de division, No. 3, Terrebonne.—Les 1er et 2 de février, les 2 et 3 de mai, les 1er et 2 d'août, et les 5 et 6 de novembre.

District inférieur de Leinster.

Cour de district, St. Jacques.—Du 22 au 25 de février, du 6 au 9 de mai, du 4 au 7 d'août et du 8 au 11 de novembre.

Cour de division, No. 1, St. Jacques.—Les 26 et 27 de février, les 10, 11 et 12 de mai, les 8 et 9 d'août et les 12, 13 et 14 de novembre.

Cour de division, No. 2, St. Henri.—Les 2 et 3 de mars, les 14 et 15 de mai, les 11 et 12 d'août, et les 16 et 17 de novembre.

Cour de division, No. 3, L'Assomption.—Les 5 et 6 de mars les 17 et 18 de mai, les 14 et 15 d'août, et les 18 et 19 de novembre.

District inférieur de Berthier.

Cour de district, St. Elizabeth.—Du 8 au 11 de mars, du 23 au 26 de mai, du 17 au 20 d'août, et du 21 au 24 de novembre.

Cour de division, No. 1, Ste. Elizabeth.—Les 12, 13 et 14 de mars, les 27 et 28 de mai, les 21, 22 et 23 d'août, et les 25 et 26 de novembre.

Cour de division, No. 2, Berthier.—Les 16 et 17 de mars, les 30 et 31 de mai, les 25 et 26 d'août, et les 28 et 29 de novembre.

Cour de division, No. 3, Village d'Industrie.—Le 19 et 20 de mars, les 2 et 3 de juin, les 28 et 29 d'août, et les 1er et 2 de décembre.

District inférieur des Trois Rivières.

Cour de district, Trois-Rivières.—Du 7 au 12 de février, avril, juin, août, octobre et décembre.

Cour de division, No. 1, Trois-Rivières.—Les 13, 14 et 15 de février, avril, juin, août, octobre et décembre.

Cour de division, No. 2, Machiche.—Les 17 et 18 de février, avril, juin, août, octobre et décembre.

Cour de division, No. 3, St. Joseph de Maskinongé.—Les 20 et 21 de février, avril, juin, août, octobre et décembre.

TABLE DES MATIERES.

	<i>Page.</i>
Introduction.....	3
Ordonnance pour la nomination des officiers de paroisses, &c.....	5
Ordonnance concernant les municipalités.....	17
Acte pour l'établissement des écoles élémentaires.....	33
Ordonnance pour les bureaux d'enregistrement.....	46
Acte pour remédier aux abus commis contre l'agriculture.....	75
Précis de divers actes, exposant les principaux devoirs des sous-voyers.....	95
Précis d'un acte pour consolider et amender les lois relatives aux injures calomnieuses contre la propriété.....	100
Acte pour l'établissement de cours de district et de division.....	102

, du 22
re.

t 27 de
sa 30 et

9 et 30

février,
mbre.

du 6 au

, les 10,
vembre.

, les 14
re.

mars les
mbre.

du 23 au
e.

et 14 de
et 26 de

, les 30
re.

et 20 de
2 de dé-

er, avril,

et 15 de

février,

Les 20 et

Page.

.....	3
.....	5
.....	17
.....	33
.....	48
.....	75
voyers, 95	
injures	
.....	100
.....	102